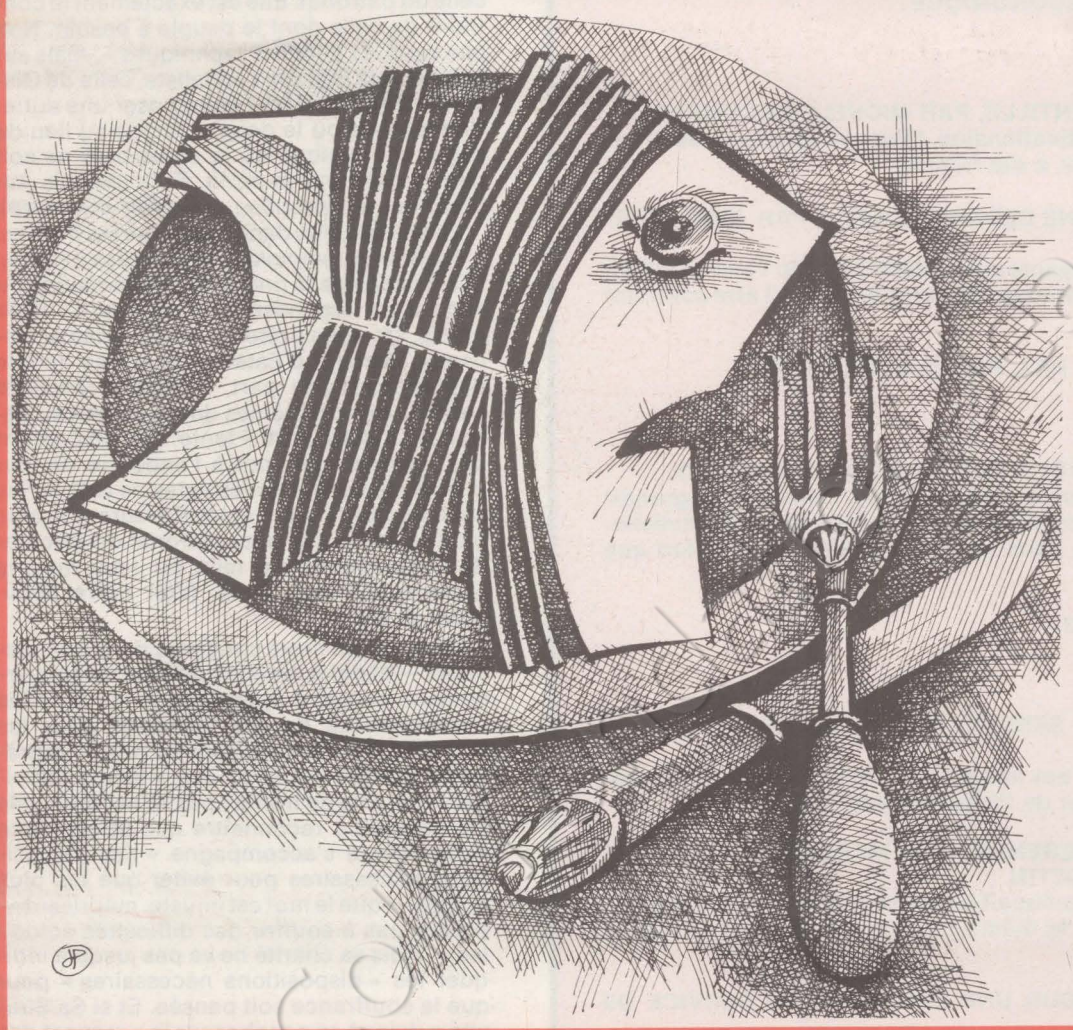
l'unité

N° 95 -3F L'hebdomadaire du Parti socialiste 25 Janvier 1974

BON APPETIT MESSIEURS !



Sa Suavité Giscard d'Estaing a habitué le pays à des numéros de technicien fort en thème. La fadeur et l'inconsistance des autres membres du gouvernement, à commencer par celles du Premier ministre, le lui permettent. Cédant à son penchant naturel — ce n'est pas son principal défaut — il a donc prononcé devant l'Assemblée nationale un discours où la complexité des mots, celle des mécanismes, le brouillard des concepts donnent l'illusion de la rigueur. Pour camper sa future silhouette d'homme d'Etat, il a cru bon d'y ajouter un brin de polémique — il faut bien se faire applaudir par sa majorité — et la touche d'émotion rude si nécessaire depuis que Winston Churchill a bâti sa popularité en promettant aux Anglais « du sang, de la sueur et des larmes ».

Tout cela pour convaincre les Français qu'il a raison, qu'il a eu raison, qu'il aura raison. Et que la décision de faire flotter le franc est juste. Mieux, qu'elle est bonne. (voir page 5).

Soyons sérieux. Giscard d'Estaing est ministre des Finances d'un Etat capitaliste. Ses actions sont conformes aux intérêts de la classe à laquelle il appartient. Et qu'il défend. Ce ne sont pas les nôtres. Mais il va lui devenir difficile de prétendre, et de faire croire, qu'il défend — bien — l'intérêt du pays. Car même en respectant la logique de son système, il vient de fournir la preuve qu'il est incapable de le bien régir.

Il voulait défendre le franc : la Bourse, dès lundi, a prouvé qu'il venait de le dévaluer une deuxième fois. Il justifie sa décision en parlant du pétrole : depuis plusieurs semaines, le franc était malade et la Banque de France devait chaque jour intervenir pour sauver les apparences. Elle y perdait 50 millions de dollars par jour pour maintenir la parité du franc avec le deutschmark. Lundi

(**Suite en page 2**)

LA GRANDE COLERE DES MINEURS

Grande-Bretagne « Nous ne céderons pas »

TOUSSUS: NON AUX JETS

Sommaire

3 **ECONOMIE : LA REPONSE DE LA GAUCHE, PAR CLAUDE ESTIER.**
Face à Giscard d'Estaing qui préfère jongler avec la technique financière, la gauche replace le débat sur son véritable terrain.

4 **LA DECLARATION COMMUNE DES TROIS PARTIS.**

5 **MONNAIE : LA DEVALUATION DEGUISEE, PAR DAVID SYLVAIN.**
A travers les mesures économiques émerge une nouvelle fois la volonté du Pouvoir d'imposer des sacrifices aux Français, toujours aux mêmes.

7 **CHANGER LA VIE POLITIQUE**

8 **REGIONS : LA LORRAINE PORTE SA CROIX, PAR JEAN MONTAGNARD.**
Derrière la grève des mineurs lorrains se profile un problème fondamental : l'avenir des bassins houillers et la dégradation du métier de mineur, symbole d'une région sous-développée et handicapée en tous domaines.

10 **CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE.**

11 **SYNDICATS : L'EUROPE EN POINTILLE, PAR MICHELE BACKMANN.**
Pour faire face aux sociétés multinationales, l'Europe syndicale se cherche encore. A Genève le plus dur a été franchi.

12 **GRANDE-BRETAGNE : « NOUS NE CEDERONS PAS », PAR JEAN-LOUP REVERIER.**
La politique du pire n'a pas été payante pour Edward Heath. Tenu en échec par les mineurs, il n'est plus reconnu par les siens et pourrait être contraint de démissionner.

15 **PROCHE-ORIENT : LES PETITS PAS, PAR CLAUDE ESTIER.**

16 **ENVIRONNEMENT : NON AUX JETS, PAR MARIE-JO BERNARDO.**
Pour que les P.d.g. puissent voler, l'Aéroport de Paris veut agrandir Toussus-le-Noble, petit aérodrome situé en pleine banlieue résidentielle. Toute une population, menacée dans sa vie quotidienne dit « Non aux jets ».

18 **CHANGER LA VIE QUOTIDIENNE.**

20 **ENSEIGNEMENT : L'ECOLE AU SERVICE DU PATRONAT, PAR JEAN-PIERRE MOULINS.**
L'Elysée, Fontanet et le C.n.p.f. ont mis au jour une réforme qui consacre en fait l'ère de la sélection et de l'inégalité des chances.

22 **GERARD MONATE : « NOS DIFFERENDS AVEC MARCELLIN », PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTINE COTTIN.**
Gérard Monate, président du plus important syndicat de policiers répond aux questions de « l'Unité » sur le thème très actuel des rapports entre police et Pouvoir.

23 **PIERRE MENDES FRANCE : POUR UNE ECONOMIE AU SERVICE DE L'HOMME, PAR DAVID SYLVAIN.**

24 **CHANGER LA VIE CULTURELLE.**

25 **CAPITALISME : L'ART D'UTILISER LA CRISE, PAR GUY PERRIMOND ET DAVID SYLVAIN.**
Le patronat et l'Etat vont utiliser la crise pour tenter de régler leurs problèmes. La solution passe évidemment par une exploitation plus féroce de l'ensemble des salariés.

32 **MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND.**

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (page 27) Barrigues (pages 13 - 21 - 22 - 23) Jean-Pierre Coureuil (pages 1 - 4 - 25) Fotolib (pages 3 - 9 - 10 - 13 - 14 - 18) Pascal Lebrun (page 26) Simonet (pages 16 - 17) Teich (page 7), U.p.i. (pages 5 - 13) Vasco (page 6)

→

et mardi, pour éviter que le franc ne perde pas plus de 5 % de sa valeur, elle en a perdu 160... Il parle d'industrialisation, mais à mi-parcours aucun des objectifs du VIe Plan n'est atteint. Pour lui, la « priorité intérieure n° 1 » est la lutte contre la hausse des prix, mais les chiffres que lui-même cite datent d'avant la hausse du brut. Il se glorifie des succès de « notre » industrie à l'exportation, oubliant que c'est grâce à une usure constante du franc que ces succès ont été remportés. Il décide des efforts à venir, par exemple sur le plan énergétique avec l'électricité nucléaire, en oubliant qui a décidé de mettre un frein à leur construction.

Cela suffit. Car là n'est pas notre problème. Que sa décision nous rende plus dépendants des Etats-Unis, qu'elle stoppe la pénible construction de l'Europe, qu'elle prouve que le système monétaire actuel est aberrant ne nous est pas indifférent. Ne serait-ce que pour rappeler les responsabilités — écrasantes — de ceux qui nous gouvernent. Mais il serait ridicule de vouloir discuter « technique » avec le gouvernement. Sa politique est celle du patronat. Elle est exactement le contraire de celle dont le peuple a besoin. Non pas dans les détails « techniques », mais sur le fond. A la logique capitaliste, celle de Giscard d'Estaing, il faut en opposer une autre. Une logique où le peuple décide au lieu de subir, une logique où la croissance ne soit pas motivée par le profit. Et la gauche, aujourd'hui, en propose une **(voir ci-contre).**

Rien n'est plus dangereux que les mythes. L'économie, le pouvoir, ne sont pas neutres. Les besoins de la première, les décisions du second correspondent à la défense d'intérêts précis. Or, sous prétexte de la « crise pétrolière », Giscard d'Estaing tente une double opération. D'une part, il espère résoudre certains des problèmes qui se posent au patronat ; d'autre part, il tente, tout en prenant des mesures qui vont à l'encontre de leur intérêt, de conserver les votes de catégories sociales dont l'U.d.r. et les R.i. auront le plus grand besoin. Libre au patronat de discuter de l'opportunité de telle ou telle mesure technique. Pas à nous. **(voir notre document p. 25).**

Mais ce qui nous concerne dans son discours — et donc dans la politique du gouvernement auquel il appartient — ce sont les conséquences de ses décisions pour les Français. Tout en refusant de nous « outrager », il nous annonce des « temps difficiles ». Là, il ne se trompe pas. C'est tout juste s'il consent à reconnaître que sa politique économique s'accompagne « des dispositions nécessaires pour éviter que les plus faibles — que le mot est injuste, méprisant — n'aient pas à souffrir des difficultés actuelles ». Mais sa charité ne va pas jusqu'à indiquer les « dispositions nécessaires » pour que la souffrance soit pansée. Et si Sa Suavité a daigné se pencher sur le « respect des règles propres qui protègent les revenus des travailleurs les moins favorisés », il a respecté un étrange silence sur les revenus des grandes firmes françaises. Il est vrai qu'elles n'ont pas de motif particulier d'inquiétude. Et que si les salariés ont mesuré au fil des mois les hausses des prix, le patronat a mesuré la hausse de ses bénéfices.

Tout surpris par « la nouveauté » d'une situation que les sociétés multinationales avaient prévue depuis des mois — décidément les services de renseignements et les diverses polices fonctionnent mal — Giscard d'Estaing nous a confié son rêve, celui qu'il a devant les yeux : « Des tonnes d'acier et des heures de travail ». Un rêve de comptable, en somme. Mais d'un comptable de haut niveau. Dans une banque évidemment. Là, il n'y a que l'embarras du choix. Georges Pompidou a été prêté à l'Etat par la banque Rothschild. Celle-là ou une autre reconnaîtra aisément en Giscard un des siens. ■

Economie

LA REPONSE DE LA GAUCHE

Face à Giscard d'Estaing qui préfère jongler avec la technique financière, la gauche replace le débat sur son vrai terrain.

Il est arrivé mardi à Valéry Giscard d'Estaing une curieuse mésaventure. Lisant à la tribune de l'Assemblée nationale la longue « déclaration du gouvernement » dont il a revendiqué au passage la paternité, il a cru nécessaire de la truffer d'un certain nombre de précautions oratoires, destinées à répondre à l'avance aux attaques qu'il attendait de la part de François Mitterrand — inscrit aussitôt après lui dans le débat. Sans jamais le nommer, mais tourné ostensiblement vers le Premier secrétaire du Parti socialiste, il a ainsi ajouté à son texte écrit quelques phrases dénonçant la démagogie et l'irresponsabilité de l'opposition, accusée de préconiser une politique de facilité et de bercer les Français d'illusions.

Pendant quelques instants, cette agressivité inhabituelle chez le ministre de l'Economie et des Finances lui a permis d'apparaître comme le meneur politique du débat, ne serait-ce que par contraste avec la pâle intervention de Pierre Messmer.

Mais Giscard allait en être bientôt pour ses frais. Car le discours de François Mitterrand se situait d'emblée à un tout autre niveau. Plutôt que d'attaquer en tant que telle la décision du gouvernement de laisser flotter le franc, il la replaçait dans un contexte beaucoup plus vaste : dans la mesure où la monnaie est le reflet de l'ensemble des données économiques d'un pays, la faiblesse du franc ne fait que traduire celle de la politique économique et financière dont Giscard d'Estaing porte depuis quatre ans la responsabilité première. Et à celui-ci, qui avait cru pouvoir écarter toute objection en s'écriant : « Vous allez me dire que j'ai changé de politique mais c'est le monde qui a changé », Mitterrand avait beau jeu de répondre : « A-t-il changé depuis le 19 décembre 1973, date où le ministre des Finances lançait à l'Assemblée : « L'idée d'un changement de parité de notre monnaie confine à l'absurde. Je n'insisterai pas davantage, car insister sur l'absurde, c'est presque le prendre en considération. »

L'impérialisme de l'argent

Du coup, les députés de la majorité qui avaient frémi d'aise à chaque pointé de Giscard contre Mitterrand n'avaient plus un mot pour interrompre celui-ci, soutenu de bout en bout par les applaudissements de toute l'opposition.

De ce fait, le débat au terme duquel le gouvernement s'est obstinément refusé à demander un vote de confiance — ce qui a amené la gauche à déposer une motion de censure — aura eu au moins un mérite : celui de faire apparaître que la gauche n'entend pas entrer dans la querelle technique des avantages et des inconvénients des dernières décisions gouvernementales. De même qu'elle refuse de se placer sur le terrain où certains voudraient l'amener en lui posant l'éternelle question : que feriez-vous aujourd'hui si vous étiez à la place du gouvernement ? Fausse question puisque, si la gauche était au pouvoir, c'est qu'elle aurait gagné les élections de mars dernier et qu'elle aurait mis en application depuis plusieurs mois une autre politique économique et sociale permettant d'affronter la situation créée par la crise de l'énergie dans des conditions profondément différentes.

En dépit de son talent et de sa faculté de se conformer à ce qu'il appelle lui-même joliment « une ligne de conduite périodiquement adaptée aux changements de la conjoncture », la faiblesse de Giscard d'Estaing est de ne jamais admettre ni même imaginer qu'une autre politique globale puisse être opposée à la sienne. Dans le système dont il est le représentant et le défenseur, la politique qu'il préconise — encore qu'elle soit le plus souvent à court terme — revêt une certaine logique. Mais la première démonstration qu'apporte la crise, c'est que le système lui-même n'est plus adapté à la situation. L'ordre monétaire sur lequel le monde occidental a vécu depuis un quart de siècle vient de s'effondrer. Le développement des firmes multinationales a substitué au pouvoir politique l'impérialisme de l'argent. Le système capitaliste, quelles que soient ses ressources techniques, n'est plus en mesure d'assurer l'indépendance nationale.

C'est à partir de cette constatation — faite aujourd'hui par un très grand nombre de Français — que la gauche est fondée à affirmer que les solutions préconisées par elle dans le programme commun conservent toute leur valeur et toute leur actualité. Comme le souligne Jean-Pierre Chevènement dans un article publié cette semaine par « le Monde », « la crise n'est pas d'abord une crise de conjoncture. Elle est avant tout →

Paul Laurent, Roland Leroy, François Mitterrand et Gaston Defferre, au siège du P.c., lundi dernier.





LA REPONSE DE LA GAUCHE

→

une crise de structures. C'est une crise du capitalisme et c'est pour y répondre que le programme commun a été élaboré en 1972. »

Il n'est donc pas étonnant que les trois partis signataires — communistes, socialistes et radicaux de gauche — soient très facilement tombés d'accord, au cours de leur rencontre au sommet de lundi dernier, pour s'appuyer sur le programme commun tout en reconnaissant la nécessité de son actualisation et son approfondissement sur certains points. Parmi ces points, notons-le, ce qui touche à la construction européenne et dont l'importance n'est pas négligeable, compte tenu des derniers développements, demeure un terrain délicat. Mais là encore des progrès importants sont en vue, ainsi que vient de le reconnaître Georges Marchais en soulignant devant le Comité central du Parti communiste que la résolution adoptée par le congrès socialiste de Bagnolet « contient de nombreuses appréciations et conclusions qui correspondent à notre propre réflexion et marque — sur des questions où nous restions en désaccord — un rapprochement de nos positions. »

La déclaration commune adoptée lundi n'aborde pas encore l'aspect européen que François Mitterrand a, en revanche, largement évoqué mardi. Mais en mettant l'éclairage sur des notions telles que le développement des équipements collectifs, la relance de la consommation intérieure, la maîtrise des circuits financiers et de crédit et celle des grands moyens de production, le contrôle des prix et la restructuration du commerce extérieur, la gauche offre une nouvelle perspective qui apparaîtra de plus en plus comme la seule capable d'apporter le consentement populaire à l'effort national auquel les Français sont conviés.

Stratégie claire

Car le raisonnement de Giscard pèche par un point que les orateurs de la gauche n'ont pas manqué de souligner : il continue à développer une politique de classe dont les principales victimes seront ceux qui sont déjà les plus défavorisés. Le ministre des Finances a parlé savamment du « redéploiement de la croissance », mais il n'a même pas pris la peine d'esquisser une politique d'accompagnement qui permette, grâce à un certain nombre de mesures d'ordre social, de compenser les conséquences graves qu'auront dans les prochaines semaines, pour les plus démunis, l'augmentation des prix de l'essence et du fuel, le relèvement des charges locatives et de certains tarifs publics, les menaces de licenciement, etc. C'est au contraire à ces conséquences que pense d'abord la gauche, en conviant à l'action la plus large contre la hausse des prix, pour la sauvegarde de l'emploi, l'application d'une nouvelle politique de l'énergie, la réforme fiscale, la défense des libertés et l'extension des droits des travailleurs, l'amélioration de la qualité de la vie. N'en déplaise à Giscard d'Estaing, ce sont ces thèmes qui sont au centre des préoccupations des Français. En les replaçant dans le cadre d'une nouvelle logique de développement, soutenue elle-même par une stratégie claire et durable — dont la solidité s'est trouvée confirmée également cette semaine par les propos convergents de Marchais, Mitterrand et Fabre sur l'hypothèse d'une candidature unique à l'élection présidentielle — la gauche réaffirme hautement sa capacité à gouverner. Bien au-delà d'un vote au Palais Bourbon, c'est désormais une donnée décisive du débat politique français.

CLAUDE ESTIER

La déclaration des trois partis

Voici le texte intégral de la déclaration adoptée lundi au cours de la réunion au sommet des trois partis signataires du programme commun :

La France est en crise. Cette crise ne date pas d'hier. Mais, depuis 1972, le programme commun de la gauche constitue la seule réponse cohérente aux problèmes posés par la politique du grand capital.

Instrument le mieux adapté pour maîtriser l'économie en fonction des besoins, il réunit les conditions d'une transformation démocratique de la société.

En prévoyant un ensemble de mesures sociales et d'importants investissements pour les équipements collectifs, le logement, les transports en commun, la santé, l'enseignement, il favorise la consommation populaire et élargit le marché intérieur.

Ces mesures impliquent la maîtrise des circuits financiers et de crédit, ainsi que des grands moyens de production, par la nationalisation du secteur bancaire et de certains groupes industriels. Elles supposent un contrôle des prix et la lutte contre toutes les formes de spéculation, l'élimination des gaspillages, la restructuration du commerce extérieur. Elles exigent une politique de plein emploi.

Ces transformations de structures peuvent seules permettre de rompre avec les déséquilibres et les iniquités engendrés par le système, elles permettront d'instaurer un nouveau type de croissance fondé sur d'autres mécanismes et d'autres finalités. Elles sont inséparables de la planification démocratique — ainsi que de l'extension des droits et des pouvoirs des travailleurs à tous les niveaux de la vie économique et sociale.

La nouvelle logique de la croissance prévue par le programme commun appelle un renversement complet de politique, elle est fondée sur la justice et l'égalité grâce à une redistribution des revenus : progression du pouvoir d'achat, avec un effort particulier pour les plus défavorisés ; réforme fiscale ; indexation de l'épargne, etc.

Aujourd'hui, l'accélération de l'inflation, bien antérieure à la « crise de l'énergie », porte atteinte au pouvoir d'achat des travailleurs, menace l'emploi, étend ses méfaits à des couches de plus en plus larges de la population.

Le relèvement du prix du pétrole, s'il pose des problèmes spécifiques, sert d'alibi au gouvernement pour favoriser l'enrichissement des grandes sociétés, alors qu'il est possible de fonder sur des bases nouvelles les rapports de la France et des pays industriels avec les pays producteurs de ressources énergétiques et de matières premières.

Le flottement du franc sanctionne l'échec de la politique monétaire du Pouvoir et de sa gestion au jour le jour orientée par les seuls critères du profit. Cette dévaluation honteuse manifeste les contradictions croissantes de la politique gouvernementale.

Cette politique de vie chère et de restrictions ne peut qu'accroître les inégalités sociales, handicaper les petites et moyennes entreprises, frapper les paysans et appauvrir la France.

Elle s'accompagne d'une tendance à accentuer le caractère autoritaire du régime : les atteintes aux libertés individuelles et collectives, l'emprise croissante du Pouvoir sur l'O.r.t.f. et les moyens d'information, visent à empêcher le libre choix des Français.

Ainsi, à l'heure où la crise rend sensible la nécessité de changements fondamentaux à ceux-là mêmes que le Pouvoir veut continuer d'effrayer pour les détourner des solutions que la gauche propose, le Parti socialiste, le Mouvement des radicaux de gauche et le Parti communiste français réaffirment leur stratégie politique d'union des travailleurs, des forces démocratiques et nationales pour la victoire du programme commun.

Les données nouvelles de la situation confirment la valeur des orientations fondamentales du programme commun : lorsqu'une modification importante de la conjoncture le nécessite, les trois partis se concertent pour préciser les conditions de sa réalisation.

Ils procèdent, d'autre part, à l'actualisation et à l'approfondissement du programme commun sur les problèmes qui touchent à la construction européenne et à la sécurité collective et sur ceux qui sont relatifs à la gestion des entreprises ; ils intègrent les éléments contenus dans l'annexe adoptée à l'initiative des radicaux de gauche.

L'approbation du programme commun par plus de dix millions d'électrices et d'électeurs lors des élections générales de mars 1973 a montré qu'il répond aux aspirations populaires. Il est aujourd'hui possible et nécessaire d'élargir l'union autour de la politique qu'il propose.

En même temps, les trois partis estiment nécessaire de déterminer un certain nombre d'objectifs concrets répondant aux besoins immédiats des Français contre la hausse des prix, pour la sauvegarde de l'emploi, l'application d'une nouvelle politique de l'énergie, la réforme fiscale, la défense des libertés et l'extension des droits des travailleurs, l'amélioration de la qualité de la vie.

Ils invitent toutes les organisations, tous ceux qui veulent agir en ce sens à se rassembler pour élaborer cet ensemble d'objectifs et définir les moyens de les atteindre.

Monnaie

LA DEVALUATION DEGUISEE

A travers les mesures économiques émerge une nouvelle fois la volonté du Pouvoir d'imposer des sacrifices aux Français, toujours aux mêmes.



« L'obligation pour la Banque de France d'intervenir sur les marchés des changes est suspendue ». Telle est la nouvelle annoncée aux Français samedi dernier par Valéry Giscard d'Estaing à la télévision et à la radio. Auparavant, le gouvernement avait déployé la grosse artillerie : réunion extraordinaire du Conseil des ministre samedi matin, voyage éclair de Giscard d'Estaing à Bonn, petites indiscrétions de mi-journée. Bref, le grand jeu.

Les Français qui on écouté et regardé le ministre des Finances auront pu être surpris. D'abord parce que la formule ci-dessus, utilisée par Giscard d'Estaing au début de son intervention, est quelque peu hermétique. Et les explications complémentaires, embarrassées, du ministre les auront aidés seulement à comprendre que désormais, comme le dollar, le yen, la livre et la lire, le franc allait « flotter ».

Pour qui n'est pas spécialiste des questions monétaires, cela n'a pas grand sens. Il reste bien difficile de saisir la portée réelle de la décision gouvernementale.

Celle-ci se situe dans le contexte d'un imbroglio monétaire né de la décision de Richard Nixon de suspendre la convertibilité du dollar en or le 15 août 1971.

Jusque-là, le système monétaire international fonctionnait cahin-caha sur les bases définies en 1944 à Bretton Woods : pour régler le solde de leurs échanges, les pays de la zone capitaliste utilisaient au choix de l'or ou des dollars. Le taux de change fixe entre l'or et le dollar (35 dollars pour une once d'or) permettait aux Banques centrales des différents pays en dehors des Etats-Unis, de se présenter à Fort Knox, la Banque centrale américaine, pour y échanger des dollars contre de l'or si elles le souhaitaient.

Cependant, la balance des paiements des Etats-Unis — le solde de leurs échanges de biens et de capitaux — était structurellement déficitaire. Les Etats-Unis, détenant la monnaie de référence de toutes les autres, n'étaient pas contraints en effet, d'équilibrer leurs comptes comme les autres pays — ce qui traduit bien, du reste, la nature profonde des accords de Bretton Woods.

Tout phénomène trouve cependant ses limites : l'inondation de dollars ainsi déversés par les Américains et qui circulaient pour une bonne part en Europe sous forme de capitaux voyageant de place en place à la recherche du meilleur profit — les fameux euro-dollars — a créé de graves perturbations. Se défiant de plus en plus du dollar, les Banques centrales ont été conduites à convertir en or une part croissante de leurs réserves de dollars. Cela provoqua une certaine hémorragie de l'or américain et incita Nixon à crier « pouce » en août 1971. Délié de son rapport fixe avec l'or, le dollar devint à ce moment l'étalon principal du système.

Passons sur les péripéties successives de ces deux ans et demi de crise larvée pour examiner ce qu'était la situation encore vendredi.

Après divers ajustements généraux de change qui n'ont pas réussi à donner une nouvelle stabilité au système, au fil des mois de nombreuses monnaies se sont mises à abandonner les parités fixes non seulement par rapport à l'or, mais également entre elles. Les parités de ces monnaies étaient déterminées au jour le jour par la loi de l'offre et de la demande, ce qui n'excluait pas des interventions des Banques centrales pour éviter les trop grands écarts. Ces diverses monnaies « flottaient ».

Jusqu'à vendredi dernier, on observait une exception majeure dans ce flottement quasi général ; six pays européens (France, Allemagne fédérale, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas et Danemark) avaient décidé en mars 1973 de conserver des parités fixes entre leur monnaie, constituant ainsi ce qu'on a appelé le « serpent » communautaire : par rapport aux autres monnaies, elles flottaient ensemble, de manière conjuguée. Pour maintenir la fixité de leurs taux de change, les Banques centrales de ces six pays s'obligeaient à soutenir les cours officiels en intervenant sur les marchés des changes, en achetant ou en vendant des devises.

Le «serpent» européen

Le gouvernement vient de délier la Banque de France de cette obligation. Si bien que, désormais, la parité entre le franc et les cinq autres monnaies qui demeurent apparemment dans le « serpent » communautaire variera au gré de l'offre et de la demande, de la même manière que celle entre le franc et les autres monnaies déjà flottantes.

La première conséquence de cette décision a été de faire baisser le cours du franc vis-à-vis des monnaies fortes — en l'occurence le mark et le dollar — autrement dit de dévaluer le franc. Cela s'explique dans la mesure où la perspective d'un important déficit de la France en 1974 incite les détenteurs de francs à s'en dessaisir. Cette dévaluation « de fait » produit les effets habituels d'une dévaluation :

→



LA DEVALUATION DEGUISEE

— prime théorique donnée aux exportations françaises dont les prix, en marks ou en dollars, baissent dans une proportion égale au taux de dévaluation ;

— à l'inverse, renchérissement des importations, donc aggravation des tensions inflationnistes.

Notons cependant que pour l'heure, en l'absence d'autres mesures, la prime aux exportations n'aura qu'un effet limité : d'abord parce que, généralement, de faibles variations de prix n'ont que peu d'effets sur les marchés internationaux ; ensuite parce que, dans de nombreux secteurs, les firmes tournent au maximum de leurs capacités de production.

La seconde conséquence porte sur le plan européen. En sortant le franc du « serpent » communautaire, le gouvernement a mis un brutal point d'arrêt — une parenthèse, dit Giscard d'Estaing — à l'ébauche d'Union économique et monétaire. Il a compliqué encore davantage le fonctionnement du marché commun agricole.

Enfin, il faut constater qu'au travers de ces mesures émerge une nouvelle fois la volonté du Pouvoir d'imposer des sacrifices aux Français. L'inflation va s'accélérer tandis que, pour exporter davantage, le gouvernement va s'efforcer de restreindre la consommation intérieure. Il faut s'attendre à des mesures draconniennes : le gel du pouvoir d'achat des salariés, déjà annoncé, est de celles-là ; il y en aura d'autres.

DAVID SYLVAIN

Blanc un jour, noir le lendemain...

Parmi les multiples déclarations naguère émises par Pompidou et Giscard d'Estaing en contradiction avec la mise en flottement du franc, nous avons sélectionné deux perles.

Le 9 janvier 1973, lors d'une conférence de presse, Pompidou se penche avec compassion sur l'infortunée Grande-Bretagne dont la monnaie flotte :

« J'ai regretté très vivement que le gouvernement britannique ne puisse pas revenir à la parité fixe de la livre avant le 1er janvier...

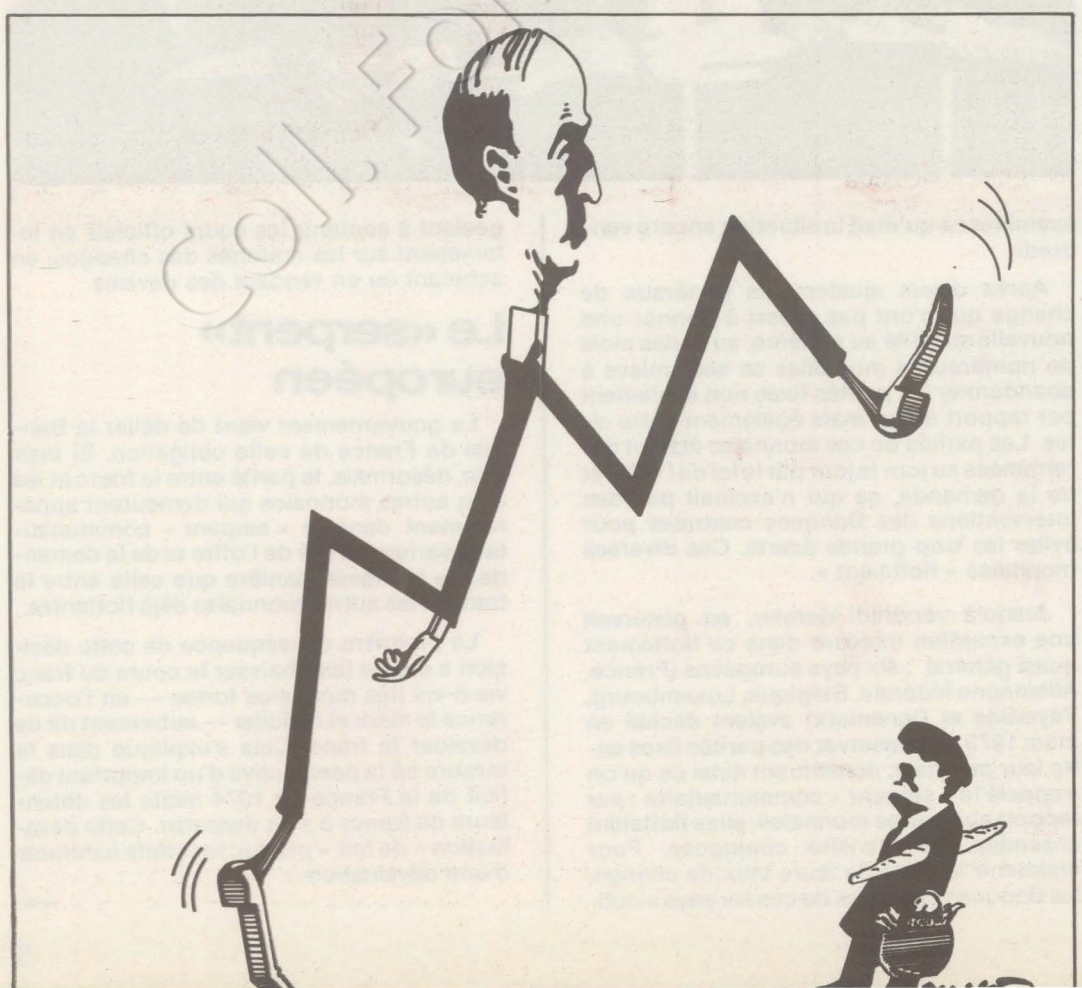
« Il va de soi que c'est une situation qui ne pourrait pas se prolonger très longtemps, parce que nous allons entrer prochainement dans une nouvelle phase, non plus simplement de la Communauté, mais de l'Union économique et monétaire où les dispositions qui ont été prises déjà impliquent des parités fixes. »

Le 19 décembre dernier, Giscard d'Estaing, interrogé par le député communiste Robert Vizet sur l'éventualité d'une dévaluation du franc, « traite simplement la question avec ironie » :

« Le franc a été, au cours des semaines dernières, une des monnaies les plus fortes du « serpent » européen à l'intérieur duquel il s'est régulièrement maintenu : nous ne sommes pas intervenus sur le marché des changes pour en maintenir le cours.

« Quand on compare les effets de la crise de l'énergie sur les différentes économies, on constate que l'économie française, qui connaît certes bien des problèmes, est sans doute moins touchée sur ce plan que les autres.

« Ainsi, l'idée d'un changement de parité de notre monnaie confine-t-elle à l'absurdité. Vous voudrez bien m'en donner acte. Je n'insisterai pas davantage, car insister sur l'absurde, c'est presque le prendre en considération. »



1923 : L'INFLATION AU GALOP

Il y a exactement un demi-siècle, en automne 1923, faisait rage en Allemagne la plus forte inflation que le monde ait jamais connue. Trente usines de papier et trente-trois imprimeries travaillaient jour et nuit, trois équipes par vingt-quatre heures, pour produire le papier monnaie nécessaire au paiement des salaires. Il n'était plus question de maintenir le monopole de l'émission de la Banque centrale. Chaque ville émettait des signes monétaires propres. On vit ainsi le billet de banque courant passer de dix millions de marks à cinq cents, voire mille milliards (« Ein Billion»). Le 20 novembre 1923, le dollar cotait 4 200 milliards de marks et un œuf coûtait au marché 320 milliards !

POUR LES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

Les ressortissants français à l'étranger, munis d'un simple passeport « de service » qui n'offre guère de garanties, devraient bénéficier d'un régime de protection analogue à celui qu'offre le passeport des personnels diplomatiques. (Question écrite de Charles-Emile Loo).

A PROPOS DU FICHIER O.R.T.F.

S'il est exact qu'une « enquête préliminaire » est bien en cours sur le vol et la revente du fichier O.r.t.f. (voir le n°90 de « l'Unité ») on peut s'étonner de l'utilisation de cette procédure — plutôt que celle de l'information contre X — qui ne permet ni perquisition, ni réquisition, ni audition de tiers témoins. (Question écrite de Georges Fillioud).

changer la vie politique

5 SOCIALISTES A LA MUTUALITE

Que le capitalisme soit incapable d'assurer le progrès de l'homme, c'est sur quoi sont tombés d'accord tous les participants du débat qui ouvrait, le 16 janvier, la Semaine de la pensée marxiste à la Mutualité. « Transformer les rapports de production est l'exigence fondamentale, a précisé, au nom du Parti socialiste, Pierre Bérégovoy, et cela suppose des transformations de nature politique au niveau de l'Etat... Mais il ne suffira pas de changer la propriété sociale des moyens de production pour libérer le travailleur » si ce dernier n'est pas « responsable dans la vie même de l'entreprise... D'où l'aspiration autogestionnaire. »

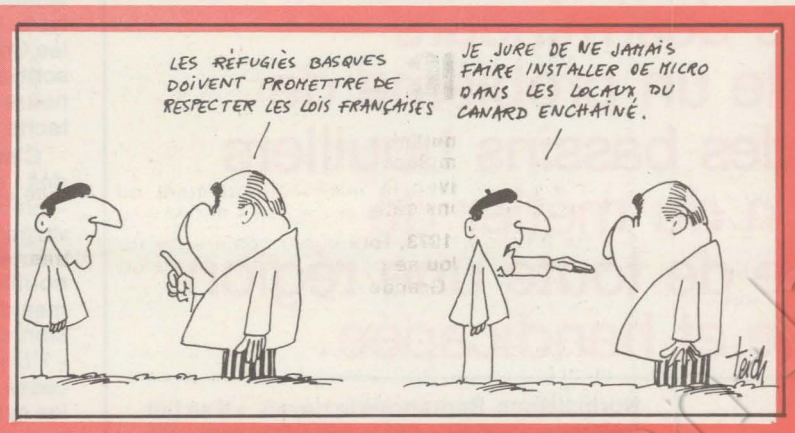
C'est aussi la résistance des classes dominantes qui bloque la libéralisation du statut de la femme, l'épanouissement de la sexualité et l'évolution du concept de famille — thème du deuxième débat. Lionel Jospin, secrétaire national du P.s., devait insister sur le maintien idéologique d'un « mythe » familial, alors qu'aujourd'hui les structures de la famille traditionnelle éclatent.

Parlant de la culture au troisième débat et souhaitant que le programme commun soit complété en ce domaine, Bernard Pingaud, au nom du P.s., a évoqué la grande remise en cause intervenue depuis Mai et estimé que « l'action culturelle ne doit pas remplacer l'action politique, mais être une action politisante ».

Georges Saada, professeur à Paris XIII, intervenait pour les socialistes au débat de lundi (Science et société) et, mardi, Didier Motchane sur le thème « Y a-t-il une morale révolutionnaire ? » : « On ne peut fonder la révolution sur une morale, mais toute révolution fonde une morale ».

CONSIGNE

Le préfet de Poitou-Charentes, Lucien Vochel, a eu à réaménager le programme du voyage dans sa région de Georges Pompidou, jugé trop fatigant. « La lettre de l'Expansion », qui donne cette information, précise : « Une consigne : éviter les stations debout de plus de 3 minutes ».



DISCIPLINE, DISCIPLINE

Nouvelle vague de sanctions envers les lycéens, à l'heure même où Joseph Fontanet, en présentant sa réforme, se félicite que les élèves soient « plus précoces, plus autonomes ». Au lycée Eugène-Delacroix de Drancy (Seine-Saint-Denis), à l'occasion de sanctions contre 7 élèves chahuteurs, on a définitivement exclu le président des délégués des élèves — connu, pure coïncidence, pour ses sympathies gauchistes, bien qu'il ne fasse partie d'aucun groupe politique. A Enghien (Val-d'Oise), un autre lycéen a été exclu après une bousculade avec le censeur, qui tentait d'empêcher la vente du journal « Lutte ouvrière ». Le Mouvement de la jeunesse socialiste du Val-d'Oise a vivement protesté contre « cette sanction au caractère éminemment politique. »

FUSILLADES ET TRAFIC D'INFLUENCE

Les méthodes de la majorité dans le Sud-Ouest ont toujours été très... particulières. Les tribunaux viennent encore d'en sanctionner une série ces derniers jours. Le tribunal de grande instance de Toulouse a condamné à des peines d'emprisonnement avec sursis — d'un mois à un an — les 9 membres du C.d.r. et du Sac qui avaient, lors de la campagne des législatives, mitraillé les colleurs d'affiches socialistes d'Alain Savary.

Toujours à Toulouse, condamnation en correctionnelle — 4 mois avec sursis — d'un ancien membre du cabinet du secrétaire d'Etat à l'Agriculture Bernard Pons, pour trafic d'influence. Contre rémunération, il avait fait obtenir un permis de construire et des prêts à un promoteur. L'argent ayant été versé à un « office d'information économique » qui n'était rien d'autre qu'une caisse pour la propagande de la majorité.

Le tribunal correctionnel de Montauban a par ailleurs condamné — 1 000 F avec sursis — pour diffamation par tract envers un journaliste de « la Dépêche du Midi », le député apparenté U.d.r. Jean Bonhomme.

LES TORTURES DE SANTIAGO

De nouvelles atrocités à l'actif de la junte. Algandio Jiliberto, de la commission politique du Parti socialiste du Chili, arrêté le 20 décembre 1973, est maintenu au secret et, depuis lors, constamment torturé. Même ses juges n'auraient pas eu le droit de le voir. Quant à Van Schowen, l'un des responsables du Mir, nul ne sait s'il est encore en vie à l'heure actuelle. Le Collectif national Solidarité Chili — constitué par la C.f.d.t., la C.g.t., la Fen, le P.s., le P.c., le P.s.u. et le M.r.g. — demande que soit fournie immédiatement et publiquement la preuve que ces prisonniers sont bien vivants.

INTERDICTION D'ANTENNE

Les démêlés de Marceau Long et de son conseil d'administration ont quelque chose de fascinant. Le petit ballet qu'ils offrent à la galerie serait même réjouissant s'il ne reléguait en coulisse d'autres questions qui, elles aussi, réclament une solution immédiate.

A la faveur de ce charivari savamment orchestré pour laisser pourrir la situation et mystifier ainsi le personnel et les spectateurs, Marceau Long montre le bout de l'oreille tout en découvrant la vraie nature de sa mission quai Kennedy : en bradant le monopole assurer une mainmise encore plus totale, si cela est possible, sur les moyens d'information radio-télé.

En arrivant à l'O.r.t.f., Arthur Conte, en parlementaire madré, avait pris une bonne initiative. Au moins une : celle d'accorder aux grands partis politiques un quart d'heure d'antenne tous les trois mois à la télévision. La mesure était modeste, démagogique et sans danger pour le Pouvoir. Elle avait le mérite, pour son auteur, de lui accorder une estampille de « grand libéral ». Marceau Long n'a pas de ces finesses. A peine installé dans le fauteuil tout chaud de son prédécesseur, il prend une première décision : plus d'émissions pour les partis politiques. Ceux-ci n'ont d'ailleurs reçu aucune note d'explication au sujet de cette décision. S'ils l'ont connue, c'est en téléphonant ingénument à l'O.r.t.f. pour obtenir la date de leur émission pour le premier trimestre 1974 !

Au moment même où la gauche devrait pouvoir donner son point de vue sur la crise actuelle tout en exposant son programme et ses solutions, Marceau Long aura bien mérité du « droit à l'information », modèle Pompidou modifié Messmer.

LA LORRAINE PORTE SA CROIX

Derrière la grève des mineurs lorrains se profile un problème de fond : l'avenir des bassins houillers et la dégradation du métier de mineur, symbole de toute une région sous-développée et handicapée.

De notre envoyé spécial

La grève des mineurs lorrains va-t-elle s'étendre à tous les bassins houillers de France ? C'est probable si au plan national la réunion avec la direction des Charbonnages de France, ce vendredi 25 janvier, ne donne pas satisfaction aux syndicats.

Vendredi dernier 18 janvier, on a pourtant bien cru que ce conflit s'achevait. Ce jour-là, séance houleuse et passionnée à la salle des fêtes de Forbach : les syndicats présentent aux cheminots des mines le résultat de 10 jours de grève et de négociations avec la direction des Houillères du bassin lorrain. « Au nom de mon organisation, dit Jean-Marie Spaet, de la C.f.d.t., je porte un jugement négatif sur le résultat des pourparlers ». Il est très applaudi. Gerné, au nom de la C.g.t., tient un tout autre langage : « Dans une grève, on n'obtient jamais satisfaction à 100 %. Les cheminots viennent de gagner à 80 %. Les mineurs sont lockoutés, donc paralysés. Ce serait contre leur intérêt de poursuivre le mouvement. » Il est hué. Le clivage n'est pas nouveau. Depuis le début du conflit, la C.f.d.t. a été souvent en désaccord tactique avec la C.g.t., la C.f.t.c. et Force ouvrière.

Pourtant, le cahier de revendications, au premier jour de la lutte, avait été rédigé de concert par la C.g.t. et la C.f.d.t. ; les autres organisations s'y étaient ralliées. Mais ce même jour, le 9 janvier au soir, la C.g.t. appelle à la reprise du travail pour le lendemain... avec la C.f.t.c. et F.o. C'est compter sans la base qui, le jeudi, vote la continuation du combat. La C.g.t. suit à contre-cœur, c'est évident. En accusant la C.f.d.t. de faire de la surenchère. Deux pratiques syndicales s'affrontent.

La réunion du vendredi 18 est donc décisive. Depuis l'avant-veille, on sait que la troïka C.f.t.c.-F.o.-C.g.t. met en avant la « situation périlleuse des 10 000 lockoutés », tandis que la C.f.d.t. refuse toute autre solution que « la satisfaction de toutes les revendications des cheminots ». C'est au tour d'Henri Rigeaud (F.o.) de prendre la parole : « Les mineurs lockoutés ne sont pas en position de se défendre. Il faut arrêter la grève. » Il se fait siffler. Robert Maurer (C.f.t.c.) s'explique ensuite : « Il faut sortir de cette situation de chômage forcé où sont les mineurs. Normalisons. Reprenons le travail. » Il se fait traiter de « vendu » par la salle. D'autres voix s'élèvent dans le public des cheminots : « Rien n'est réglé ; nous n'avons aucune garantie. » La division syndicale a apparemment atteint un point de non-retour. Comme le dit un responsable C.g.t. : « La direction va se frotter les mains ; elle comptait sur cette division. »

Situation sans issue ? Le délégué C.g.t. reprend la parole : « Nous avons obtenu une prime mensuelle de 100 francs jusqu'au 1er juillet, en attendant la mise en place des nouvelles classifications. Nous avons obtenu une revalorisation des primes et l'augmentation des effectifs. La direction des Houillères a promis de revoir les conventions collectives avant le 15 mai. Nous veillerons à ce que ces promesses soient tenues... Résumons : en 10 jours de grève et 6 négociations, nous venons d'obtenir ce que 3 ans de rencontres et 46 réunions ne nous avaient pas apporté. C'est une victoire ! Camarades cheminots, voulez-vous que l'opinion se retourne contre vous ? Cessons le carnaval. Arrêtons la grève. Et lundi commencera la lutte des mineurs. » La salle se tait, réfléchit. Mais, semble-t-il, personne n'a fait attention à la dernière petite phrase.

Vers la paralysie?

Pour la C.g.t., F.o. et la C.f.t.c., la cause est entendue : le travail doit reprendre. Pendant que les délégués de ces trois syndicats quittent la salle, la C.f.d.t. fait voter les cheminots présents : 91 votants (sur 500 grévistes !), 37 voix pour la continuation, 51 pour la reprise. Le samedi 19, les cheminots sont à leurs postes. Tous les observateurs ont l'impression que le conflit a tourné court. Tout le monde a oublié la petite phrase : « Et lundi commencera la lutte des mineurs. »

Les cheminots retournés à leurs trains, la direction des Houillères lève le lock-out. Mais refuse d'indemniser les 12 jours de chômage technique des 10 000 mineurs. Au nom d'un protocole signé en 1967 par tous les syndicats, qui prévoit « l'indemnisation des jours sans travail, sauf si le chômage technique a été provoqué par une grève ». La C.g.t. relance sa machine de guerre : arrêt général du travail, piquets de grève sur tous les puits de mine. Le lundi 21 janvier, l'ensemble du bassin lorrain est à nouveau paralysé. Jusqu'à quand ? Les propositions que les Charbonnages doivent faire ce vendredi sont-elles de nature à faire céder les mineurs ? Le conflit ne risque-t-il pas de faire tache d'huile ?

C'est que, derrière la « grève-bouchon » des cheminots lorrains transformée en « grève à rebondissement », derrière les divergences syndicales, se profile un problème fondamental : la situation des bassins houillers en France et les inquiétudes légitimes de tous les mineurs. Au fil de la récession charbonnière *(voir le dernier numéro de « l'Unité »)*, la profession de mineur n'a pas cessé de se dévaloriser. Et, au moment où les syndicats demandent l'arrêt de la récession, la base réclame une revalorisation de son travail et de ses salaires.

Que les cheminots soient entrés les premiers dans la bagarre n'est pas un hasard. Maurice X., mineur de fond, a été, pendant toute la grève solidaire des cheminots : « Les cheminots travaillent en surface, au jour. Moi je travaille au fond. Depuis plus de 25 ans. Je gagne 1 600 F par mois. Un cheminot qui est aussi ancien que moi gagne entre 1 000 et 1 200 F. Cette différence entre le fond et le jour n'est pas normale. Je comprends que les gars du jour en aient eu marre d'être sous-payés. » Leur situation défavorisée est à la fois le symbole et le reflet d'une région sous-développée et handicapée en tous domaines.

Où va le bassin houiller lorrain ? Pour répondre, une question préalable s'impose : d'où vient-il ? Au départ peu peuplée et couverte de forêts, cette région a été fabriquée de toutes pièces. Pour les besoins des De Wendel et autres compagnies privées, qui se mirent à exploiter les mines de charbon pour alimenter leurs aciéries voisines. Ces gros industriels paternalistes possédaient tout — cités, écoles, églises — et faisaient « régner l'ordre moral et chrétien » sur des migrations successives de Polonais, d'Italiens, de Yougoslaves, etc. Ces stratifications s'ajoutèrent sans pouvoir prétendre à l'unité, sans faire naître une réelle vie sociale ni une culture commune. Et, de plus, historiquement, le bassin houiller se vit ballotté entre l'Allemagne et la France. Ce qui ajouta encore à la confusion linguistique. Ce dont se moquaient bien les De Wendel et consorts pour qui le charbonnage n'était qu'un appendice, un outil au service de la sidérurgie.

A la Libération, avec la nationalisation, les Houillères du bassin de Lorraine héritèrent de ce conglomérat sans civilisation propre, économiquement délabré — entre les deux guerres, les compagnies privées n'avaient guère investi dans des gisements situés entre la ligne Siegfried et la ligne Maginot ! Pour gagner la fameuse « bataille du charbon », les H.b.l. firent tout : elles achetèrent les terrains, tracèrent les routes, plantèrent les arbres, bâtirent les maisons, firent surgir les villes. En peu de temps, des communes passaient de 100 à 2 000 logements ; au total, 25 000 logements sortaient du néant.



Aux De Wendel succédaient les H.b.l. Par nationalisation interposée, le paternalisme se poursuivait. De nouvelles générations d'immigrés prenaient pied dans des cités-dortoirs. La vie quotidienne n'était pas gaie, mais les « étrangers » revenaient de trop loin pour s'en plaindre.

Ils s'en accommodèrent donc jusqu'en 1959, jusqu'à la récession. Là tout se compliqua : « Dieu - H.b.l. », par qui tout avait été donné (travail, logement, chauffage, loisirs dans les foyers socio-culturels des cités) renvoyait peu à peu tous ses « enfants » par le biais du non-embauchage, des retraites anticipées et de la reconversion. L'opération pouvait-elle réussir ? Une région, inventée hâtivement autour de l'extraction du charbon, pouvait-elle se passer de son moteur ?

Aujourd'hui, le bassin houiller de Lorraine vit écrasé sous les conséquences de ce passé à trois temps : mission de suppléance pour la sidérurgie des De Wendel, puis rôle primordial dans la lutte énergétique de l'après-guerre, enfin régression de la production charbonnière. 214 000 habitants éclatés en une centaine de nationalités. Les jeunes et les étrangers dominent. Les jeunes s'ennuient un peu moins depuis 1968, depuis que le ministère des Affaires culturelles a permis l'installation à Freyming-Merlebach de l'Action culturelle du bassin houiller lorrain (A.c.b.h.l.) ; en accord avec le comité d'entreprise des houillères qui gère maintenant les foyers socio-culturels, soutenu par 25 communes qui se sont constituées en Syndicat intercommunal pour l'action culturelle, Jean-Marie Pierson, directeur de l'A.c.b.h.l., assure une importante production de spectacles, des animations dans les écoles et une diffusion étendue de livres et de disques, de Forbach à Landroff, de Théding à Petite-Rosselle, en passant par Farébersviller et Rosbruck. Cependant, une équipe de cinq animateurs ne peut à elle seule couvrir tous les besoins ; et les jeunes franchissent souvent la frontière pour courir les « boîtes » et dancings d'Allemagne. Ces jeunes ont de la chance : ils parlent tous la même langue.

Il n'en va pas de même, en revanche, pour leurs aînés, dont la « patrie » est la mine. Ce qui a des conséquences : plus de la moitié de la population ignore tout de la vie politique française. Alors que, dans l'ensemble de la France, le corps électoral représente environ 60 % de la population totale, dans le bassin lorrain, une fois retranchés les jeunes et les étrangers, il se trouve seulement 20 % de la population pour aller aux urnes. Le bassin est sous-représenté politiquement. Quant aux votants, marqués profondément par le paternalisme et l'Eglise traditionaliste, ils s'affichent résolument apolitiques : « Le syndicat, d'accord, parce que c'est le travail ; mais la politique, c'est dangereux. » Les résultats sont là : le « grand chambardement » du bassin houiller consiste depuis deux ans à élire des « réformateurs » plutôt que des U.d.r. !

Dans une telle conjoncture, on comprend mieux la prudence de certains syndicats. Les « réformateurs » règnent sur Freyming-Merlebach, Creutzwald et Sarreguemines, l'U.d.r. sur Forbach, Saint-Avold et Boulay. Seules lueurs d'espoir : d'abord une progression du P.s.u. rapidement transformée en ascension du P.s. (14 % des voix aux dernières législatives) ; ensuite, une réelle implantation de la C.f.d.t. qui, des élections professionnelles de 1967 à celles de 1973, est passée de 9,8 % des voix à 20,5 %. Grignotages importants, mais pas encore décisifs dans une région où la C.g.t. et le P.c.f. ne progressent pas beaucoup, où la discipline de vote d'union de la gauche n'est pas très efficace. Etouffés dans l'amoncellement des problèmes locaux, les habitants du bassin houiller n'ont pas encore compris l'enjeu de la bataille politique française... ou bien ne sont pas admis à voter pour exprimer leur désaccord.

La lanterne rouge

Pierre Messmer fait souvent remarquer que dans « son » pays, en Moselle, le chômage est très faible. Démagogie ! Le Premier ministre oublie tout simplement de dire que les hommes qui ont dû quitter la mine ou n'ont pu y être embauchés franchissent matin et soir la frontière pour aller travailler en Allemagne. On les appelle les « frontaliers » : ils sont 16 000 pour le seul bassin houiller et 24 000 pour l'ensemble de la Moselle. En cas de crise en Allemagne, le bassin pourrait actuellement en accueillir un petit millier, mais le gouvernement devrait payer des indemnités de chômage aux autres !

En pleine récession charbonnière, certains industriels français ont joué la carte de la reconversion des mineurs : ils pensaient pouvoir embaucher à bas salaires. Les travailleurs français ont préféré passer la frontière : même lorsqu'ils sont sous-payés, les salaires allemands qu'on leur donne sont trois fois supérieurs aux salaires français. Exemple : alors qu'un mineur de Forbach qui a 20 ans de fond au puits Simon ne gagne que 1 650 F par mois, un jeune de 24 ans, employé comme magasinier dans une usine de tuyaux à Deux-Ponts (à 30 km de Sarrebruck) touche un salaire mensuel de 2 700 marks, soit plus de 4 000 F.

Ceci expliquant cela, le bassin houiller, malgré le mythe de la reconversion, ne dispose d'aucune autre infrastructure industrielle que le charbon. Il n'y a pas de zone industrielle à Freyming-Merlebach. Les habitants de Creutzwald vont travailler chez Ford à Sarrelouis (Allemagne). Personne ne sait si une seule entreprise viendra s'installer sur la Zac prévue à Forbach. Forbach où les seules usines sont : un dépôt de bière, une boulangerie industrielle, une entreprise de travaux publics et une fabrique de matières plastiques... où les ouvriers firent grève en 1972 pour obtenir le Smic !

Déracinés culturellement, condamnés à choisir entre les rares bas salaires que leur offre encore la mine et les pénibles voyages quotidiens au-delà de la frontière, sans solution industrielle de rechange, la population du bassin houiller de Lorraine a devant elle un avenir bien sombre. Les jeunes ne veulent plus descendre au fond des puits : « C'est mal payé ; les règles minimales de sécurité ne sont plus respectées : il y a eu 5 morts en 3 mois. » Malgré un alléchant contrat de 10 ans, avec constitution de pécule et avantages en nature, la direction des H.b.l. ne parvient pas à trouver de jeunes mineurs de moins de 25 ans ; elle en est actuellement réduite à demander à ceux qui ont 30 ans de mine, et qui ont droit à la retraite, de continuer à descendre au fond jusqu'à l'âge de 50 ans. Les autres industries et les promesses gouvernementales font également rire les jeunes : « Messmer est venu il y a deux mois à Bouzonville, pour inaugurer en grande pompe l'usine de freins Girling ; aujourd'hui, là-bas, ils licencient 10 % des ouvriers... »

Les jeunes ne veulent plus devenir mineurs. Le charbon est pourtant la seule solution possible pour le bassin. Elle s'impose au niveau national dans le cadre de la crise énergétique actuelle. Elle s'impose sur le plan régional. Une reprise réelle de la production charbonnière pourrait seule sauver le bassin houiller lorrain du marasme économique où il patauge. Mais cela suppose une revalorisation totale de la profession de mineur et une révision définitive de la grille des salaires. « A la Libération, dit Maurice X., nous étions aussi bien payés que les gars de la métallurgie. Aujourd'hui, nous sommes la lanterne rouge de la classe ouvrière. Si on veut à nouveau qu'il y ait des mineurs, il faut les payer. Aussi bien que les autres travailleurs qualifiés. »

Sans s'en rendre compte peut-être, c'est ce que demandaient dès le départ les 500 cheminots de Freyming-Merlebach. Ils ont allumé la mèche. Les explosions de la grande colère des mineurs ne font que commencer.

JEAN MONTAGNARD

changer la vie sociale et économique

UN ACCROC DANS LE TEXTILE

Encore des licenciements dans le textile. A Hennebont, dans le Morbihan, le directeur des établissements de confection Braff vient d'annoncer 86 licenciements. La réplique ne s'est pas fait attendre : les 300 ouvrières de l'entreprise, appuyées par la C.g.t. et la C.f.d.t., ont occupé l'usine le 10 janvier. En réponse, la direction a menacé de déposer le bilan. Elle serait en mauvaise posture : Braff travaille — entre autres — pour Cacharel et Dior, et ressentirait les difficultés que traverse la haute couture. Moyennant quoi, il n'a pas payé son personnel en décembre, et il invite ses ouvrières à reprendre le travail sans protester. Enfin, les forces de l'ordre ont fait évacuer l'usine. Affaire à suivre.

RECUL C.G.T. A BILLANCOURT

La C.g.t. a perdu des voix à l'usine Renault de Boulogne-Billancourt lors des élections des délégués du personnel, dans le collège ouvrier. Elle a obtenu 68,7 % des suffrages au lieu de 72,4 % en 1973. Par contre, les autres syndicats ont accru leur influence : la C.f.d.t. a obtenu 14,5 % des voix (contre 12,8 % l'an dernier) et F.o. 10,3 % (contre 9,7 % en 1973). Est-ce une conséquence de la grève des O.s. du printemps dernier ? C'est possible : la C.g.t. avait enregistré le même recul dans l'usine de l'île Seguin après la grève des O.s. du Mans en 1972.

CONTRE LES « POLITISES » ?

Les ouvriers tentés par le réformisme ? C'est ce que semble indiquer la comparaison des élections professionnelles, dans le collège ouvrier, entre 1970 et 1972. En effet, C.g.t. et C.f.d.t. reculent au bénéfice de F.o., des listes de non-syndiqués et des syndicats indépendants. Ce n'est qu'une légère tendance : la C.g.t. reste en tête dans toutes les branches, sauf le secteur Banque-assurances, où la C.f.d.t. est en première position.

Intéressantes aussi les comparaisons dans les collèges des agents de maîtrise, techniciens et cadres : là, la C.g.t. et F.o. progressent, au détriment de la C.f.d.t., de la C.g.c. et de la C.f.t.c.

Enfin, si l'on compare les résultats de 1972 et ceux de 1966, on s'aperçoit que la C.f.d.t. retrouve sa position dans le collège ouvrier, et que la C.g.t. recule au profit des syndicats indépendants et surtout des listes de non-syndiqués. En gros, 30 % de la classe ouvrière vote pour des organisations qui se démarquent nettement des syndicats jugés « politisés » (C.g.t. et C.f.d.t.) contre 26 % en 1972. Une évolution sur laquelle il convient de s'interroger.

LE POUVOIR D'ACHAT DES FONCTIONNAIRES

Cette semaine, première grande confrontation syndicats-gouvernement pour l'ouverture des négociations salariales 1974 dans le secteur public. C'est par le renouvellement de la convention salariale en vigueur à la S.n.c.f. qu'ont commencé mardi les discussions. Devait venir ensuite le tour des mineurs, des agents de la R.a.t.p., des gaziers - électriciens et des fonctionnaires. Pour les syndicats, l'enjeu de ces négociations est clair : les prochaines augmentations de salaires doivent se traduire par un accroissement du pouvoir d'achat des travailleurs. Arriveront-ils à s'opposer à la volonté gouvernementale de plus en plus évidente : accorder des augmentations qui permettraient tout juste de compenser la hausse des prix ?

LA MEDECINE DU PROFIT

« Il faut créer les conditions d'une loyale et juste concurrence avec « l'hospitalisation privée », affirmait Michel Poniatowski aux assises de l'hospitalisation publique, le 14 janvier. Une déclaration qui n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd : la Fédération française intersyndicale des établissements privés a lancé un ordre de grève — dès jeudi, O heure — pour obtenir un relèvement des prix de journée. Les cliniques ont reçu pour consigne de n'admettre quatre jours durant aucun malade, pas même les femmes sur le point d'accoucher, et de ne pratiquer aucune intervention chirurgicale. La déontologie du profit : c'est le seul code que respectent les propriétaires de clinique.

La Fédération des établissements hospitaliers d'assistance privée, qui représente 80 000 lits privés à but non lucratif, a refusé de participer à ce mouvement.

LE FOYER CONTRE LA VILLE

Pour empêcher la police d'expulser 271 travailleurs africains, vendredi dernier, à 6 h du matin, 200 personnes se sont rassemblées devant la porte de leur foyer, 214, rue Raymond-Losserand (XIVe). Depuis le 13 décembre où on les a sommés de vider les lieux « immédiatement et sans délai », les locataires de cette ancienne blanchisserie vivent sur le pied de guerre. Veille la nuit, système de relais téléphonique afin que tous les amis soient prévenus en cas d'alerte... Ce n'est pas qu'ils tiennent aux locaux vétustes qui leur avaient été alloués en 1963 par la Ville de Paris à titre provisoire, en attendant la construction d'un nouveau foyer rue Vercingétorix où ils devaient tous être relogés. Depuis, le projet a été abandonné. La Ville de Paris a décidé de reloger les 271 locataires dans trois foyers différents.

Pour eux, ce déménagement représente d'abord un éloignement de leur lieu de travail, mais surtout il signifie la mort de leur communauté. Malgré l'état déplorable des locaux, ils sont arrivés à s'organiser d'une façon assez remarquable. Maintenant, ils assument même toute la gestion du foyer. Dans ces conditions, on comprend qu'ils se refusent à être dispersés au gré de la bonne volonté de la Ville.

L'achèvement d'un autre foyer rue des Arbustes (XIVe) est toujours prévu pour dans deux ans. D'ici là, les 271 Africains ont proposé de s'installer dans un immeuble vide qui ne doit pas être démoli avant 1976. Encore du provisoire, certes, mais tous ensemble.

Samedi matin, François Mitterrand s'est rendu sur place. Il a écouté les locataires et visité le foyer de haut en bas avec eux.

Jusqu'à présent, et malgré plusieurs délégations à la mairie du XIVe et à la préfecture de Paris, ils n'ont toujours pas obtenu de réponse favorable. Mais le moral est au beau fixe.



Syndicats

L'EUROPE EN POINTILLE

Pour faire face aux sociétés multinationales, l'Europe syndicale se cherche encore. A Genève, le plus dur a été fait.

De notre envoyée spéciale

Quarante et une centrales syndicales représentant 30 pays d'Europe et 150 millions d'adhérents se sont réunies samedi 19, sur les bords du lac Léman. Une rencontre « informelle », prévue dans le cadre de la deuxième conférence régionale européenne organisée par l'Organisation internationale du travail. Elle a permis de franchir une nouvelle étape dans la coordination des mouvements syndicaux d'Europe. Et si des divergences subsistent, le fait même que cette réunion ait pu avoir lieu — c'est la première fois depuis 28 ans que tous les syndicats d'Europe de l'Est et de l'Ouest se trouvent rassemblés — prouve que le syndicalisme international prend une nouvelle dimension.

Il faut remonter plus loin dans le temps pour réaliser que réunir ensemble les trois organisations internationales syndicales n'était pas chose facile. D'un côté, la C.i.s.l. (Confédération internationale des syndicats libres) qui regroupe, avec ses 51 millions d'adhérents, les syndicats de tendance sociale-démocrate (Force ouvrière en France, le D.g.b. allemand et le Tuc anglais). Ensuite, la F.s.m. (Fédération syndicale mondiale) et ses 135 millions d'adhérents, à laquelle sont affiliées la C.g.t. française et la C.g.i.l. italienne. Enfin, la C.m.t. (Confédération mondiale du travail), à laquelle adhère la C.f.d.t. française et qui regroupe 14 millions de travailleurs dans le monde.

Pour ces organisations internationales, la nécessité de bâtir, concrètement, un syndicalisme international — et plus particulièrement européen — est depuis un an le principal souci. Comment, en effet, agir face à des sociétés multinationales sans un minimum de cohésion ?

"Pas comme les autres"

Dès juillet 1972, la C.i.s.l. avait envisagé de créer une organisation regroupant les syndicats de son obédience dans la Communauté européenne. Au printemps 1973, c'est chose faite : une centrale, formée par les membres européens de la C.i.s.l., est créée. C'est la C.e.s. (Confédération européenne des syndicats). Mais, à l'intérieur de la C.e.s., des courants s'opposent. Certains prônent le rapprochement avec les pays de l'Est et la F.s.m. D'autres s'y opposent formellement : ils craignent les risques d'infiltration des communistes. C'est le cas d'André Bergeron, qui est membre du comité exécutif de la C.e.s., et c'est dans l'ensemble la position de Force ouvrière, qui s'est abstenue de venir à la rencontre de Genève. Absence remarquée, mais qui n'enlève rien à l'essentiel : la présence de 17 centrales nationales membres de la C.i.s.l.

La C.m.t. souhaite, elle aussi, que les travailleurs d'Europe agissent ensemble. Peu après leur congrès, qui s'est tenu à Evian en septembre 1973, les syndicats européens de cette organisation ont demandé d'entrer à la C.e.s. Au cours de ce congrès, qui marquait une évolution sensible mais prudente de la C.m.t. vers le socialisme, tout le monde estimait que la C.m.t. devrait se prononcer pour l'unité et en créer les conditions favorables. Certains, comme Edmond Maire, préconisent un rapprochement avec la C.i.s.l. et, tout en reconnaissant que des relations avec la F.s.m. sont souhaitables, tiennent à garder leurs distances : « Nous ne pouvons pas faire de la F.s.m., qui reste globalement l'instrument de la politique de l'Etat soviétique, une centrale comme les autres. » C'est sans doute cette réserve qu'a voulu marquer la C.f.d.t. en n'envoyant pas Edmond Maire à Genève, alors que la C.g.t. avait délégué Georges Séguy.

«Bébé viable»

A la F.s.m., enfin, une évolution intéressante s'est poursuivie au cours de l'année 1973. En octobre, 86 pays membres de la F.s.m. se sont réunis pour tenir leur congrès sur les bords de la mer Noire, à Varna. Le message de Leonid Brejnev au congrès avait été très remarqué : il affirmait que le principe de la coexistence pacifique « se renforce entre les Etats à régimes sociaux différents. » Une volonté d'ouverture très nette était apparue lors des débats. « Le temps de la guerre froide syndicale est en voie de disparition », déclarait Pierre Gensous, secrétaire général de la F.s.m. « Rien n'est figé, tout se transforme », estimait Georges Séguy, qui ajoutait : « Nous ne sommes pas des fanatiques du dogme, y compris de celui de la lutte des classes. » Et Luciano Lama, leader de la C.g.i.l. italienne, affirmait que, dans son pays, l'alliance avec les réformistes avait été efficace.

Bref, ce congrès montrait la volonté de la F.s.m. d'engager le dialogue et l'action commune, étapes nécessaires de l'unité et préconisait le rapprochement avec les syndicats « réformistes ». D'ailleurs, la C.g.i.l. et la C.g.t. décidaient de demander leur adhésion à la C.e.s.

A la veille de la rencontre de Genève, on pouvait donc se poser deux questions : la F.s.m. allait-elle confirmer sa volonté d'ouverture ? Et quel accueil ferait-on à ses avances ?

D'emblée, le ton a été donné par le président des syndicats de l'Union soviétique, Alexandre Chelepine : « Nous sommes tous d'accord pour ne pas vouloir que la guerre froide renaisse et pour admettre l'existence de différences idéologiques et politiques entre les organisations syndicales. Personne n'a rien à redouter de cette perspective. Nous ne voulons pas convertir nos collègues au communisme ». Georges Séguy a, lui aussi, mis les choses au point en déclarant aux participants : « Nous croyons sincèrement que les contingences de caractère politique ne devraient plus constituer d'obstacles insurmontables pour la coopération syndicale européenne. » Et il semble que certains syndicats comme le Tuc ou le D.g.b. allemand, ne soient pas hostiles aux tentatives de rapprochement souhaitées par la C.m.t. Le spectacle insolite de Georges Séguy et de Lionel Murray (secrétaire général du Tuc) conversant ensemble, pendant une suspension de séance, au bar du Palais des Nations, l'air réjoui du secrétaire général de la C.g.t. laissent présager que certains obstacles pourraient peut-être, sous peu, être levés. D'ailleurs, à la fin des débats, Georges Séguy n'a pas caché sa satisfaction aux journalistes : « Je pensais qu'il serait difficile d'aller jusque-là. Nous n'avons pas l'impression d'avoir perdu notre temps. L'unité syndicale européenne a le vent en poupe. »

Dans l'ensemble, les participants de la réunion semblaient eux aussi satisfaits de cette journée de rencontre ; ils ont décidé de tenir une nouvelle conférence syndicale européenne d'ici à la fin de l'année. Si l'on n'en est encore ni à l'unité d'action ni à des rapports organiques, tout le monde considérait, à la fin de cette journée, qu'un pas important avait été franchi. « Une consolidation sensible de la détente a eu lieu, déclarait René Salanne, responsable des questions internationales à la C.f.d.t. Elle met une certaine tranquillité dans les esprits. Et c'est important. »

Reste à se mettre d'accord sur le plan important : envisager des négociations à un échelon européen en présentant un front uni, et un rapport de forces susceptible d'être efficace. Aujourd'hui, on n'en est pas encore là. Un participant jugeait ainsi cette première rencontre : « Le bébé est viable. Mais un peu petit. »

MICHELE BACKMANN

Grande-Bretagne

«NOUS NE CEDERONS PAS»

La politique du pire n'a pas été payante pour Edward Heath. Tenu en échec par les mineurs, il n'est plus reconnu par les siens et pourrait être contraint de démissionner.

De notre envoyé spécial

« Ted a trop crié au loup. Cette fois-ci, il n'a pas su se faire entendre. » Ainsi s'exprimait, la semaine passée, un Anglais moyen membre du parti conservateur. Ted, c'est « son » premier ministre, Edward Heath. L'homme qui, depuis 1970, préside aux destinées de l'Angleterre à la tête d'un cabinet conservateur.

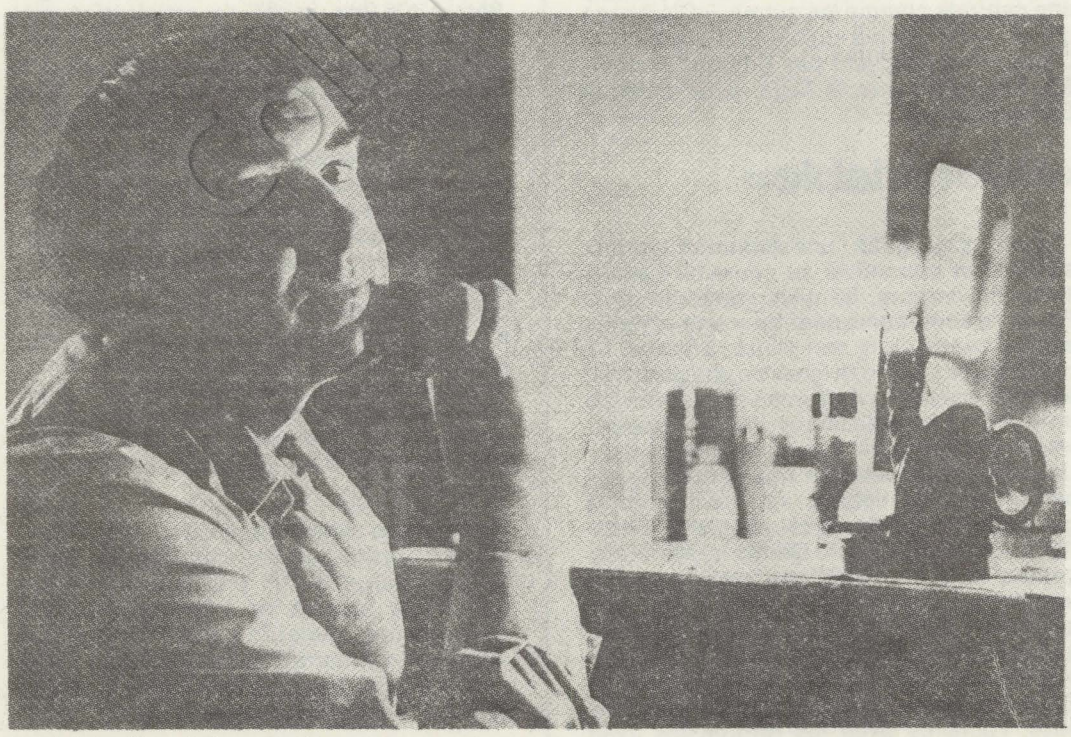
Si sa crédibilité est émoussée, Heath ne doit s'en prendre qu'à lui-même, car c'est la quatrième fois en quatre ans qu'il décrète l'état d'urgence. Avec, en prime, un cadeau d'un genre nouveau pour ouvrir l'année : la semaine de trois jours. Et pour justifier cette décision, prise à l'insu de tous, il a orchestré une campagne psychologique intense sur la gravité exceptionnelle de la crise que traverse son pays. La presse britannique, sympathisante du parti au pouvoir à plus de 80%, s'en est largement fait l'écho. Cette campagne démoralisatrice annonçait des chômeurs par millions dans le cadre d'une récession économique sans précédent. L'allusion à la grande dépression des années 30 était évidente. Elle aurait dû donner la chair de poule à ceux qui ont vécu cette période sinistre.

Heath, justifiait la semaine de 3 jours par la crise du pétrole et l'action conjuguée des mineurs, des conducteurs de train et des techniciens des centrales électriques. La production électrique, doublement atteinte dans son approvisionnement et par la grève des techniciens, ne lui paraissait pas en mesure de satisfaire les besoins de l'économie. Heath rationnait donc l'énergie pour limiter la pénurie à venir. Et, pour « sauvegarder » les intérêts de l'économie, certaines entreprises ne devaient fonctionner que du lundi au mercredi, les autres du jeudi au samedi. Les travailleurs se sont néanmoins étonnés de voir leur gouvernement opter, avec la semaine de 3 jours, pour une perte sèche de l'économie évaluée à 400 millions de livres par semaine. Quand satisfaire les mineurs en grève ne lui aurait coûté que 500 000 livres par semaine, soit 800 fois moins.

La dureté de Heath face aux mineurs s'explique par sa stratégie économique. Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, l'Angleterre traversait une crise économique où la stagnation était liée à une forte inflation. Heath choisit de relancer l'expansion par une politique d'investissements et au détriment du plein emploi *(voir « l'Unité » du 21 décembre 1973)*. C'était nouveau. Depuis la guerre, le plein emploi était resté l'objectif prioritaire de tous les gouvernements, tant travaillistes que conservateurs. Celui-ci était assuré par d'importantes dépenses publiques, grevant fortement le budget de l'Etat. Heath diminua rapidement ces dépenses dans de fortes proportions. Des entreprises en difficulté furent abandonnées à leur triste sort (Chantiers de la Clyde, Rolls-Royce), mettant d'un coup des dizaines de milliers de travailleurs au chômage. En 1972, on évaluait leur nombre aux alentours du million. Or le résultat escompté n'a pas été atteint. La reprise de l'expansion a été réelle. Mais le déficit alarmant de la balance des paiements, la faiblesse incurable de la livre et une inflation galopante en ont annulé les effets. Aussi, le 6 novembre 1972, Heath a-t-il lancé un plan de lutte contre l'inflation en trois phases.

On est maintenant entré dans la phase 3 du plan de stabilisation. Elle prévoit de plafonner à 7 % les relèvements de salaires. Une commission spéciale est chargée de contrôler les prix et peut en autoriser le relèvement selon un système de calculs complexes. Ceci devait permettre le maintien de la paix sociale dans une expansion fixée à 5 % pour 1974.

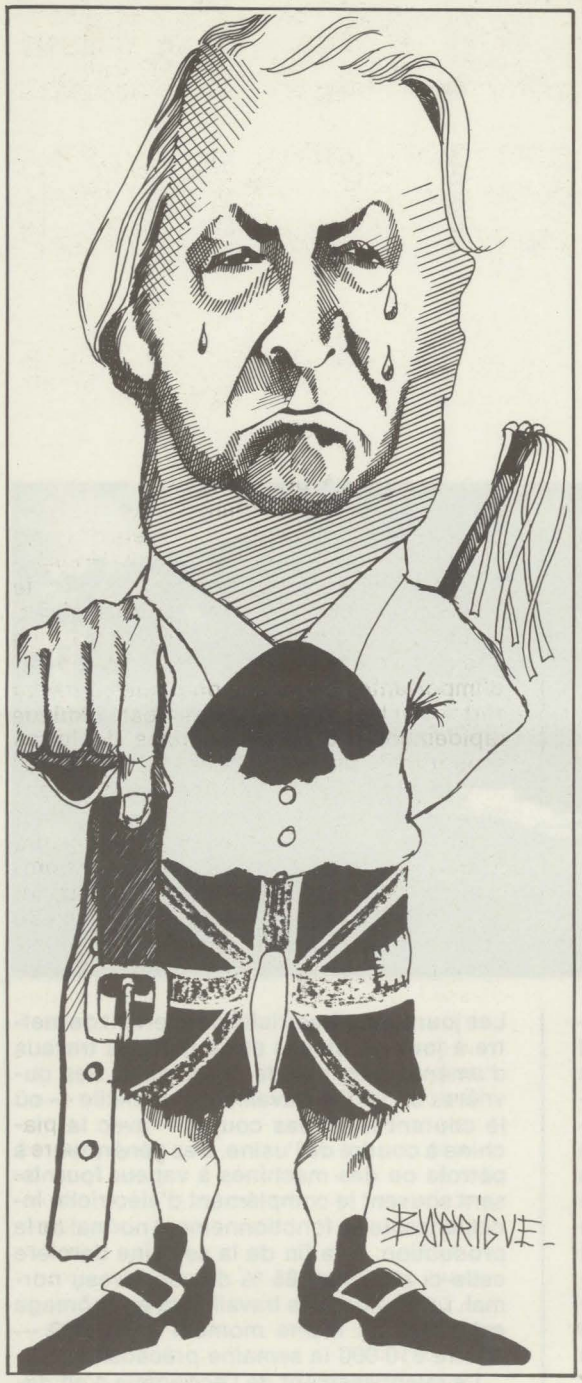
Ce plan de stabilisation a été fortement critiqué. Mais pas seulement par les travaillistes. Bon nombre de conservateurs le réprouvent également. Ils préfèrent la politique pratiquée par Heath entre 1970 et 1972. Celle-ci s'apparentait alors au libéralisme traditionnel, dans le plus pur style capitaliste du siècle dernier. La frange de droite conservatrice est donc profondément opposée à l'actuelle politique économique de Heath. Pour elle, l'Etat ne doit pas s'immiscer dans les affaires du secteur privé.

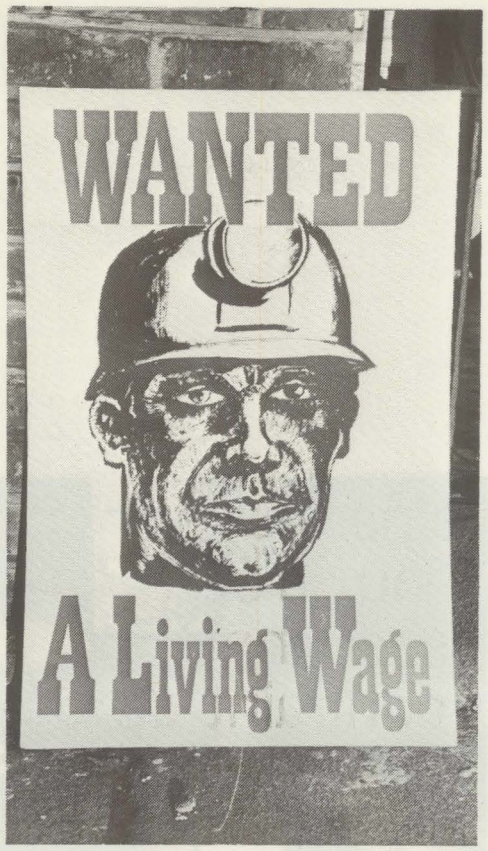


Patrick Jenkin, ministre de l'Energie, donne l'exemple.

Truquages patronaux

De leur côté, les syndicats, rassemblés au sein de la Confédération des trade unions (Tuc), n'ont jamais approuvé le plan anti-inflation. C'est logique. Les salaires sont plus faciles à contrôler que les prix et les profits. Si les salaires montent moins vite que les prix, le pouvoir d'achat baisse. C'est ce qui s'est produit pour tous les travailleurs du secteur public. Et en particulier pour les mineurs, depuis deux ans. D'où leur mécontentement. D'autant que Heath a voulu en faire les boucs émissaires de la semaine de 3 jours. Le Premier ministre n'a jamais digéré la grève très dure menée victorieusement par les mineurs pendant 7 semaines au cours de l'hiver 1971-1972. Heath avait alors dû charger le juge Wilberforce de présider une commission d'étude sur leurs problèmes. Dans ses conclusions, le rapport Wilberforce présentait les mineurs comme un « cas spécial ». Aussi sa commission proposait-elle d'augmenter leurs salaires de





« Pour un salaire vivable »



Joc Gormley, président du Num.

18%. Pourquoi les mineurs constituent-ils un cas spécial, chose communément admise aujourd'hui dans le pays ? Tout d'abord, parce que l'essor et la prospérité de la Grande-Bretagne proviennent du charbon. Celui-ci fournit encore plus de la moitié de l'énergie. L'importance des gisements permet d'autre part d'en faire encore, pendant des décennies, une des premières sources d'énergie. Tout cela, les mineurs le savent. Et ils se savent également sous-payés pour un travail pénible, mais indispensable à l'économie et à l'indépendance de leur pays. Aussi se demandent-ils bien pourquoi on a fermé tant de mines. Pourquoi on a laissé les jeunes quitter les régions minières : 500 à 600 mineurs ont en effet quitté chaque semaine leur emploi ces dernières années.

« Il ne faut pas s'en étonner, estime Jim Wheeler, responsable économique du syndicat des mineurs. On ne retiendra pas les gars à la mine avec les salaires actuels. » C'est bien l'opinion de tous les mineurs. Aussi, dès juillet dernier, leur syndicat réuni en congrès avait-il dressé la liste des revendications à soumettre à l'Office national du charbon.

Pour appuyer leurs représentants pendant les négociations, ils ont commencé, le 12 novembre, la grève des heures supplémentaires. Mais, depuis cette époque, les négociations n'ont pas progressé. C'est l'impasse. Car la phase 3 lie les mains à l'Office du charbon.

Les mineurs veulent plus que les 7% d'augmentation du salaire de base autorisés. Leur syndicat, le Num, demande 385 F par semaine pour les travailleurs de surface, au lieu des 278 F actuels ; soit 9,70% de mieux. Pour les mineurs de fond, il veut 12,71 % d'augmentation. Enfin, ceux qui extraient le charbon devraient obtenir 495 F au lieu de 435 F, soit 8,21 % de plus.

Le Num a été particulièrement choqué par l'attitude de l'Office. Celui-ci, en effet, a comptabilisé certains réajustements à but social comme augmentations de salaires. Ce fut le cas avec le 1% destiné aux travailleurs les plus défavorisés, avec les primes de nuit et enfin avec l'octroi aux mineurs de fond de congés payés au même taux que leur salaire habituel. Pour le Num, ceci fait partie des avantages normaux, acquis de longue date par la plupart des salariés anglais. Il n'admet pas la façon dont l'Office, additionnant l'ensemble des réajustements de ce type, prétend proposer 16,5% d'augmentation aux mineurs. Ce chiffre, incluant également des primes de productivité inaccessibles dans certaines régions — où l'extraction est plus difficile — a été repris par la presse. A juste titre, les mineurs s'en sont irrités. Car 14 000 d'entre eux seulement sur 270 000 peuvent prétendre à une telle augmentation. Ceux qui ne font que du travail de nuit, dans les régions favorisées.

La vérité est tout autre : l'Office n'a pas reçu l'autorisation du gouvernement d'augmenter les salaires de base au-delà de 7%. Pour le Num, le fond du problème est là. Tout le reste n'est que bavardage. Ou politique.

La grève des heures supplémentaires justifiait-elle l'instauration de la semaine de 3 jours ? Les mineurs ne le pensent pas. Tout d'abord parce qu'ils ne sont pas en grève. L'arrêt des heures supplémentaires porte sur les tâches de sécurité et d'entretien, généralement effectuées pendant le week-end. Elle a fait baisser la production de 30%. C'est peu, quand on songe que la grève totale des mineurs en 1972 n'avait entraîné aucune paralysie comparable de l'économie. Les effets ne s'en étaient fait sentir qu'à terme.

Quand le gouvernement a annoncé la semaine de 3 jours, les stocks de charbon pour l'hiver étaient plus élevés que certaines années antérieures. Avec les limitations de chauffage domestique, de la publicité lumineuse et des programmes de télévision, les stocks pouvaient durer entre 13 et 16 semaines sans autres restrictions. Ils s'élèvent actuellement à 10,5 millions de tonnes. Et la production a atteint 2,6 millions de tonnes dans la semaine du 5 au 12 janvier.

« La situation est tout à fait normale pour cette période, estime Jim Wheeler. J'arrive d'Allemagne. Les stocks y sont beaucoup plus faibles. C'est la décision de Heath qui a durci la situation. Nous ne sommes pas prêts de céder. C'est à lui de faire un geste ». L'avis de ce responsable syndical rejoint bien celui de la « base ». Dans la région de Nottingham, à environ 200 km au nord de Londres, les mineurs passent pour très modérés. Ils ont la chance d'avoir les mines où l'extraction est la plus facile de toute l'Angleterre. La productivité y est beaucoup plus élevée que dans le pays de Galles, par exemple. Et les primes sont à l'avenant.

La flambée des prix

Dimanche, dans leurs confortables maisons de briques, tous discutaient de la situation devant des cheminées où se consumaient de gros blocs d'un charbon magnifique. Calmes, sûrs de leur force et du soutien des autres syndicats, ils comptent poursuivre leur mouvement aussi longtemps qu'il le faudra. Un vieux mineur, proche de l'âge de la retraite, condamne ainsi la décision de Heath : « La semaine de 3 jours est truquée politiquement. Nous ne faisons pas de politique, nous ! Nos revendications sont justes. Le travail est pénible à la mine, vous savez. S'il le faut, nous durcirons notre action pour obtenir satisfaction. Sans recourir pour autant à la grève totale. On peut envisager la réduction des équipes d'extraction. Ou bien des grèves tournantes. Mais nous ne céderons pas. Ici, les gens ont tous des membres de leur famille ou des amis à la mine, quand ils ne sont pas mineurs eux-mêmes. Aussi on se sent soutenus par la population. D'ailleurs les gens savent bien qu'on n'est pas responsables des problèmes de pétrole. »

→

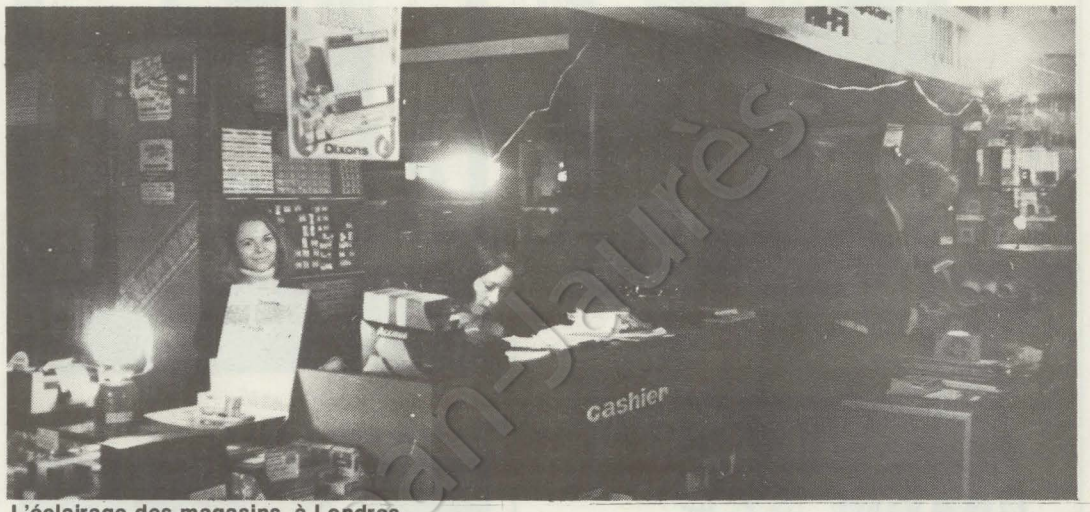
«NOUS NE CEDERONS PAS»

→

Cet argument, les mineurs le ressortent souvent. Et ils ont raison. Comme les Français, les Anglais subissent la domination de toutes puissantes compagnies pétrolières multinationales. Les jongleries de la compagnie américaine Exxon Corporation ont diminué leurs approvisionnements de 10 % depuis la crise du Proche-Orient. Mais, là-dessus, Heath prend bien soin de ne rien dire. D'autant qu'il a lui-même été particulièrement imprévoyant.

C'était en juin dernier. Heath avait alors décidé d'accroître la proportion de charbon utilisée pour produire l'électricité. De ce fait, des quantités de pétrole raffiné se sont trouvées inemployées. Aujourd'hui, ce pétrole serait le bienvenu. Mais, plutôt que de le stocker, Heath l'a vendu à l'étranger. En particulier aux pays de ce Marché commun, dans lequel tant d'Anglais voient la source de tous leurs maux. Pour les financiers britanniques, l'entrée dans la C.e.e. était la voie ouverte à des investissements fabuleux sur le continent. Quand les régions déshéritées de leur pays en auraient tant eu besoin ! Mais le capitalisme ignore toute autre loi que celle du profit. Or, le taux de profit est beaucoup trop faible en Angleterre pour les détenteurs de capitaux de la « City ». Excepté dans l'immobilier, où Heath a laissé se développer une spéculation jusqu'alors ignorée en Angleterre... quand il ne l'a pas lui-même favorisée. Les municipalités sont propriétaires de près de la moitié des terrains et des logements. Ceci avait permis jusqu'ici de faire pression sur les prix. Et de conserver des loyers et des terrains particulièrement bon marché. En relevant les loyers de plus de 50% et en autorisant les ventes de logements municipaux, Heath a attiré les capitaux vers ce secteur « délaissé ». Aujourd'hui, les prix flambant, particulièrement pour les produits alimentaires de base. Si l'on ajoute la diminution des suppléments d'impôts payés par les plus riches et l'augmentation de ceux supportés par les travailleurs, on comprend la nervosité des 10 millions de syndiqués britanniques. Le Tuc ne s'en sent pas responsable. Il y voit avec raison, l'expression de l'échec de la politique de Heath. Echec de taille, si l'on en juge par le déficit de la balance commerciale. Celui-ci, battant tous les records, a atteint 2 348 millions de livres en 1973. Les seuls échanges avec la C.e.e. sont passés d'un déficit de 400 millions de livres en 1972 à 1 000 millions de livres l'an dernier. Enfin, le plan de stabilisation, particulièrement impopulaire, n'a pu juguler l'inflation.

Dans cette conjoncture difficile, Heath a saisi le prétexte de la crise du pétrole et de la grève des mineurs pour imposer la semaine de 3 jours. Son but était clair. Il souhaitait isoler les mineurs et les faire passer pour responsables de tous les maux de l'économie aux yeux des autres travailleurs. Il fallait mettre la classe ouvrière au pas en cette période de crise.



L'éclairage des magasins, à Londres.

Sa manœuvre de division n'a heureusement pas fonctionné. Une réunion des 90 principaux syndicats du Tuc a apporté son soutien unanime à la lutte des mineurs. Rencontrant le gouvernement à plusieurs reprises ces temps derniers, le Tuc s'est engagé à ne pas réclamer pour les autres travailleurs les avantages spéciaux qui pourraient être octroyés aux mineurs. Mais en vain. Heath pense — ou fait semblant de penser — qu'il ne peut avoir confiance dans le Tuc, incapable à ses yeux de faire respecter ses engagements. Désespérément accroché à sa 3e phase, Heath refuse encore tout compromis avec les mineurs.

Mais il va devoir changer d'attitude. En premier lieu parce que sa campagne psychologique a échoué. Ce n'est pas faute d'en avoir rajouté. Ainsi, Patrick Jenkin, ministre de l'Economie, s'est-il fait photographier en train de se raser à la lueur d'une bougie. Avec un rasoir électrique, il est vrai ! Mme Jenkin elle-même fut mise à contribution. On a pu la voir, à la « une » de tous les journaux, lavant sa vaisselle à la main, auprès d'un lave-vaisselle automatique et d'un réfrigérateur ostensiblement débranchés. Tout ceci a plutôt fait sourire les Anglais. A l'exception de ceux qui, avec un certain masochisme, ont vécu avec intensité ce climat rappelant — mais de très loin — les restrictions du temps de guerre. En fait, à part la lessive et le papier hygiénique, les rayons des magasins sont normalement approvisionnés. Les affaires marchent même plutôt bien. Car les commerçants, comme les industriels, ont su s'organiser avec astuce pour compenser les effets des coupures de courant. Les lampes à pétrole sont ressorties des greniers et les « camping-gaz » se sont vendus comme de petits pains. Sur les portes des magasins, des écriteaux précisent : « Ca paraît sombre à l'intérieur, mais nous sommes ouverts comme d'habitude ». Dans un grand hôtel de Londres, la direction s'excuse auprès de la clientèle des réductions de chauffage « imposées par le gouvernement ». La clientèle n'en paraît pas particulièrement affectée.

Dans l'industrie, le travail a été réorganisé. Les jours sans électricité permettent de mettre à jour les stocks et de faire les travaux d'aménagement et de rangement. Des ouvrières du textile travaillent à domicile — où le courant n'est pas coupé — avec la machine à coudre de l'usine. Des générateurs à pétrole ou des machines à vapeur fournissent souvent le complément d'électricité indispensable au fonctionnement normal de la production. A la fin de la semaine dernière celle-ci atteignait 85 % de son niveau normal. Le nombre des travailleurs en chômage est passé au même moment à 760 000 — contre 810 000 la semaine précédente.

Le ralentissement de l'économie n'en demeure pas moins sensible et dommageable. Surtout pour les artisans et les petites entreprises, moins à même de s'organiser pour faire face à la crise et pour augmenter la productivité. Mais on est loin des catastrophes annoncées. Les Anglais le voient et s'en réjouissent. Ils avaient d'ailleurs accueilli les prédictions les plus pessimistes avec scepticisme. La Sécurité sociale a compensé en partie les amputations de salaire dues à la semaine de 3 jours. Les travailleurs en repos forcé ont organisé leurs loisirs. Dancings, pubs et librairies ont augmenté leurs recettes. Le matériel de pêche se vend bien. Et, si l'on a déploré l'interruption des programmes télévisés à 22 h 30, le nombre des promeneurs nocturnes s'est nettement accru. Prévoyante, la Ville de Londres a même financé une annonce télévisée pour rappeler aux femmes de ne pas oublier leur pilule.

Heath menacé

Au fond, chacun sentait bien que ça n'allait pas durer. Soit que des élections interviennent, soit que les partenaires sociaux finissent par s'entendre. La semaine dernière, Heath avait fait courir dans la presse le bruit d'élections anticipées, pour faire pression sur le Tuc. Mais, divisés sur le rôle du gouvernement et sur la politique à suivre, les conservateurs le sont plus encore sur l'intérêt d'élections anticipées. Enoch Powell, à

l'extrême droite du parti conservateur, y voyait une fraude. Car Heath s'apprêtait à mener campagne sur le thème : qui gouverne réellement le pays, les syndicats ou le gouvernement ? Or, tout le monde savait qu'en cas de victoire, il serait prêt à transiger avec les mineurs. Ce qui démontre à quel point les motivations de la semaine de 3 jours étaient bien politiques.

Les travaillistes n'ont d'ailleurs pas cessé de le proclamer. Tout en rejetant l'idée d'élections avant le 16 février, date où les listes électorales auront été révisées, Harold Wilson, le leader travailliste, s'est déclaré prêt à affronter l'électorat dès cette date.

Tout un chacun se demandait comment Heath pourrait sortir du guêpier où il était allé se fourrer. C'est lord Carrington, secrétaire d'Etat à l'Energie, qui a fait les premiers pas à sa place. En annonçant à la presse, le jeudi 17, que l'état satisfaisant des stocks permettait de revenir rapidement à une semaine de 4 jours, peut-être même de 5. Trois jours auparavant, Jenkin conseillait encore de se laver les dents dans le noir !

Le gouvernement faisait donc machine arrière. Lundi, l'industrie de l'acier, dont la production était tombée à 70%, a bénéficié en priorité de la levée des restrictions. Elle pourra sortir 400 000 tonnes dès cette semaine. Et permettre ainsi une reprise de l'industrie automobile qui tournait au ralenti. Maintenus dans l'ignorance de ce qui se tramait, les députés ont protesté contre les méthodes de Carrington. Ils estiment avoir le droit d'être informés avant la presse, surtout en période de crise. L'annonce par Heath de la reprise des pourparlers avec les syndicats les a cependant soulagés. Car cela signifiait que les élections n'auraient pas lieu le 7 février. Or, d'après les sondages, on pouvait s'attendre à des résultats confus. On pouvait même s'attendre à ce qu'aucune majorité de gouvernement ne s'en dégage. Auquel cas une coalition avec les libéraux eût sans doute été nécessaire, ce qui ne tente ni les conservateurs ni les travaillistes.

Le patronat estime pour sa part que l'état des stocks permet le retour à une semaine de 5 jours. Et sa patience risque d'avoir des limites, d'autant que les négociations entre le gouvernement et le Tuc n'ont abouti lundi à aucun résultat : chacun est resté ferme sur ses positions. Heath a encore la possibilité de convoquer des élections pour le 14 février. Mais il paraît peu probable qu'il le fasse. Sans doute préfèrera-t-il se déjuger et autoriser un retour progressif à la normale.

Cela ne veut pas dire pour autant qu'il soit assuré de conserver son poste. Car, comme me l'a dit à Londres un journaliste, « les conservateurs constituent une véritable tribue. On y est sans pitié pour ceux qui échouent. Or Heath n'a pas su s'imposer aux syndicats. Il n'a pas non plus osé aller aux urnes. Très critiqué dans son parti, il pourrait être contraint de démissionner. Au profit d'un négociateur plus habile, comme William Whitelaw, notre ministre de l'Emploi : en ce moment, c'est l'homme qui monte. »

JEAN-LOUP REVERIER

Proche-Orient

LES PETITS PAS

L'accord sur le désengagement des forces égyptiennes et israéliennes est un démenti aux pessimistes qui affirmaient que rien de positif ne pouvait sortir de la négociation engagée il y a un mois à Genève. Quelle que soit l'immensité des problèmes qui restent à résoudre, ce premier résultat n'est pas mince. D'autant plus que, chacun à leur manière, Israéliens et Egyptiens s'affirment décidés à aller plus loin.

La méthode qui a été employée jusqu'ici, celle des petits pas successifs, n'est sans doute pas la plus satisfaisante pour l'esprit. Elle a le grand inconvénient de laisser un rôle déterminant au chef de la diplomatie américaine, dont on peut dire qu'il travaille bien pour la paix mais dont on ne saurait oublier qu'il est d'abord un défenseur des intérêts des Etats-Unis dans le monde.

Le pas suivant, qui conditionne pour une très large part la suite de la négociation, est attendu du côté de la Syrie. C'est bien ce qu'a souligné il y a quelques jours le président Sadate, en affirmant que « la question la plus urgente est actuellement le dégagement des forces sur le front syrien ».

« Ensuite, a-t-il ajouté, nous irons à Genève avec une stratégie complète et un règlement arabe unifié ».

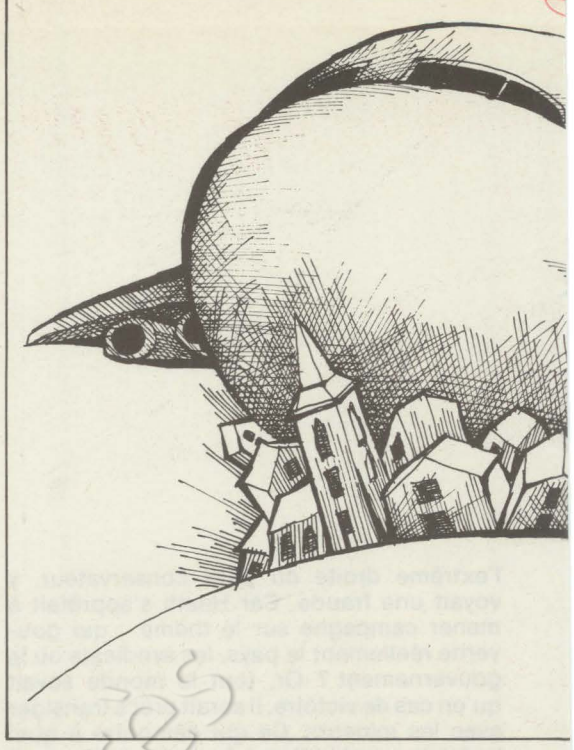
Pour ce dégagement du front israélo-syrien, le gouvernement israélien, à en croire Henry Kissinger, aurait fait un certain nombre de propositions qui demeurent conditionnées par la publication de la liste des prisonniers. Il est probable cependant qu'un certain délai s'écoulera avant que la situation se débloque de ce côté-là. Kissinger lui-même ne semble pas envisager de reprendre avant quelques semaines sa navette entre Jérusalem et Damas.

En attendant, Anouar el Sadate aura achevé sa tournée des capitales arabes. Il saura de façon plus précise lesquelles approuvent et soutiennent la démarche qu'il a entreprise et lesquelles lui sont hostiles. Dès la semaine prochaine, il aura l'occasion d'exposer ses vues à la délégation socialiste conduite par François Mitterrand qui va séjourner au Caire.

Plusieurs journaux français ont déjà souligné l'importance dans la période présente de ce voyage, qui marque une reprise des relations du Parti socialiste avec le monde arabe. C'est incontestablement un événement.

CLAUDE ESTIER

NON AUX JETS



A 25 km de Paris et seulement 2 km de Versailles, quelques maisons grises au milieu des champs du vaste plateau de Saclay, un petit terrain d'aviation qui, si l'aéroport de Paris s'obstine, deviendra grand... C'est cela, Toussus-le-Noble. Tout au long des routes qui y mènent à travers les sites protégés des vallées de Chevreuse et de la Bièvre, on lit la détermination des populations à rejeter ce que l'aéroport de Paris nomme pudiquement la « modernisation » de l'aérodrome de Toussus. Sur les arbres, des inscriptions rageuses « Non à Toussus ! » ou « Non aux « jets » ! » Dans les villages alentour, sur les places et sur les maisons, les affiches dénonciatrices s'accumulent : « Nous ne voulons ni Orly ni la Villette. » Au fronton des mairies, des banderoles étalent leurs grosses lettres rouges : « Non à l'enfer du bruit », « Non à Toussus ! ».

Pour les habitants de la région, la lutte dure depuis trois ans déjà et l'heure n'est plus à la patience...

Pourquoi l'Aéroport de Paris et, derrière lui, l'Administration tiennent-ils tant à « moderniser » Toussus contre le gré de toute une population ? Si l'on s'en tient aux informations et aux promesses de l'Aéroport de Paris, il est bien difficile d'y voir clair à travers la jungle des termes techniques et des tournures volontairement ambiguës : on construit une piste de 1 700 mètres que de gros avions pourraient utiliser ? Qu'à cela ne tienne ! 1 400 m seulement seront accessibles aux avions... les 300 m restant sont dus à des impératifs techniques suffisamment obscurs... Et puis, sait-on jamais, dans l'avenir, ça pourrait servir... On promet aux riverains de surveiller sérieusement les nuisances dues au bruit à l'atterrissage et au décollage, grâce à des paramètres soigneusement élaborés, par exemple une synthèse de moyennes annuelles dont seuls les techniciens de l'aéroport peuvent contrôler les données et qui ne permet nullement de connaître le niveau de décibels à un moment précis.

Sous couvert de modernisation et de sécurité, l'objectif réel consiste à transformer Toussus en un aérodrome « d'aviation générale » (tourisme et affaires) d'une capacité annuelle de 180 000 mouvements, dont 60 000 effectués par des avions à réaction pour les besoins de l'aviation d'affaires.

L'atome trop près

L'extension décidée à Toussus s'intègre d'ailleurs dans le plan de restructuration des aéroports de la région parisienne ; alors que Roissy-en-France et Orly se partageront le trafic « commercial », l'aviation dite « générale » sera reportée sur cinq autres aéroports : Pontoise, Coulommiers, Melun-Villaroche, Le Bourget, et... Toussus-le-Noble.

Le choix de Toussus, s'il paraît incohérent à bien des égards, s'explique surtout par deux raisons ; la première est d'ordre technique : le plateau de Saclay constitue un site idéal pour un aéroport, par sa disposition et ses caractéristiques météorologiques ; de plus, il n'est qu'à 25 km de Paris, ce qui est conforme aux directives du ministre des Transports, Yves Guéna, concernant la nécessaire proximité des villes. La seconde raison est financière : l'implantation de l'aéroport dans un secteur urbanisé permet le financement de la gestion par les Chambres de commerce ; dans le cas de Toussus, la Chambre de commerce de Versailles participera à la gestion de l'aéroport... Quant on connaît le déficit chronique qui affecte l'aéroport de Paris, cet aspect du problème n'est pas à négliger.

Mais ces raisons ne justifient pas l'incohérence, voire l'inconscience témoignées par l'Administration. Ainsi, le centre atomique de Saclay se trouve dangereusement proche de l'aéroport de Toussus et l'accident du Tupolev s'écrasant sur les maisons de Goussainville a bien montré qu'on ne peut tout prévoir : même si les probabilités sont minimes, peut-on prendre un tel risque ?

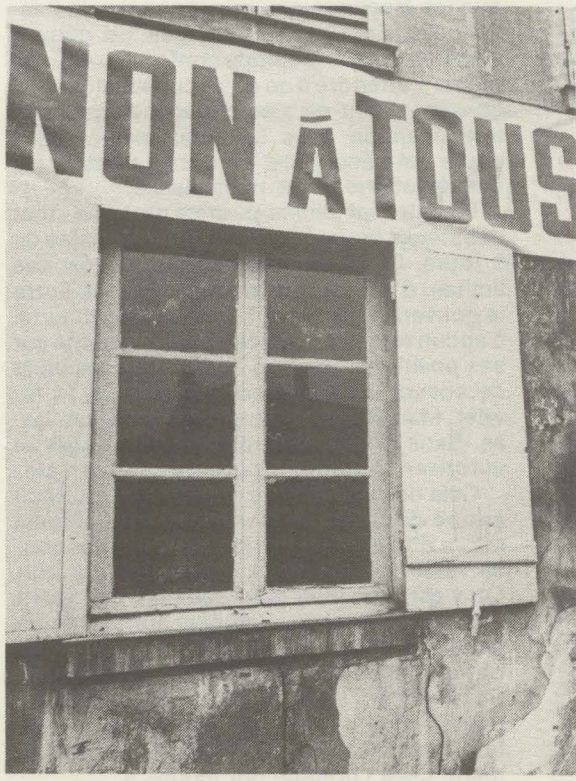
Résidents et commerçants

D'autre part, la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, qui doit compter 300.000 habitants en 1985, est située pratiquement en bordure de l'aéroport. L'incompatibilité entre ces deux projets semble évidente : on ne peut vouloir développer à la fois une ville nouvelle et un aéroport. Mais, rétorquent les responsables de l'aéroport, le trafic à Toussus restera limité. De telles affirmations sont, hélas, gratuites. Si l'aviation d'affaires se développe, et c'est bien ce que le ministre de l'Equipement espère, la capacité de Toussus sera utilisée à plein et rien ne prouve que les avions d'Orly ne seront pas, aux moments d'affluence, envoyés sur Toussus. L'alternative est simple : si le trafic ne se développe pas, pourquoi gaspiller 1,5 milliard pour agrandir l'aéroport ? Si le trafic augmente, alors les investissements sont rentables, mais les craintes des riverains se justifient...

Il est vrai qu'on se soucie aussi peu de leur avis que des inconvénients infligés aux localités proches du terrain d'aviation, comme Châteaufort et Les Loges-en-Josas, ou situées dans l'axe de la piste d'atterrissage, comme Magny-les-Hameaux et Saint-Lambert qui seront survolés à basse altitude par les avions à réaction.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si l'extension de Toussus, décidée par les technocrates parisiens, s'est très vite heurtée à une vigoureuse opposition des riverains. Leur











Pour que les P.d.g. puissent voler, l'Aéroport de Paris veut agrandir Toussus-le-Noble, petit aérodrome situé en pleine banlieue résidentielle. Toute une population, menacée dans sa vie quotidienne, dit « Non aux jets ».

défense a été organisée dès que le projet a été connu, en 1971, par Association pour la défense des riverains de l'aéroport de Toussus (Adrat), créée à l'initiative de certains notables locaux. Actuellement, l'Adrat regroupe 27 municipalités et a enregistré 2 000 adhésions à titre individuel. Cette association a, en effet, très vite obtenu le soutien actif d'une population particulièrement sensible aux atteintes portées contre son cadre de vie. Il ne faut pas oublier que Toussus se situe au coeur de cette banlieue ouest qualifiée à juste titre de « résidentielle ». Beaucoup d'habitants de cette région, appartenant à des catégories sociales souvent privilégiées, ont choisi d'y résider pour jouir du silence, du calme, d'une nature préservée, protégée. C'est pourquoi ils réagissent si fort contre ce qu'ils ressentent comme une menace à leur environnement. Un aéroport, chacun sait ici ce que cela signifie ; Orly n'est pas si loin... Ils ne veulent pas de l'aéroport et ils l'ont dit, notamment lors de l'enquête d'utilité publique, réalisée en 1972, qui a recueilli 6 300 réponses négatives sur un total de 6 400. A Jouy-en-Josas, par exemple, une personne sur deux s'est déplacée pour donner son avis. Ce genre d'enquête ne rencontre pas, d'ordinaire, un tel intérêt...

En dépit de la mobilisation d'une grande partie des riverains, certaines voix dissonantes se font entendre. Les commerçants, en particulier, se font souvent les avocats du diable... Fatalistes — que voulez-vous ? s'« ils » veulent le faire, « ils » le feront, alors... — ou agressifs — ils ont bien raison... c'est le progrès qui veut ça — beaucoup de commerçants paraissent surtout voir dans l'extension de Toussus une perspective de gains financiers. Quant à la commune de Toussus, elle a préféré se tenir à l'écart de l'Adrat. L'aéroport constitue pour elle une source de revenus non négligeables, par les salaires qu'il verse et par la patente qu'il fournit.

Une absurdité

Malgré les résultats hostiles de l'enquête d'utilité publique, les multiples démarches des membres de l'Adrat, les réunions, les manifestations, les assurances données par les Premiers ministres successifs — Chaban-Delmas, puis Messmer — l'évidente détermination des riverains, le décret d'utilité publique a été pris le 23 novembre dernier. Aussitôt, la plupart des communes intéressées ont décidé la grève administrative, c'est-à-dire le blocage des dossiers du préfet . Mais l'efficacité d'une telle action reste à démontrer. Alors que les services de la Préfecture semblent décidés à aller jusqu'au bout, mais pas trop vite pour que l'ardeur des opposants se lasse, il apparaît que l'Adrat reste plus que jamais divisée sur certaines options : faut-il politiser le débat ? Faut-il s'en tenir à des actions légales ou envisager d'entrer dans l'illégalité ? L'équipe dirigeante actuelle s'affirme résolument « apolitique », car il s'agit selon elle de rassembler les énergies et non pas de les diviser : il faut d'abord convaincre, mobiliser chacun sur le problème de Toussus... Par la suite, les responsabilités politiques seront évidentes. Compte tenu de la modération politique de cette banlieue ouest, ce raisonnement est loin d'être dénué de fondement. Mais ce n'est pas l'opinion des sections locales du Parti socialiste, qui, avec le P.s.u. et Lutte ouvrière, estime que poser politiquement le problème ne peut qu'aider à clarifier les options.

L'Adrat s'en tiendra donc à des actions légales, telles que la grève administrative ou même la démission collective du conseil municipal — cette dernière solution pourrait bien être prochainement adoptée aux Loges-en-Josas. Mais il est bien probable que la « base » — les comités locaux de l'Adrat — aille plus loin et transgresse les consignes de modération pour en venir à des actions illégales, peut-être violentes, jugées plus « payantes ». Quant à Hugo, maire communiste de Trappes, sur le territoire de la ville nouvelle, il exclut la démission collective, mais envisage de bloquer la gestion de la ville nouvelle de Saint-Quentin... Ce qui aurait l'avantage de mettre les pouvoirs publics en demeure de choisir entre la ville nouvelle et l'aéroport.

De plus, les militants de l'Adrat pourraient bien recevoir en renfort les quinze communes de la banlieue ouest qui luttent contre le tracé de la rocade A 86. La fronde atteindrait alors 40 communes et deviendrait ainsi plus efficace.

Il semble bien que tout soit encore possible à Toussus. Mais, au-delà de ce problème spécifique, ce sont deux conceptions différentes de l'intérêt général qui s'opposent : le transport par avion concerne 4 % des Français et l'on sait l'énergie énorme dépensée par personne transportée. Quant aux avions d'affaires, ils concernent un public encore plus restreint et, du fait de leur petite capacité — un Mystère 20 transporte 15 à 20 personnes — accroissent encore la consommation par tête. Dans ce cas, à quoi rime de vouloir développer ce type de trafic et de multiplier les terrains d'aviation, avec tout ce qu'ils comportent de nuisances ? Pour l'ensemble de la collectivité nationale, il semble bien que le bilan soit négatif... Ce qui n'est pas le cas, bien sûr, pour l'industrie aéronautique, outrageusement subventionnée.

La solution consisterait à privilégier la desserte ferroviaire pour des distances inférieures à 400 km et à implanter les aéroports à distance raisonnable des agglomérations ; leur intégration dans le tissu urbain est, en effet, une absurdité que seule la France continue à préconiser.

Mais, au gouvernement comme à l'Aéroport de Paris, beaucoup sont experts dans l'art de déguiser en « intérêt général » des intérêts bien particuliers.

MARIE-JO BERNARDO

changer la vie quotidienne

PAYEZ OU POLLUEZ

Ça va chauffer. L'addition surtout, celle des charges locatives. Dans les H.l.m. en particulier, où les charges « chaleur » représentaient entre 50 et 65 % des charges totales. Déjà, un certain nombre d'offices ou de sociétés ont fait connaître le pourcentage d'augmentation à prévoir. La S.c.i.c. a augmenté, à compter du 1er février, les acomptes chauffage de 25 %. Au Foyer du fonctionnaire et de la famille, l'augmentation prévue est de 20 %. Le Logement français, pour sa part, prévoit une majoration des charges chauffage de...56,8 %.

Le gouvernement pourrait diminuer le taux de T.v.a. sur le fuel. Mais à quoi bon ? Il pourrait jouer sur le prix du fuel utilisé pour le chauffage urbain. Inutile, cela a été fait pour le fuel industriel. Voilà qui suffit bien. Ce qui a pour conséquence soit d'augmenter les charges en utilisant le fuel pour chauffage, soit de polluer en utilisant le fuel industriel. Qu'en pense Robert Poujade ?

MORT DU RESTAURANT GRATUIT

Un restaurant gratuit pour les chômeurs, les travailleurs en grève et les retraités, cela existe. C'est le Sampiero Corso, créé en 1970 au 15, rue de l'Amiral-Roussin, à Paris (15e). Pour les autres consommateurs, le prix du repas varie entre 8 et 11 F. Mais, à vrai dire, aucun contrôle n'est fait sur la somme versée par chacun. Le propriétaire de cet établissement, Claude Lavezzi, n'est pas un philantrope illuminé. Par principe, il veut faire confiance à l'honnêteté des gens. Certes, une ou deux fois, il a été obligé de présenter d'autorité une addition à des consommateurs visiblement sans problème d'argent, qui usaient et abusaient du menu sans donner un centime. Mais dans l'ensemble, le restaurant — dont il se veut simple membre du « collectif » — tourne sans problème.

Ancien militant communiste ayant fait la guerre d'Espagne, et électricien de formation, Lavezzi essaie de réaliser au Sampiero Corso la mini-société de ses rêves : une société communiste, au plein sens du terme. Se considérant comme gérant, lui et les cinq jeunes qui assurent la marche du restaurant sont payés suivant leurs besoins, compte tenu de leur situation familiale, de leur loyer, de leurs transports. Quant aux décisions relatives à la gestion globale, elles sont prises en assemblée générale avec les clients, presque tous travailleurs ou habitants du quartier.

En trois ans, le Sampiero Corso a servi près de 10 000 repas gratuits et distribué quelque 10 000 F — collectés quand le besoin s'en faisait sentir — aux différents cas sociaux, souvent envoyés par le curé de la paroisse ou par des assistantes sociales.

Malheureusement, le bail du restaurant arrive à sa fin. A cause de plusieurs frictions avec la société de gérance de l'immeuble, il ne sera pas renouvelé et Lavezzi ne recevra pas un centime d'indemnité d'éviction.

Le Sampiero Corso est une tentative unique en son genre. Est-ce pour cela qu'on veut le fermer ?



LEUR ECOLE A EUX

C'est une école comme toutes les écoles. Pourtant, on l'appelle « sauvage ». Car, dans ce petit village basque, l'académie a fermé l'école, la « vraie », à la dernière rentrée scolaire. Où allaient se rendre les enfants ? A une dizaine de kilomètres, à la ville, pour y apprendre à ne plus aimer leur terre, leurs fermes et leurs troupeaux ? Les parents ont dit non. Quand on est Basque, on fonce. Mais on réfléchit, aussi. Les parents d'élèves ont fondé une association, ils ont trouvé une vraie institutrice : Anne, 24 ans, rémunérée par le comité de soutien (10 F par membre et par mois). Et, avec l'accord de la municipalité de Tardets, ils ont occupé les locaux de l'ancienne école. Là, les enfants étudient avec de vrais manuels de l'académie, de vraies fournitures. Ils sont 6 — 3 garçons et 3 filles — y compris le « bébé de 4 ans » qui pleurait parce que ses brebis se sauvaient chez la voisine. Eux, ils ont fait le journal de leur classe. Ils ont compris pourquoi leur école n'était pas tout à fait la même que celle de l'an passé, pourquoi « l'académie était tout à fait contrariée »... Dans ce pays admirable, avec en fond la chaîne des Pyrénées, où dans les fermes, grandes et belles, il faut travailler beaucoup pour gagner peu. Les parents « tiennent » et pourtant, depuis décembre, ils ne reçoivent plus d'allocations familiales. Mais parce que l'esprit collectif s'est développé, parce qu'ils se battent pour « leur cause », les parents continuent. Et on peut rencontrer à l'école de l'Aragné des enfants heureux. (Comité de soutien : école du quartier Aragné, à Tardets, Pyrénées-Atlantiques).

LES RISQUES DU METIER ?

Les syndicats d'enseignants de la Drôme (Fen, S.n.i., Snes, Sgen) et les associations de parents d'élèves sont en colère. Ils ont averti le ministre de l'Education nationale que les enseignants n'organiseront plus de voyages scolaires : si en effet un accident leur arrive, ils ne sont pas couverts au titre des accidents du travail.

Le 21 juin 1972, une institutrice organisait un voyage scolaire au parc national de Villars-les-Dombes. Au cours de ce voyage, autorisé par l'inspecteur de l'Education nationale, elle se blesse grièvement en descendant du car et doit cesser son travail pendant un an. Bien qu'une circulaire ministérielle du recteur Gauthier — remontant à mars 1971 — demande de favoriser la visite des parcs naturels, le ministère de l'Education nationale a refusé de considérer l'institutrice comme accidentée du travail. Ce n'est d'ailleurs pas le seul cas : un instituteur du Val-de-Marne, blessé lors de la reconnaissance d'une piste de ski que devaient parcourir ses élèves en classe de neige, n'a pas davantage été reconnu comme accidenté du travail. Après cela, le ministère parlera de mêler l'école à la vie...

MOINS 1000 MORTS

En six mois, il y a eu près de 1 000 morts de moins sur les routes qu'en 1972. Pour la première fois, une courbe a changé de sens. En limitant la vitesse et en rendant le port de la ceinture de sécurité obligatoire, le gouvernement n'a fait que suivre le sentiment commun : les sondages l'indiquaient — le dernier qui a été effectué, en novembre, montre que 81 % des personnes interrogées sont favorables à la limitation de vitesse. Et cette « économie » en vies humaines s'est aussi traduite par une économie tout court : 1,5 milliard. C'est peu, par rapport aux 20 milliards qu'ont coûté les morts et les blessés de l'année 1972. Mais 1 000 tués de moins, c'est énorme.

COOP EN 1974 : TOUJOURS PLUS PROCHE DU CONSOMMATEUR.

COOP, dix millions de clients (près de neuf milliards de chiffre d'affaires, 5 % de la distribution alimentaire en France) n'est pas un géant comme les autres : association de consommateurs (3 millions de familles adhérentes), il ristoure chaque année ses bénéfices à ses clients au prorata de leurs achats.

Créé il y a plus de cent ans par des pionniers du "consumerism", le groupe, s'il a atteint depuis d'importantes dimensions (7000 magasins) n'en entend pas moins rester fidèle à sa vocation d'origine : "créé par le consommateur, pour le consommateur".

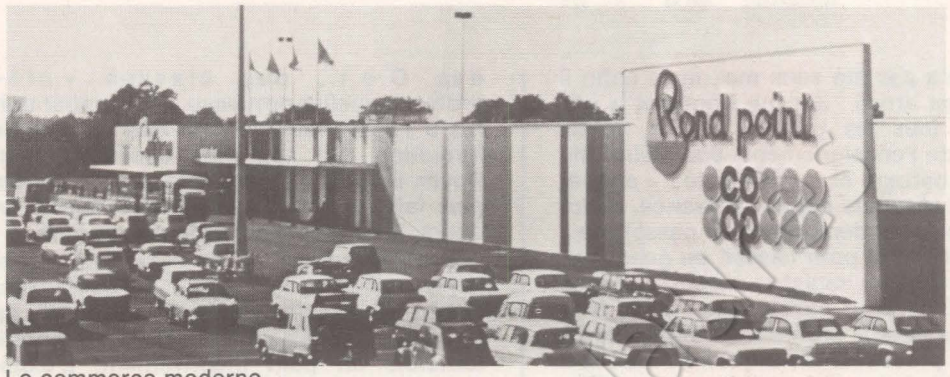
L'année 1974 doit marquer l'accentuation de cette politique qui revêt deux aspects essentiels : d'une part poursuite de la mise en place d'un réseau de distribution toujours mieux adapté aux exigences du commerce moderne ; d'autre part apport à la clientèle de garanties sûres en matière de qualité et de prix.

AU SERVICE DU PLUS GRAND NOMBRE

Un réseau adapté aux impératifs de la mutation commerciale moderne, cela suppose une politique active de grandes surfaces et de libres-services. COOP qui dispose actuellement de 20 hypermarchés prévoit d'en avoir une quarantaine en 1975. A cette époque il comptera par ailleurs 400 supermarchés. 1100 supérettes, 4000 magasins de proximité, des cafétérias, des centres autos, des magasins confort-loisir. Le but de COOP est en effet de mettre au service du consommateur non pas un, mais plusieurs types de magasins implantés de manière à pouvoir se compléter.

Ainsi les petites et moyennes surfaces seront davantage spécialisées dans les produits frais tandis qu'au niveau des grandes surfaces de nouvelles diversifications seront amorcées : équipement de la maison, loisirs, etc...

Enfin il y a la vente par catalogue dont le groupe est le n° 3 en

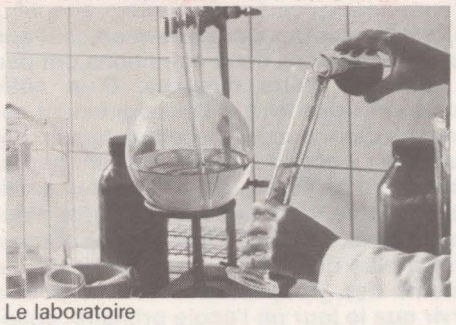


Le commerce moderne

France (350 millions de F de chiffre d'affaires en 1973). Ici aussi les adhérents de COOP bénéficient d'un service exceptionnel : pas besoin d'utiliser les services des postes pour acheminer les colis, les magasins prennent les commandes et jouent le rôle de facteurs.

Cette adaptation de l'appareil commercial a entraîné des réformes de structures : de 428 en 1966, le nombre des sociétés coopératives est tombé aux alentours de 300, dont 25 Unions régionales. Et les 12 premières sociétés régionales réalisent 87 % du chiffre d'affaires.

Pour mener à bien cette "cure de jouvence", le groupe s'est doté des structures financières nécessaires : une banque, une Sicomi, une société de crédit-bail, une société d'assurances. A noter enfin le rôle important de la centrale

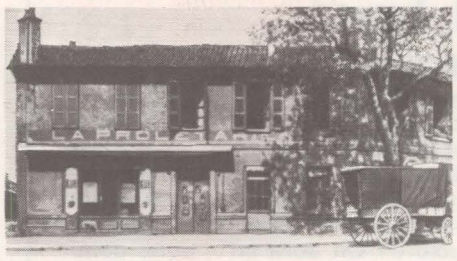

Le laboratoire

d'achats (S.G.C.C.) qui est aussi centrale de services et de production.

PRIX ET QUALITÉ

Deuxième aspect des efforts pour la satisfaction du consommateur : le rapport qualité-prix. En ce qui concerne la qualité, COOP dispose d'un outil très perfectionné : son laboratoire d'analyses et de recherches dont les travaux sont de notoriété nationale et même internationale. Pour aller plus loin en matière d'information, le groupe fait maintenant porter ses efforts sur l'étiquetage informatif dont il fut l'un des instigateurs (pour les conserves notamment).

En outre, une partie importante


Les pionniers du "consumerism"...

de la campagne de publicité 1974 est constituée d'une grande enquête concernant les attentes des consommateurs et qui complète les informations dont COOP dispose déjà.

Le résultat doit permettre une meilleure adaptation des produits et des services offerts.

Au total : amélioration du réseau de distribution, efforts en matière d'information et vigilance pour les prix seront pour COOP en 1974 trois moyens de poursuivre une approche toujours plus attentive du consommateur. Cette politique est rendue possible par la participation des Coopérateurs à la marche de leur société qui n'a jamais cessé d'être développée : de l'assemblée de section au conseil d'administration, tous les coopérateurs ont la parole. C'est l'une des grandes forces de COOP.

L'école au service du patronat

Ca n'a pas été sans mal, mais enfin il y est arrivé : Joseph Fontanet a mis au jour les grandes lignes de sa réforme de l'enseignement secondaire. Six mois de battage et de publicité : « enquêtes » aux résultats connus d'avance, colloque conçu pour démontrer le « passéisme » des syndicats et pour laisser, en échouant, carte blanche au ministre, rapports en tous genres. Bref, tout ce qu'il faut pour faire croire que l'Etat « arbitre » les différents intérêts en présence, alors que le travail réel était effectué dans la coulisse : entre l'Elysée, le ministère, le C.n.p.f. et quelques mandarins technocrates.

Le produit de toutes ces simagrées est un texte dont la perfidie est la caractéristique dominante. Encore que cette perfidie revête des formes variées.

Comme on le sait, le second degré est et restera divisé en deux cycles : le premier va de la classe de sixième à la troisième (âges « normaux », 11-15 ans) ; le deuxième comprend les classes de seconde, première et terminale (15-18 ans). La « réforme » touche ces deux cycles de façon diverse.

Quel tronc commun ?

Dans le premier cycle, Fontanet a annoncé une véritable révolution. Actuellement, dès l'entrée en sixième, les enfants sont ventilés entre trois types d'enseignement (long, court, transition), qui sont autant de couloirs étanches. Désormais, foin de cette structure ! On aura un « tronc commun » ouvert à tous les enfants issus du primaire. Ils seront répartis au petit bonheur entre les différentes classes, qui formeront l'unité de base dans les matières « secondaires ».

En revanche, pour le français, les mathématiques et les langues vivantes, les enfants seront répartis par « groupes de niveau ». Les meilleurs seront avec les meilleurs, les mauvais avec les mauvais. Les redoublements, évités grâce au passage dans le groupe inférieur dès que besoin s'en fera sentir, seront consentis à titre exceptionnel, et en troisième seulement. Enfin, une nouvelle catégorie unique de professeurs, enseignant deux disciplines à la fois, verra le jour.

Sur ce, les foules de gauche sont invitées à entonner l'hymne à la joie : le tronc commun n'est-il pas inscrit dans le programme commun ? Et les groupes de niveau ne sont-ils pas d'une efficacité pédagogique reconnue ? Si, homme ou femme de gauche, vous protestez, on vous fera remarquer que c'est une preuve de plus de votre esprit mesquin, chagrin, jamais content, etc.

Mais soyons honnête. C'est bien vrai : ce sera un tronc commun. Du moins sera-t-il commun à tous ceux qui resteront jusqu'en troisième. Ce qui ne sera pas le cas de tous les enfants ! Car, dès la fin de la cinquième — comme actuellement — un « palier de délestage » — c'est bien dit, non ? — sera ouvert aux enfants les moins doués, en direction des C.e.t., des classes « préprofessionnelles de niveau » et « préparatoires à l'apprentissage », et des centres de formation des apprentis chers au sieur Royer. En bon français, cela signifie que les plus faibles seront éjectés sans aucun recours, le redoublement étant supprimé.

Passons aux autres, et revenons à ces fameux « groupes de niveau », qui constituent la nouveauté principale. Leur efficacité, on l'a dit, n'est plus à démontrer. Ils présentent toutefois un petit inconvénient. L'expérience prouve en effet que les enfants classés « forts » deviennent, dans ce cadre, de plus en plus « forts », tandis que les faibles deviennent de plus en plus faibles. Comment d'ailleurs pourrait-il en aller autrement ? Comment un ensemble médiocre pourrait-il progresser en l'absence de toute « locomotive » ? Aussi est-il clair que, grâce aux groupes de niveau, on recréera ce que l'on prétend avoir supprimé : les filières forte, médiocre et très faible. A cela, certains répondront que les groupes de niveau sont organisés par matière. Ainsi, un gosse peut-il être génial en maths et nul en français, et réciproquement. De la sorte, malgré des groupes de niveau très différenciés, on obtiendrait un niveau général moyen pour la masse des enfants.

C'est là, cependant, une vue de l'esprit. L'expérience prouve que dans le premier cycle, et sauf exception, les « bons élèves » le sont en tout. Aussi les expérimentateurs des niveaux font-ils unanimement observer que, pour être profitable à tous et non pas seulement à une élite, cette méthode doit répondre à deux conditions : d'une part, les disparités entre les enfants ne doivent pas être trop grandes au départ ; d'autre part, on ne doit jamais laisser un élève « décrocher » : on doit, au contraire, dispenser aux plus faibles un enseignement de soutien attentif.

C'est se montrer simplement objectif que d'avancer que ces deux conditions ont peu de chances d'être remplies. D'un côté, l'école primaire livre à l'enseignement secondaire des « produits » complètement hétéroclites : à côté de gosses sachant parfaitement lire et écrire, on trouve des semi-analphabètes, voire des analphabètes. Pour tous ceux-là, dans l'état présent des choses, il n'y a plus rien à faire, ou à peu près. Le système des groupes de niveau ne pourra servir que le jour où l'école primaire, entièrement réformée, livrera des enfants sachant réellement lire, écrire et compter. Les maîtres n'y sont pour rien, mais on est actuellement loin du compte.

On déshabille Pierre...

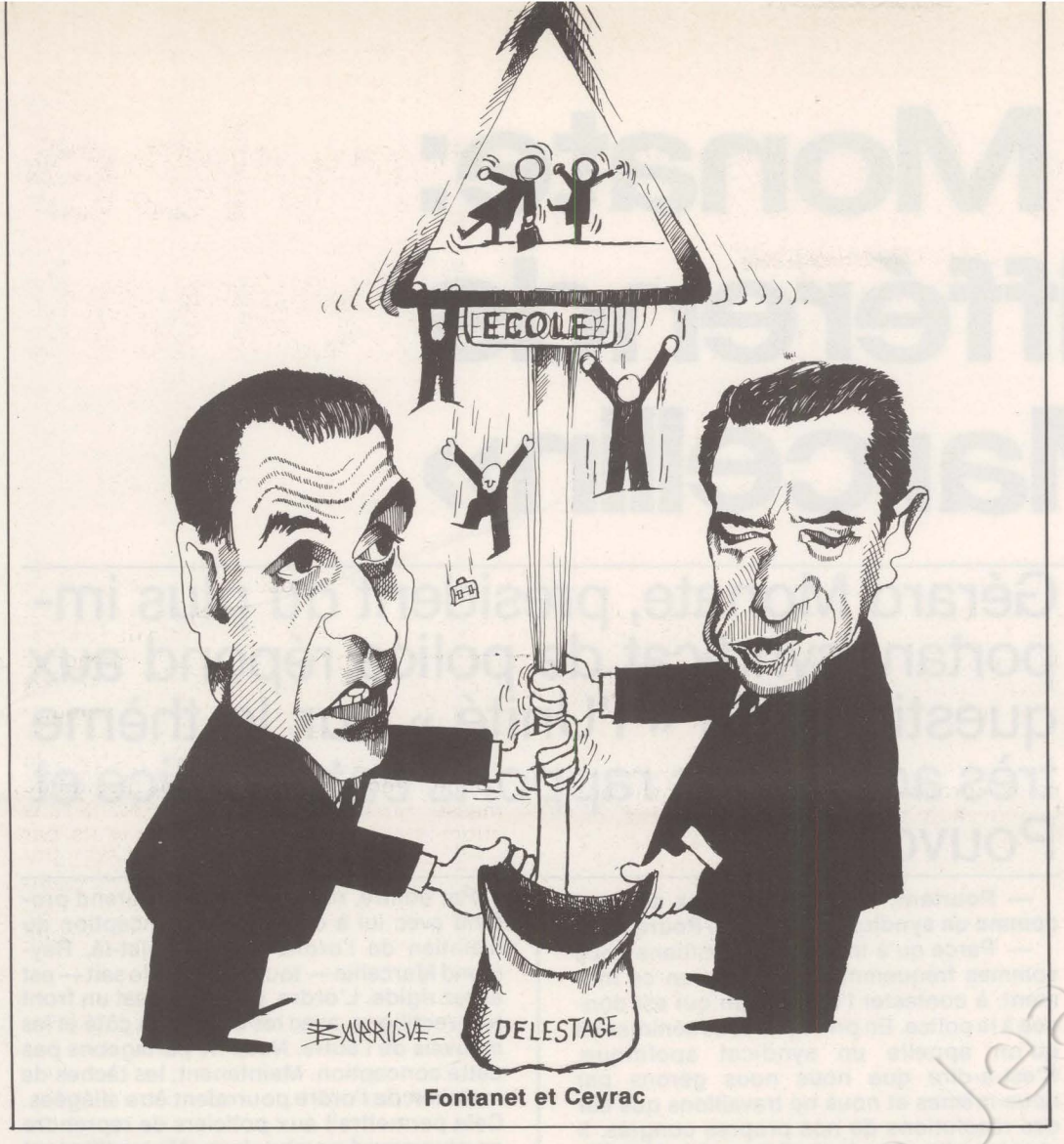
D'autre part, l'enseignement de soutien aux plus faibles ne sera pas dispensé. Que Fontanet vienne pérorer sur le thème des cours de rattrapage ne change rien à l'affaire. Quand on pense qu'un recteur - le recteur Bruche, de Créteil — a cette année perdu sa place pour avoir créé, en sus de ce qu'on lui permettait, cent postes d'auxiliaires pour couvrir des besoins urgents, on est en droit d'écrire que Fontanet se moque de son public. Au reste, s'il croyait le moins du monde à ce qu'il dit, aurait-il prévu ces délicieux « paliers de délestage » en fin de cinquième ? Que sont-ils, sinon la preuve que l'enseignement de soutien sera organisé à la bonne franquette, çà et là, sans résultat de masse. En fait, il sera mis au point sans augmentation des effectifs enseignants, par le simple jeu de l'interdiction des redoublements et grâce à la réduction des programmes et des horaires de toutes les disciplines. Déshabiller Pierre pour habiller Paul, recette éternelle.

Au bout du compte, le premier cycle Fontanet risque fort de ressembler à son équivalent actuel. En revanche, le tapage fait autour du tronc commun constitue un dangereux attrape-nigauds. Gageons que le ministre ne manquera pas de faire valoir, à l'occasion, qu'il a repris une « grande idée de la gauche » alors qu'il l'aura entièrement travestie. Le problème, pour lui, était d'assurer aux moindres frais, et sous des dehors nouveaux, la mise à l'écart rapide de la masse des futurs O.s. de l'industrie. En ce sens, sa réforme est un chef-d'œuvre. Car il est vrai que le coût du premier cycle devrait baisser, ne serait-ce que parce que les certifiés, « cher payés » et devant dix-huit heures de cours, seront remplacés par des enseignants bivalents, moins payés et assurant leur bonne vingtaine d'heures, sinon plus.

Economies d'abord ! C'est là un souci qui transparaît aussi de façon évidente dans le second volet de la réforme Fontanet, qui concerne aussi bien le second cycle du secondaire que l'admission dans l'enseignement supérieur.

Pour comprendre à la fois les buts et les moyens des mesures annoncées, un petit détour s'impose : quelles critiques adresse-t-on, actuellement, dans les mileux gouvernementaux et patronaux, à la situation présente ?

Première plainte : il y a trop d'étudiants en lettres. Le débouché principal de ces études étant, dit-on, le professorat et les besoins en enseignants diminuant — paraît-il... — on est en présence d'une masse d'étudiants qui, diplômés, ne trouveront pas d'emploi. On verse une larme de crocodile sur leur triste sort, mais on redoute surtout leur mécontentement et on pleure sur tout le bel argent perdu ainsi. Deuxième grief, on reproche aux étudiants en sciences, assez nombreux, d'être trop tournés vers les études abstraites et la recherche scientifique, alors que le patronat veut « du concret », c'est-à-dire des employés rentables. Enfin, on reproche à l'Université en général le lancinant problème des interruptions d'études : pour cent bacheliers qui s'inscrivent en faculté, 50 % à peine en sortent munis d'une « peau d'âne » universitaire ; les autres disparaissent en cours de route, soit par échec, soit — pour les filles — par mariage. Et de



Fontanet et Ceyrac

pleurer que cela coûte fort cher pour pas grand-chose.

Tous ces griefs sont, il faut le dire, parfaitement fondés si l'on se place du point de vue des milieux dirigeants. Il n'y a donc pas à s'étonner que, depuis des années, la Ve République cherche à limiter le nombre des étudiants, par des manoeuvres illégales (les mesures Zamansky à Paris-Sciences en 1967) ou semi-légales, comme le concours de seconde année de médecine, depuis 1973. A cet égard, le projet de Fontanet marque une offensive de grande envergure.

Barrage avant l'université

La réforme annoncée s'insère en effet dans tout un contexte visant, d'une part, à mettre la formation professionnelle des étudiants entre les mains du patronat et, d'autre part, à séparer l'enseignement supérieur de la recherche. Le second de ces desseins est servi par l'« autonomie » des universités, qui devrait permettre de créer des établissements d'élite — ouverts à la recherche — à côté d'établissements de masse. Il est également favorisé par la tendance actuelle à la croissance de l'horaire d'enseignement des professeurs du supérieur au détriment de leur temps de recherche. C'est d'ailleurs contre ces tentatives que le Snesup a lancé lundi une semaine d'action. Quant au premier but, il est matérialisé par le développement des Instituts universitaires de technologie, sortes de super-lycées ultra-spécialisés, à la dévotion du patronat, tandis que les universités se voient refuser le droit de créer des enseignements d'application : alors que notre pays manque d'ingénieurs et qu'elles pourraient en former des quantités de la meilleure qualité, elles n'en ont pas le droit.

Cette volonté farouche de privatiser la formation professionnelle, tout en diminuant le nombre des étudiants, se retrouve tout entière dans la principale mesure de la réforme Fontanet du second cycle : la modification complète du baccalauréat.

Traditionnellement, celui-ci est le premier grade de l'enseignement supérieur. D'un trait de plume, Fontanet entend supprimer cette disposition. Désormais, ne pourront entrer dans une université que les étudiants ayant obtenu, dans des matières définies — et variables selon les études envisagées — des notes au moins égales à un minimum fixé par décret et éventuellement, au gré de chaque université, supérieures à ce minimum — toujours les universités d'élite... Quant à la masse des bacheliers, elle aura droit à une « formation professionnelle » d'un an maximum (!) sur le modèle de la « formation professionnelle des adultes », donc sous contrôle patronal. En d'autres termes, le baccalauréat — qui sera largement octroyé, comme on pense — jouera le rôle d'un super B.e.p.c.

Le but de la manoeuvre est visible comme le Sacré-Coeur : alors que le nombre des étudiants stagne depuis l'an passé, il devrait brutalement diminuer. Par contrecoup, le nombre des élèves entrant dans les filières secondaires menant aux universités (le second cycle « classique ») devrait lui aussi diminuer brutalement.

C'est bien, en effet, le but recherché. Et, pour le cas où les gens n'auraient pas compris, Fontanet a annoncé une mesure complémentaire. Actuellement, à côté de la section C (scientifique), il existe des sections D et surtout A et B où il est facile d'entrer — tout est relatif... — et dont on peut sortir assez aisément, bac en poche. Ce sont elles qui alimentent les études supérieures littéraires. Pour tarir cette source, Fontanet a annoncé que les sections, ramenées à trois (A, littéraire ; B, économique ; C, scientifique) seraient rééquilibrées par insertion d'un programme minimum de maths dans les deux premières et restriction de la dose de maths dans la troisième, la classe de seconde étant par ailleurs commune aux trois sections. De la sorte, l'accès à une seconde

Fontanet et le C.n.p.f. ont mis au jour une réforme qui consacre l'ère de la sélection.

de lycée classique sera rendu plus difficile qu'actuellement.

Mais, cette porte se refermant, que fera-t-on donc des élèves parvenus, à travers la sélection, à la fin de la classe de troisième ? Actuellement, quatre possibilités sont « offertes aux familles » — en fait, c'est le conseil scolaire d'orientation qui décide : soit la « vie active », c'est-à-dire l'éjection d'un jeune sans formation sur le marché du travail ; soit le « technique court » (en C.e.t.), qui progresse à un rythme que le Pouvoir estime satisfaisant ; soit le « technique long », menant à un baccalauréat de technicien : ce technique long est l'objet d'une « campagne de promotion » de la part du ministère, mais il demeure peu populaire, parce qu'à études de temps et de difficultés comparables, il mène à des carrières qui sont moins rémunérées que les études « classiques », et cependant très limitées et pour cela sujettes à de très fortes variations du taux d'emploi ; soit, enfin, le « classique ».

Dans cet éventail, on imagine assez bien ce que sera l'effet de la brutale fermeture du second cycle classique : les C.e.t. étant pleins et la « vie active » une solution très restreinte, on déversera sur le technique long les rebuts du « classique ». C'est une manière de promotion d'autant plus curieuse qu'on retrouvera ainsi dans le technique long des élèves « particulièrement adaptés » à cet enseignement : les littéraires dont le lycée classique ne voudra plus

Au bout du compte, on voit fort bien à quoi tend tout cela. D'abord à réduire drastiquement le coût de l'enseignement supérieur, à en faire un lieu d'enseignement au sens le plus pauvre du mot ; d'autre part, il s'agit de remplir, de gré ou de force, et n'importe comment, l'enseignement technique. Quant à la formation professionnelle, elle est abandonnée au patronat, qui la dispensera, avec des fonds venus de l'Etat, à court terme et au mieux de ses intérêts du moment. Les besoins réels de la population, les aspirations des jeunes, Fontanet s'en moque entièrement : on est entré dans l'ère de la sélection à outrance.

Tout cela, cependant, a son revers. Ne parlons pas de l'aberration que constituent le numerus clausus dans les universités, l'entrée de force d'élèves dans le technique... Simplement, le vieux système avait, pour le Pouvoir, un bon côté : à grands frais, il rejetait par l'échec une masse de jeunes hors des études. Au moins pouvait-on leur dire qu'on leur avait donné leur chance et qu'ils n'en avaient pas tiré parti. Ils « intériorisaient » leur échec. Or, rien n'est plus précieux à un gouvernement de vile bourgeoisie que l'humiliation de ses sujets. Maintenant qu'on interdira aux jeunes l'accès d'études qu'ils auraient voulu tenter, ils pourront toujours se dire qu'ils ne sont rien de plus parce qu'on les en a injustement empêchés. Et le sentiment de l'injustice est l'un de ceux qui met le plus la rage au coeur...

JEAN-PIERRE MOULINS

Gérard Monate: «Nos différends avec Marcellin»

Gérard Monate, président du plus important syndicat de police, répond aux questions de « l'Unité » sur le thème très actuel des rapports entre police et Pouvoir.

L'UNITE : «Quelle force représente la Fédération autonome dans la police ?

GERARD MONATE(1) : Aux derniers résultats des commissions administratives paritaires, en mars 1973, nous avons recueilli 73 % à 74 % des voix dans les collèges des gradés et gardiens. C'est donc un pourcentage intéressant. Sur l'effectif syndiqué, pour 72 000 agents de police, du simple gardien à l'officier, nous en comptons 49 500, membres de notre syndicat. Il est bien entendu que nous rayonnons sur les trois grands corps de police, c'est-à-dire les Compagnies républicaines de sécurité, ce que l'on appelle les corps urbains de province, et la préfecture de police. Sans oublier les fonctionnaires qui n'ont pas un statut de policier mais qui travaillent avec nous : par exemple, les cuisiniers de C.r.s.

— Politiquement, où situez-vous la Fédération autonome, notamment par rapport aux grands syndicats confédérés ?

— Il faut le dire d'abord : notre autonomie n'est pas dirigée contre les confédérations. Les plus gros syndicats de notre organisation proviennent en fait de la C.g.t. Ils sont devenus autonomes lors des grandes scissions du mouvement syndical.

Cette autonomie nous a permis de conserver un taux de syndicalisation extrêmement important, l'un des plus élevés de France. Notre autonomie implique bien sûr que chez nous on retrouve des gens de toutes tendances : de l'extrême gauche, mais pas à l'extrême droite, ces convaincus préférant se regrouper dans les syndicats marqués politiquement à droite. Mais, en dehors de ceux-là, on retrouve chez nous des gens de toutes obédiences, de toute volonté, et surtout beaucoup de gens de la majorité silencieuse : des camarades qui ne militent pas, qui ont leur opinion, mais qui n'en font pas état.

— Pourtant, vous apparaissez souvent comme un syndicat de gauche. Pourquoi ?

— Parce qu'à travers nos positions nous sommes fréquemment amenés, en ce moment, à contester l'orientation qui est donnée à la police. En principe, nous sommes ce qu'on appelle un syndicat apolitique. C'est-à-dire que nous nous gérons par nous-mêmes et nous ne travaillons que sur des résolutions de nos propres congrès. Il n'y a pas d'incidence extérieure à notre définition personnelle.

— Que pensez-vous de Raymond Marcellin, comme responsable de l'administration de la police, et comme ministre de l'Intérieur ?

— Comme responsable de l'administration de la police, il est en place depuis longtemps, depuis mai 1968. Il est évident qu'un ministre qui reste longtemps à son poste a plus de possibilités pour réaliser des programmes. Sur le plan de la revendication des fonctionnaires de police, nous reconnaissons qu'il a été un ministre efficace. Grâce à lui, nous avons obtenu certaines révisions indiciaires, certaines améliorations indemnitaires, le renforcement des effectifs. Sur ce plan-là, disons que nos contacts syndicaux avec Marcellin auront été relativement productifs, bien qu'orageux.

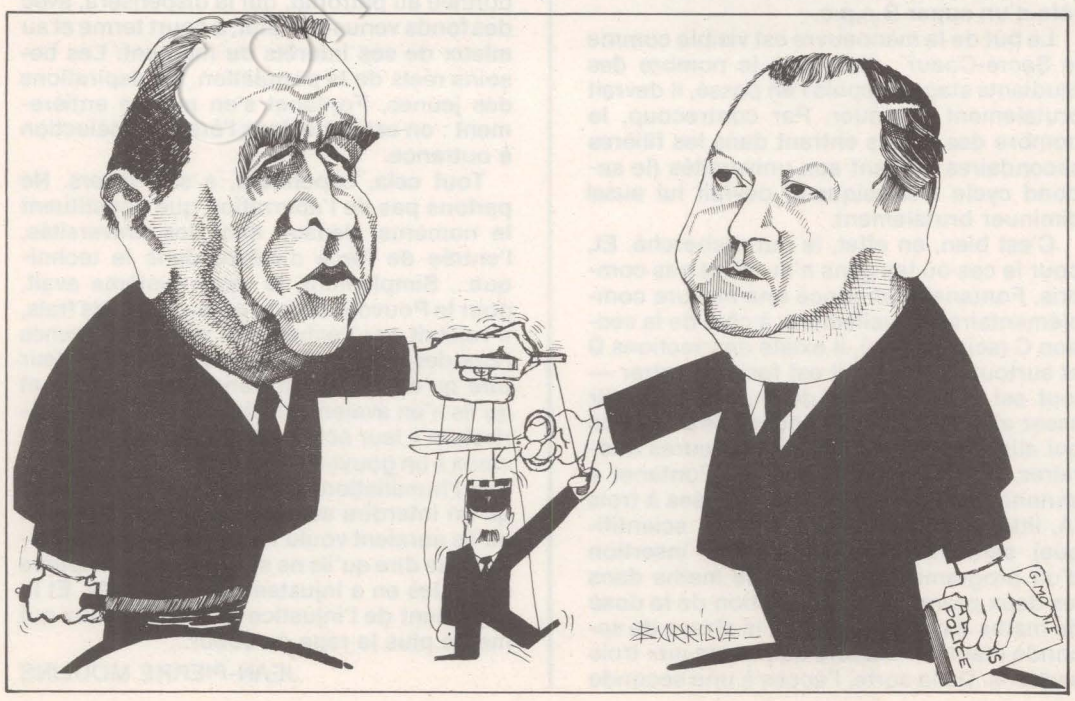
Par contre, nous avons un différend profond avec lui à cause de sa conception du maintien de l'ordre. Sur ce sujet-là, Raymond Marcellin — tout le monde le sait — est assez rigide. L'ordre, pour lui, c'est un front très rectiligne, avec les bons d'un côté et les mauvais de l'autre. Nous ne partageons pas cette conception. Maintenant, les tâches de maintien de l'ordre pourraient être allégées. Cela permettrait aux policiers de reprendre en plus grand nombre leur rôle traditionnel de gardiens de la voie publique. Mais il n'y a rien à faire. Marcellin préfère utiliser des forces de l'ordre en temps que forces répressives.

— Vous estimez qu'il y a là un abandon de la conception républicaine de la police ?

— En fait, c'est surtout un abandon vis-à-vis du citoyen. D'un côté, on rassemble des forces de police sur des secteurs très localisés. De l'autre, on abandonne des secteurs entiers, notamment dans les villes et ce qu'on peut appeler les grandes banlieues. Au Quartier latin, les gens pensent qu'ils ont à faire à un régime policier. Par contre, les habitants de la périphérie de Paris, face aux agressions incessantes, se demandent ce que fait la police. C'est tout le contexte contre lequel nous nous battons en ce moment.

— Un syndicaliste de la C.f.d.t.-Police vient d'être révoqué. Comment analysez-vous cette décision ?

— Je crois qu'il y a là une tentative d'intimidation. Jean-Louis Breton était un fonctionnaire encore en activité, c'est-à-dire qu'il n'était pas détaché syndical. Il a donc été frappé dans son service. Une mise en garde on ne peut plus claire. Bien sûr, il reste à savoir pourquoi c'est Breton qui a pris la parole au lieu d'un syndicaliste détaché. Mais cela ne regarde en fait que la C.f.d.t. Il en résulte, malgré tout, deux points essentiels concernant la liberté d'expression. Breton a pris la parole au cours d'une assemblée générale de Lip. D'après ce que j'ai pu lire dans la presse, ses propos n'ont jamais excédé les théories de son organisation syndicale. Voilà pourquoi nous considérons que c'est une atteinte à la liberté d'expression et, au-delà même, à la liberté d'opinion. Nous nous sommes sentis immédiatement solidaires de la C.f.d.t. et de Jean-Louis Breton. La liberté d'expression a été fermement définie par un arrêté du Conseil d'Etat du 25 mai 1966 sur l'affaire Rouve. Il a été dit que les obligations de réserve ne pouvaient



Pierre Mendès France: Pour une économie au service de l'homme

Cassandre est de retour. Après une première sortie de reconnaissance l'autre semaine sur le petit écran — à Italiques — Pierre Mendès France a retrouvé mercredi le grand public de la télévision lors de son duel avec Michel Debré à l'émission Les trois vérités.

Des vérités sévères à l'égard du régime, Mendès France en a dit plus de trois... Cela n'a étonné personne, et surtout pas Debré, qui n'avait pas oublié comment l'ancien président du Conseil l'avait mis en difficulté en 1965, lors d'un mémorable affrontement de trois fois une heure et demie sur l'antenne d'un poste périphérique.

Le sujet du débat de mercredi, il est vrai, convenait à merveille à l'ancien chef du gouvernement : « La France et ses difficultés économiques : faut-il avoir peur de l'avenir ? » D'abord, parce qu'on était là en pleine actualité, et que celle-ci ne servait pas particulièrement son adversaire. Et surtout parce que ce thème ne pouvait que ramener Mendès France à l'idée qui lui est chère : les Français ne peuvent avoir « peur » de l'avenir que si on les décourage d'être de vrais citoyens ; c'est-à-dire des hommes et femmes informés dans tous les domaines, économique notamment. D'où l'importance que revêt la publication, par Mendès France et Gabriel Ardant — l'ancien commissaire général à la Productivité — de leur ouvrage « Science économique et lucidité politique ». Ce livre qu'ils viennent de publier dans la collection Idées des éditions Gallimard, est en même temps un ouvrage à thèse et l'un des meilleurs manuels de pédagogie économique que l'on puisse imaginer.

La première partie du livre est centrée sur la « révolution keynésienne ». On sait que les idées de Keynes, économiste britannique dont l'œuvre majeure (« La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie ») est parue en 1937, ont profondément modifié la manière d'aborder les problèmes économiques dans les pays capitalistes, et pour une moindre part dans les pays socialistes.

Les analyses de Keynes, replacées dans leur contexte historique sont confrontées à l'expérience, par Mendès France et Ardant. Double ou triple expérience ; tout d'abord, les auteurs soulignent l'inefficacité, voire l'aveuglement, des politiques mises en œuvre avant Keynes ou sans tenir compte de son apport : les politiques de déflation appliquées en Grande-Bretagne après la Première Guerre mondiale, par Brüning en Allemagne, par Laval en France.



Ils montrent comment ces politiques, fondées sur les théories de l'économie libérale ont conduit à des catastrophes. A l'opposé de ces exemples, Mendès France et Ardant évoquent la politique britannique après 1931, celle menée aux Etats-Unis par Roosevelt, et même celle dirigée par Schacht en Allemagne nazie. Dans tous ces cas, une action volontariste de l'Etat parvint à remonter la pente du chômage et de la dépression économique.

Troisième démonstration : la situation actuelle ; la plupart des gouvernements des pays capitalistes ont tiré profit de l'apport keynésien, ce qui leur a permis d'éviter de trop grandes crises et les taux démesurés de chômage connus entre les deux guerres. Les pays « occidentaux » en sont maintenant à ce que Mendès France et Ardant appellent « l'état pâteux de l'économie » entre le chômage et le plein emploi. Cet état caractérisé par un taux de croissance rapide s'accompagne d'une hausse des prix dont on ne voit pas la fin.

Les auteurs proposent une première explication à ce phénomène : l'absence de limite à la dégradation possible des monnaies. Ils préconisent donc le retour à des monnaies « gagées » et suggèrent que le gage soit constitué par un ensemble de matières premières.

Plus généralement, ils considèrent qu'il conviendrait de favoriser la mobilité de l'emploi et de « s'engager sur la voie d'une politique des revenus ». Ils notent à cet égard : « Paradoxalement, une économie de type totalement ou partiellement « capitaliste » ne peut fonctionner d'une façon satisfaisante que dans une société où les travailleurs ont le sentiment ou l'espoir de voir se réaliser progressivement leurs principales aspirations. Ce n'est pas le cas en France ».

La seconde partie de l'ouvrage traite du « problème du choix » en matière économique. Les principales solutions (libérales, collectivistes) y sont analysées par rapport au problème de l'intérêt général. Les questions fondamentales de la nécessité de la concurrence, des nationalisations, de la signification de la fiscalité y sont exposées sans détour. « On en vient, écrivent les auteurs, à se demander si, paradoxalement, le recours à des principes socialistes n'est pas nécessaire à la mise sur pied d'une économie vraiment libérale ».

Après un utile rappel de l'évolution de la pensée économique en U.r.s.s. et dans les pays de l'Est, Mendès France et Ardant abordent la planification. On connaît les faveurs nourries depuis longtemps par Mendès France pour le Plan. Les explications et les analyses données ici confirment la richesse potentielle que contient l'instrument : il conduit à la cohérence des actions économiques, il devrait permettre aux citoyens de choisir leur destin en connaissance de cause. Mais, pour que le Plan remplisse son rôle, il faut qu'il soit réellement démocratique : « Le Plan ne peut réussir que s'il a la confiance des masses, si elles savent qu'il a été arrêté par elles et que son objet est de réaliser leurs besoins. Ce facteur de confiance est indispensable à son succès ». Chacun sait que ces conditions sont loin d'être remplies dans la France actuelle.

La conclusion de l'ouvrage est sévère pour le capitalisme et pour « la quête du profit qui ne s'accompagne pas de la recherche de l'intérêt général ». Mendès France et Ardant terminent en plaidant pour une véritable éducation économique du citoyen. Davantage destiné au grand public qu'aux « économistes distingués », leur livre permettra à beaucoup, sinon de devenir des acteurs du jeu économique — le système en place s'y oppose — du moins de comprendre les décisions qu'on prend à notre place. Et de les juger.

D. S.

pas s'appliquer à un policier syndicaliste. Sinon, autant vider de son sens le droit syndical qui nous est reconnu par la loi.

La révocation de Jean-Louis Breton soulève aussi un problème constitutionnel. Dans la Constitution française, il est dit que tout citoyen a le droit d'adhérer au syndicat de son choix. Donc un policier a le droit d'adhérer à l'organisation syndicale qui lui plaît. Et, bien sûr, aux confédérations ouvrières. Nous estimons qu'il a non seulement le droit, mais le devoir d'exposer et de défendre les théories de sa confédération. Or, Jean-Louis Breton n'a pas été au-delà, il n'a rien fait d'autre, quand il a parlé de cogestion dans la police : ce sont les thèses de la C.f.d.t.

A cause de ces deux points-là, le Conseil d'Etat ne pourra que casser ou annuler la décision de révocation de ce policier. Seulement, c'est une affaire de 3 ou 4 ans. Et, pendant ce temps-là, l'administration aura marqué des points.

— Après le voyage du Premier ministre en Bretagne, « l'Unité syndicale », votre journal, a publié un article pour dénoncer la présence de polices parallèles autour de lui. Pourtant, on a toujours entendu Georges Pompidou jurer que les polices parallèles n'existaient pas ?

— Elles n'existent pas au sens que personne ne les connaît officiellement. On ignore la force qu'elles représentent. On ne sait pas comment elles sont contrôlées, on ignore qui les dirige. C'est le danger de cette police-là. J'utilise souvent une image que l'on me reproche : je dis qu'il ne faut pas oublier que dans l'Allemagne hitlérienne, très rapidement, la police de tradition a dû céder le pas aux sections spéciales. Laisser ces groupements s'organiser comme ils le sont maintenant et voir que, de plus en plus, ils tentent de prendre le pas sur la police officielle, notamment dans la protection des membres du gouvernement, je crois qu'il s'agit là d'un danger grave. C'est tout au moins une orientation qui ne nous va pas du tout. Il y a une police nationale. C'est à elle de remplir ces tâches-là. Nous sommes, nous, contrôlés. Eventuellement, le Parlement peut savoir ce que nous sommes, quels sont nos effectifs. On peut connaître le traitement que nous recevons. Alors que tout, dans ces polices parallèles, reste très obscur. Leur recrutement, surtout, nous apparaît pour le moins équivoque. On ne sait pas ce que ces gens-là sont capables de faire à un moment donné.

— Vous annoncez une vaste campagne de dénonciation contre eux. De dénonciation seulement ?

— Dans ce domaine, ce n'est pas la police, seule, qui pourra faire quelque chose. C'est le législateur d'abord qui est intéressé. Et, en premier lieu, le président de la République, garant de la Constitution. Il y a des lois, des prises de position très nettes qui interdisent la constitution de ces groupements armés incontrôlés et incontrôlables. Il nous faut déjà les dénoncer. Et, le jour où nous serons trop fatigués, refuser qu'ils soient mélangés à nos rangs, comme cela s'est passé récemment.

La police, c'est une organisation très importante dans une démocratie. Et pour avoir une bonne police, il faut faire une bonne politique. Ce n'est un mystère pour personne. »

Propos recueillis par
CHRISTINE COTTIN

---

(1) Gérard Monate vient de publier « Questions à la police » aux Editions Stock.

changer la vie culturelle

Cinéma

UNE JOLIE PARTIE DE FLIPPER

Le jour où, terrorisé, le kangourou du dessinateur Tex Avery se réfugia dans sa propre poche, on sut que la révolution était faite dans le film d'animation et que l'ère Walt Disney avait pris fin. Absurde, sadisme, irrespect, désormais tout était possible. Tout sauf la « gentillesse » dont Disney ne pouvait plus s'arracher que par éclairs, comme dans le rêve de « Dumbo » — il est vrai que c'est Dali qui avait écrit cette séquence... Plusieurs festivals sur grand écran et une série télévisée de la 3e chaîne témoignent actuellement de l'histoire de cette évolution survenue dans le contenu du dessin animé (Avery, Lantz, l'école Warner Bros). Et, ultérieurement, dans sa forme, avec les « Mac Boing-Boing » de Cannon ou les « Magoo » de Bosustow.

D'où une valorisation nouvelle du dessin animé, qui va s'arracher le plus souvent possible à l'enfer du simple « complément de programme », pour se hisser au rang de film principal — sans que, pour autant, les courts métrages disparaissent ou cessent d'intéresser les meilleurs dessinateurs : voir par exemple ceux de Mose, de Wolinski (en 1re partie de « Salut l'artiste ») ou le canadien « Balablok » (en 1ère partie de « Taureau »). Et, surtout, valorisation qui éloigne le dessin animé des goûts des enfants — tels du moins que les producteurs les imaginent — pour le diriger vers le public adulte. Naquit ainsi « Le sous-marin jaune » de Dunning. En France, il y a 7 ans, « Le théâtre de M. et Mme Kabal », de Walerian Borowczyk — remarquable, mais sans doute venu trop tôt — et, l'an dernier, l'admirable « Planète sauvage » de Topor et Laloux. Aux Etats-Unis, le « Fritz the cat » de Ralph Bakshi, que « l'Unité », à sa sortie, salua comme il le méritait *(voir notre numéro du 24 novembre 1972)*.

C'est justement à Bakshi qu'on doit l'étape supplémentaire franchie aujourd'hui avec « Flipper City ». Tout particulièrement grâce au mélange dessin-personnages (ou décor) réels, certes déjà utilisé mais jamais avec cette crédibilité et cette force de suggestion qui écartèlent ici le spectateur entre le réel et l'irréel. Cela ne contribue pas peu à la qualité du récit quasi autobiographique que Bakshi nous donne d'une adolescence à Brooklyn-Brownsville, l'un des ghettos de New York, entre un père archi-italien, une mère hyper-juive et une Noire bagarreuse. Moins directement politique que « Fritz » — et parfois un peu longuet — ce « commentaire social » qu'est « Flipper City » nous en dit pourtant beaucoup plus que cent autres films sur les marginaux des bas-fonds d'une société « développée » et sur l'infinie cruauté de la Ville.

S.R.



Chanson

PAULINE LA SUPERBE

Cette femme est une tempête, un déluge. Elle vous assène ses mots comme des gifles de vent. Un vent venu du Québec, bien sûr. A côté d'elle, Félix Leclerc est un doux zéphir.

Pauline Julien — actuellement au Théâtre de la Ville — n'est comparable à personne. Elle n'a pas le sussurement vulgaire des chanteuses veloutées. Pauline Julien est une femme secouée de révoltes féminines et d'espoirs enfantins. Une fille de la déchirure québécoise. Une rebelle adulte qui aime à semer le désordre généreux dans les palais de l'ordre établi. Une tragédienne de Montréal aux cris lumineux. Pauline Julien est belle et changeante comme la naissance d'un jour, comme la source d'un fleuve. Elle fait de son pays — le Québec — un étendard fier et impérieux qui apostrophe les hommes : « Croyez-vous qu'il soit possible d'inventer un monde où il n'y aurait plus d'étrangers ? » Elle tonitrue : « Je ne voudrais pas mourir avant d'avoir vu l'avenir ! » Sa voix n'est pas prudente. Elle trouble. Comme troublent ses yeux gais. Comme trouble sa crinière aventureuse. Comme trouble cette goutte de sueur perlant entre les seins. Ainsi doit naître le fleuve Saint-Laurent...

Que dire de plus ? Sinon d'aller lui voler un peu de sa joie de vivre. Sinon d'écouter « Suite québécoise » (C.b.s.), ses « Grands succès » (C.b.s.) ou « Pour mon plaisir » (Decca). Sinon que, pour un soir, je me suis cru natif de Trois-Rivières : miracle d'émotion où la bouche d'une femme vous donne le goût d'un continent.

J.-P. L.

Télévision

DES MONSTRES ET DES PUCES

Enfin, voici les monstres ! Pour la première fois dans son histoire, l'O.r.t.f. lève l'interdit informulé qu'il jetait sur le cinéma fantastique : le Ciné-club de la 2e chaîne programme un cycle qui s'est ouvert dimanche avec les brumeuses chasses à l'homme du « Comte Zaroff », de Schoedsack. Suivront, du même auteur, l'admirable roman d'amour qu'est « King Kong » (le 27). Puis « La fiancée de Frankenstein », « La marque du vampire », « La nuit du chasseur » et « Rendez-vous avec la peur ». C'est-à-dire le deuxième « âge d'or » du fantastique, l'école anglo-saxonne — moins chargée certes de résonances métaphysiques et politiques que l'école allemande du prénazisme des années vingt, mais esthètiquement aussi riche et aussi audacieuse.

C'est l'occasion de donner un coup de chapeau à l'équipe de Ciné-club, qui vient de réhabiliter à juste titre King Vidor et de nous redonner deux remarquables Buster Keaton (« Le cameraman » et « Le soupirant »). Un souhait, pourtant : que l'on ne nous redonne plus des copies aussi scandaleusement mutilées que celle du « Caméraman » — l'O.r.t.f. se procurerait-il ses films au marché aux puces ?

CAPITALISME: L'ART D'UTILISER LES CRISES



Le patronat et l'Etat vont utiliser la crise pour tenter de régler des problèmes fondamentaux. Leur solution passe inévitablement par une exploitation plus féroce de l'ensemble des salariés.

Samedi 19 janvier à 20 h, en prenant la parole à la télévision, Valéry Giscard d'Estaing a inquiété quelques millions de Français. Et a permis à quelques milliers d'autres de passer une excellente soirée. Ceux qui, la veille, avaient été donneurs d'ordre pour acheter de l'or. A la Bourse de Paris, pour la seule journée de vendredi, le volume des transactions a atteint 58,5 millions. Le napoléon augmentant de 18,8 %, le kilo d'or en barre de 11,4 %. Pour les acheteurs des 140 000 napoléons qui ont changé de mains ce jour-là, l'annonce de la flottation du franc laissait espérer de belles plus-values. Il leur suffisait d'attendre le lundi. Et, ce jour-là, l'or montait encore de 27 %. La « prime à la dévaluation », en quelque sorte. Car en même temps, le franc baissait de 5 %. Il en est de même pour la « crise » qui secoue l'économie capitaliste en général — et la française en particulier. Il n'y a pas que des perdants. Mais, à l'inverse des loteries, ici ce sont toujours les mêmes qui gagnent.

La hausse des matières premières qui, tout au long de 1973, a chauffé les feux de l'inflation n'est, pas plus que celle du pétrole, la seule cause des cris d'alarme et des inquiétudes qui secouent « l'économie libérale ». L'une et l'autre — de même nature — sont venues se greffer sur la poussée inflationniste qui, partie du pays dominant le système (les Etats-Unis) s'est étendue à l'ensemble. D'année en année, dans les périodes d'expansion tout comme dans celles de récession, l'inflation s'est poursuivie. Tantôt « acceptable », tantôt démentielle — l'exemple brésilien est connu. En France, les premiers symptômes de la crise furent traités par le mépris. Le développement de l'économie, son rythme et ses buts ne pouvaient pas ne pas avoir de réactions sur le style de vie. Pourtant, face aux critiques qui s'élevaient, Georges Pompidou, évoquant, en novembre 1971, dans un discours à l'Unesco, la « société désaccordée et mise en cause », affirmait avec un bel aplomb : « La question, à mon sens, n'est ni économique ni politique. Elle est morale et métaphysique ». Deux ans après, on serait presque tenté de regretter qu'il n'ait pas eu raison...

Car sous-tendant le problème de civilisation, des mots — et des phénomènes — plus complexes régissent l'économie. Si, depuis 1968, on parle de « changer la vie », c'est que la vie que nous impose l'économie capitaliste est ressentie comme par trop mutilante. Et, en même temps que les uns parlaient de la dégradation du mode de vie, les économistes parlaient d'inflation inguérissable, de ralentissement de la croissance, le mélange des deux phénomènes ayant été baptisé stagflation. Cette crise, un peu trop vite appelée crise de civilisation, se manifestait de diverses manières :

— La crise du système monétaire international, couvrant la désorganisation des relations monétaires, la spéculation, la hausse des prix et l'accélération de l'inflation.

— La multiplication des sociétés multinationales, les concentrations accélérées, l'exacerbation de la concurrence sur le marché international, la menace de guerres commerciales.

— Le ralentissement, sauf pour de brèves périodes, de la croissance de la production ét la progression du chômage.

— La modification des secteurs à fort investissement et la croissance trop faible des dépenses pour les besoins collectifs.

Dans le même temps, les luttes politiques et syndicales se radicalisaient, et une crise idéologique profonde se manifestait.

Pourtant, un mythe surnageait, celui de la croissance. Appuyé sur l'indice du produit national brut, il servait d'argument électoral, de preuve de savoir-faire économique et politique, de thermomètre du bonheur.

Connaissant les possibilités de récupération du capitalisme, sa faculté — en s'appuyant sur la technologie — « d'agrandir le gâteau », nombreux ont été ceux qui, durant deux décennies, se sont endormis en pensant : « Demain, tout ira mieux ». Choqués par les trois derniers mois, les voilà qui, cédant à la dramatisation mise en scène par les gouvernements, déclarent : « Demain, tout ira plus mal ». Ils n'ont pas →

Ambroise Roux: pas mécontent...

Electro-mécanique, télécommunications, travaux publics, câbles, électronique, électricité, électro-ménager, etc : on n'en finirait pas de citer les branches d'industrie où la Compagnie générale d'électricité se situe parmi les firmes du peloton de tête. Entendons-nous, il peut s'agir de la C.g.e. elle-même ou de l'une de ses 80 filiales importantes. Parmi celles-ci, citons Alsthom (électro-mécanique), la Société générale d'entreprise (travaux publics), C.i.t.-Alcatal (télécommunications), les Câbles de Lyon (câbles). Tout cela fait de l'empire C.g.e. l'un des quelques géants industriels que compte la France : un chiffre d'affaires supérieur à 10 milliards de francs en 1972 et un bénéfice net de quelque 222 millions pour cette même année. La C.g.e. est partout dans l'économie française, ou presque.

A la tête de tout cela, un homme : Ambroise Roux. Il faut se méfier de toute personnalisation. Ici, cependant, il n'est pas exagéré de dire que le destin d'Ambroise Roux est lié à celui de la C.g.e. Ce polytechnicien, qui a maintenant dépassé la cinquantaine, s'est retrouvé en 1955 directeur général de la C.g.e. aux côtés de Jean-Marie Louvel, dont il avait été auparavant directeur de cabinet du temps où celui-ci était ministre, député et sénateur du Calvados. Lorsque Louvel disparaît en 1970, Ambroise Roux est appelé à lui succéder à la présidence du conseil d'administration, tout en conservant la direction générale du groupe. Il devient officiellement le véritable patron.

Stratège industriel, il aura réussi de beaux « coups ». L'un des meilleurs a sans doute consisté à orienter la C.g.e. vers le développement du nucléaire.

Souvenons-nous : en 1971, Ambroise Roux débat « à armes égales » en face de Sicco Mansholt sur la croissance. Le P.d.g. de la C.g.e. est d'un optimisme démesuré : l'énergie nucléaire permet de faire face à l'avenir, affirme-t-il. Cette formule est en tout cas vérifiée pour la C.g.e., qui a de confortables profits en perspective depuis que le gouvernement a retenu la filière nucléaire à eau bouillante de General Electric, dont la C.g.e. détient la licence. Autant de raisons pour Ambroise Roux de ne pas être mécontent de la crise actuelle.

Tout ne sourit cependant pas toujours au patron de la C.g.e. Sur le plan social, il y eu le Joint français, il y a aujourd'hui les Câbles de Lyon : deux filiales qui posent des problèmes. En matière industrielle, également, Roux n'a pas eu beaucoup de chance en opérant un rapprochement avec Thomson-Brandt en 1969. Incompatibilité d'humeur entre Ambroise Roux et Paul Richard — le président de Thomson — ou difficultés financières... Peu importe, la rupture semble consommée depuis quelques mois.

Mais voici l'autre visage d'Ambroise Roux. C'est le pilier du C.n.p.f., dont il est depuis de nombreuses années le vice-président et le président de la commission économique. Il y est l'un des porte-parole des grandes firmes les plus écoutés. Le social n'est pas son domaine : il refusera d'aller à Grenelle en 1968. Par contre, on le trouvera toujours là pour rappeler à l'ordre le gouvernement lorsque le patronat n'est pas content.

Voilà l'un des personnages qui règnent sur la France et qui, aux yeux de l'opinion, réussissent à faire croire qu'ils n'ont pas le pouvoir. S'ils ne l'ont pas, ils s'en servent.

D.S.



CAPITALISME: L'ART D'UTILISER LES CRISES

→

tort. Mais ils n'ont pas forcément raison. Ils ont raison parce que le patronat et l'Etat vont utiliser — et utilisent déjà — la crise de l'énergie pour tenter de régler des problèmes plus fondamentaux. Et que la solution de ces problèmes passe par une exploitation plus féroce. Ils ont peut-être tort car, perdant confiance en l'avenir promis, bon nombre de gens vont du même coup perdre confiance dans le système qui construisait leur avenir. Nombreux, en effet, sont ceux qui pensent que le capitalisme a bien des défauts mais qu'il sait, mieux que tout autre régime, faire croître les biens matériels ; manquant à la seule tâche « positive » que cette part de l'opinion lui reconnaît, le capitalisme risque fort de se voir dès lors globalement contesté. Devenus « disponibles », ils peuvent, si la gauche sait leur parler, participer aux combats à venir.

La crise, pourtant, n'aura pas des allures de tornade. Elle était prévisible depuis quelques années et mesurable — en dehors des incidents pétroliers — depuis l'été dernier, l'O.c.d.e. pouvant écrire dans ses « Perspectives évonomiques » : « De façon générale, on prévoyait en tout état de cause que l'année 1974 verrait la croissance se ralentir et l'inflation se poursuivra à un rythme rapide ». Cette crise a une cause sur laquelle les gouvernants ont peu de prise : la suraccumulation du capital. Le vocable barbare cache un phénomène relativement simple : la baisse du taux de profit. La suraccumulation étant le capital excédentaire, celui que la plus-value ne peut plus rémunérer, empêchant par là même le système de fonctionner. Ce qui « oblige » le patronat à choisir les secteurs « favorables » et à délaisser les autres, à accroître l'exploitation et l'intensification du travail, à faire appel aux finances publiques et à augmenter les prix. Même si cette hausse favorise la spéculation financière, spéculation d'autant plus forte que les capitaux « excédentaires », c'est-à-dire n'ayant pu se placer nulle part, vont à leur tour entrer dans la danse.

Dans un premier temps, les Etats ont cherché à donner à la crise des médications classiques. La « planification » permettant à l'Etat d'intervenir par — et pour — le secteur privé, favorisant ainsi les concentrations, la mise sur pied de « firmes internationales », la tentative de mettre au point une politique contractuelle des salaires, les freins mis aux dépenses collectives, tout a été essayé. Il s'agissait, pourtant, de réaliser l'impossible. La masse de capitaux excédentaires est telle que c'est la logique du système qui est en cause. Ainsi que son but : le profit.

La crise pétrolière est venue greffer ses effets sur ceux de la crise générale. Elle n'était pas inattendue. Depuis plusieurs années, il était évident que les pays producteurs n'accepteraient pas de laisser en l'état une situation absurde. Les hausses intervenues en 1973 pour toutes les matières premières étaient un autre signe des remises en ordre à venir.

En effet, entre novembre 1972 et novembre 1973, le bois, la laine, le caoutchouc, le cuivre, l'huile de palme, le coton, le phosphate, le zinc ont augmenté de plus de 100 % : 100 % pour le bois, 362 % pour le zinc... Des produits agricoles comme le soja (+ 54 %), le blé (+ 80 %), le maïs (+ 94 %), le cacao (+ 99 %) ont suivi. Or, les Etats-Unis exportent de moins en moins de produits industriels élaborés et de plus en plus de blé, de soja, de coton, de bois. Et ils produisent du pétrole, du charbon. C'est dire si là comme ailleurs le drame est relatif. La hausse du dollar en fournit la meilleure des preuves. Mais surtout, réduite au seul aspect pétrolier, la « crise » risque fort, pour l'historien de l'an 2000, d'apparaître comme un « accident » prévisible, mais absorbé. 1974 étant la date où l'on est passé « d'une situation d'énergie abondante et peu chère à une autre où cette énergie est devenue plus rare et plus onéreuse », pour reprendre la formule stéréotypée qu'emploient tour à tour François Ceyrac, Pierre Messmer et Giscard d'Estaing. Et, sur le plan énergétique, le renchérissement du pétrole apparaissant comme étant le moyen — et le moment — où l'inévitable reconversion a été entreprise. Si pour le premier point il est évident que la réponse est affirmative, pour le second les jugements sont plus nuancés. Il est sûr que les grandes compagnies pétrolières américaines, les membres du cartel tout au moins, qui ont profité de l'occasion pour revaloriser les autres sources d'énergie qu'elles contrôlent — c'est le cas du charbon et du nucléaire — ont vu avec intérêt des secteurs considérés

jusqu'à présent comme non rentables, le devenir. C'est le cas des schistes bitumineux.

Par contre, si tous semblent accepter l'idée de payer le pétrole — et par la même les autres types d'énergie — plus cher, on voit mal quelles sont les compagnies qui, « préparant la renconversion », voudraient investir dans de « nouvelles sources énergétiques ». C'est que les sommes à investir sont énormes, que l'industrie énergétique a une inertie énorme — on compte entre 10 et 15 ans pour qu'un changement entre dans les faits — donc que les bénéfices risquent de se faire attendre et enfin qu'il n'est pas sûr que les recherches entreprises sur l'énergie solaire, l'énergie géothermique, etc. aboutissent rapidement. Alors, les compagnies « abandonnent » à l'Etat le soin de chercher pour elles. Mais il n'est pas évident que celui-ci le fasse.

En effet, les gouvernements et les patrons des pays occidentaux ont vu dans cette crise l'occasion de régler d'autres problèmes que ceux de l'avenir de leurs approvisionnements énergétiques. Sûrs de pouvoir « absorber » la hausse, ils ne semblent pas particulièrement préoccupés par le prochain problème : les énergies de substitution. Pour la France, en particulier, Giscard d'Estaing a fourni dès le 18 décembre son diagnostic devant le Conseil économique et social. La hausse des prix de l'énergie, déclarait-il, « n'implique pas la fin de la croissance économique, mais son redéploiement ». Il ajoutait : « Nul doute, en particulier, que la part des secteurs avancés et notamment des industries de pointe devra être renforcée dans notre économie, cependant que la part d'autres activités devra se réduire ». Depuis, en faisant ses comptes, Giscard d'Estaing a dû s'apercevoir que les choses étaient plus compliquées, qu'il serait difficile d'équilibrer la balance commerciale. Il a donc produit une formule magique : « un treizième mois de travail pour l'exportation ».

Le C.n.p.f. a tardé pour confier à la presse son analyse de la situation. L'attente n'a pas été déçue. La semaine dernière, Ceyrac a doctement parlé de « révolution industrielle » à propos de l'impact de la crise énergétique, voyant dans celle-ci la source d'un nécessaire « redéploiement de notre économie : la stratégie des entreprises doit être commandée par les transferts d'activité des secteurs en déclin vers les secteurs en expansion, ainsi que par la nécessité de combler le déficit de nos échanges extérieurs. » Le parallélisme existant entre les analyses du ministre des Finances et celles du patronat est touchant. Ils nous proposent de « participer », à chaud, à une nouvelle rationalisation industrielle. L'industrialisation, inscrite en lettres d'or dans le VIe Plan, n'ayant été faite jusqu'à présent qu'à petite vitesse, compte tenu des résistances sociales qu'elle provoque, le patronat — et le Pouvoir — en justifiant leur entreprise sous le masque de la nécessité et en laissant planer des menaces sur l'emploi, veulent accélérer le mouvement. C'est-à-dire utiliser la crise que l'on dénonce — la pétrolière — pour en résoudre une autre — celle due aux problèmes de structure propres au capitalisme français. Tout en sachant que l'on ne pourra pas résoudre la véritable crise, celle due à la baisse du taux de profit.

L'histoire des dix dernières années est révélatrice des espoirs actuels du patronat. Et des difficultés du gouvernement. 1963 marque une date. La hausse des prix atteignant 6 % et le commerce intérieur se dégradant, de Gaulle va exiger un plan de stabilisation de Pompidou, alors Premier ministre, et de Giscard d'Estaing, déjà ministre des Finances. De Gaulle disparu, on murmure aujourd'hui que « c'était à leur corps défendant ». Les absents ayant toujours tort... Quoi qu'il en soit, ils appuient fortement sur tous les freins à la fois : limitation du crédit pour réduire la consommation, équilibre budgétaire, « liberté contrôlée » des prix. L'expansion dans l'inflation de la période 1959-1963 fait place à l'austérité et au sous-emploi des capacités de production. Michel Debré, remplaçant Giscard d'Estaing, ne fait pas mieux. La machine s'enraie, la relance se fait attendre, le chômage augmente : Mai 1968 n'est pas loin. Après la « grande secousse », il faudra que les gaullistes règlent leur problème de succession, dévaluent le franc pour retrouver les délices de la croissance. Et de l'inflation. Quatre ans de ce régime et, à nouveau, on parle de freinage. Car la hausse des prix n'a cessé de s'accélérer : 5,5 % en 1971, 6,2 % en 1972 entre 8 et 10 % en 1973 — contre une moyenne annuelle de 3,9 % entre 1962 et 1969. Cette situation, on le sait, n'est pas particulière à la France. Les Etats-Unis, en avance comme il se doit, s'étant offert le luxe de combiner, durant plusieurs années, le ralentissement et l'inflation.

Mais ces dix années ont été marquées par une évolution des structures du capitalisme français. Plus peut-être que dans le passé, le patronat-mendiant a utilisé l'Etat à la fois comme financier et comme instrument de concentration. Si les outils de mesure d'un tel phénomène sont peu nombreux — on connaît le goût du secret du capitalisme moderne, la vogue des statistiques truquées et des études confidentielles, lorsqu'elles ne sont pas tout simplement interdites — quelques chiffres montrent l'ampleur du phénomène. En 1969, déjà, 0,2 % du nombre des entreprises assujetties à l'impôt sur les sociétés réalisaient un bon tiers du chiffre d'affaires total. Pour la seule année 1970, on a compté 223 fusions, dont 51 dans l'alimentation, 43 dans les banques et assurances, 35 dans la chimie. Mais, de 1963 à 1970, 1 600 fusions étaient intervenues. Or les fusions ne sont qu'un aspect des concentrations. Il faudrait pouvoir ajouter au bilan les liens de participation financière noués discrètement. Car la concentration française est surtout financière. En ce qui concerne la restructuration industrielle, il suffit de relire le texte du VIe Plan pour être édifié sur les objectifs convergents de l'Etat et du patronat : « La restructuration de l'appareil productif, engagée vigoureusement au cours du Ve Plan, n'est pas encore achevée. En conséquence seront maintenues, pour la durée du VIe Plan les incitations, notamment fiscales, aux fusions et aux apports partiels d'actifs. »

Le jeu de Giscard

Le modèle choisi lors de l'élaboration de ce Plan, Fifi (physico-financier), est révélateur des intentions du patronat, qui l'adopta sans aucune réticence. Si le Ve Plan était basé sur un certain sous-emploi, donc une moindre expansion, Fifi ne parlait que d'expansion. L'oracle électronique ne reprenait que les mots et les idées traînant depuis quelques années dans les déclarations du patronat. Mais en leur apportant une caution scientifique. C'est-à-dire en légitimant, en définissant comme d'intérêt collectif ce qui n'était que l'intérêt de quelques-uns. Il en est ainsi de la constitution de grands groupes industriels, préconisée par Fifi au nom de la concurrence internationale.

Parallèlement à la concentration industrielle — dont on ne distingue qu'une partie — s'est poursuivie une concentration de type financier sous la houlette des banques privées. De 411 en 1946, le nombre est descendu à 200. Et en même temps leur poids dans l'économie s'est considérablement accru. La Banque de Paris et des Pays-Bas a des participations souvent déterminantes dans l'alimentation, le bâtiment, le papier, l'édition, la chimie, le pétrole et le gaz, la construction électrique et électronique, la sidérurgie, les transports. Sans parler de ses diverses participations dans le secteur bancaire. Au total, Paribas, avec quelque 120 participations dans les grands groupes industriels français, fait figure de leader parmi ses homologues. Pourtant la Banque de Suez, la Banque de l'union parisienne ou la Banque de l'Indochine ne sont pas de simples figurants...

Inutile de préciser que ces concentrations et le contrôle de l'économie par les banques se sont faits sous l'œil bienveillant du gouvernement. De même que l'irruption sur le marché français des firmes étrangères et en particulier des plus grandes d'entre elles, les multinationales, n'a pas pu se faire sans son accord actif. Au fil des années, →

Exploitation de schistes bitumineux au Canada.





Jean Rostand préside le Comité de lecture de la grande collection LIBERTE EGALITE FRATERNITE L'Humanité en Marche

groupant des historiens, écrivains, journalistes, universitaires, responsables syndicalistes, militants politiques de tous les horizons de la pensée et de l'action démocratiques et socialistes.
Quel a été le but exaltant de ces hommes, parfois confrontés entre eux, et soudain unis devant une aspiration commune ?
Présenter sous une forme unique à ce jour une vaste fresque de tous les mouvements révolutionnaires, populaires, démocratiques du monde entier.
La forme ? Chaque volume comprend une préface, une étude, un roman, d'auteurs prestigieux et de personnalités de premier plan.
L'ampleur ?

LES PERIODES HISTORIQUES QUI CHANGERENT LA FRANCE :
1789, 1793, les Trois Glorieuses, la Commune de Paris, le Front populaire.

LES GRANDES ETAPES DE L'HISTOIRE MONDIALE :
l'Amérique latine, l'URSS, la Chine, les Etats-Unis, l'Afrique, etc.

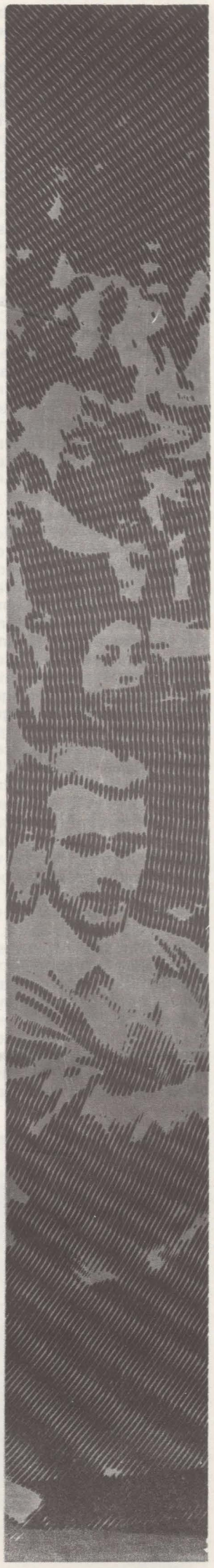
LES THEMES-FORCE QUI MOBILISERENT LE GENIE ET LE COURAGE DES HOMMES :
l'abolition de l'esclavage, la liberté de la presse, l'école démocratique, les conquêtes ouvrières, les résistances à l'oppression, la lutte contre le racisme.

LES PROBLEMES-CLEFS DE LA SOCIETE CONTEMPORAINE :
l'industrialisation, les paysans, la jeunesse, la femme.

Deux cents ans de lutte à travers le monde vers une société plus juste, plus fraternelle, plus pacifique vous permettront de mieux comprendre le présent, d'imaginer l'avenir.
"L'Humanité en Marche - Liberté Egalité Fraternité" vous offre la vision la plus large, la plus objective - puisqu'il s'agit d'une œuvre collective - la plus accessible, la plus vivante de l'histoire du monde démocratique.

Pour tous renseignements s'adresser aux Editions Martinsart, 58 rue des Capucins 41-Romorantin

EPRODIT



CAPITALISME: L'ART D'UTILISER LES CRISES

→

leur poids dans la production française s'est fait plus lourd. Au 1er janvier 1971, elles représentaient, pour l'ensemble du secteur industriel, plus de 16 % du chiffre d'affaires et 17 % de l'investissement productif. Dans certains secteurs, les investissements de ces firmes atteignent 50 % comme dans la construction électrique, 42 % dans le pétrole, 44 % dans le machinisme agricole, 28 % dans la chimie. Et, au premier rang des investisseurs étrangers en France, viennent les Etats-Unis, dont les firmes contrôlent 7,2 % du chiffre d'affaires de l'industrie et 8,2 % des investissements.

Ce bref rappel montre à quel point les structures économiques françaises se sont modifiées ces dernières années. Mais le bilan de ces modifications n'est pas particulièrement exaltant. Si ce n'est pour le patronat. Car si l'on examine les résultats...

▶ Prix et pouvoir d'achat : selon la C.g.t., la hausse a été de 10,6 % d'octobre 1972 à octobre 1973 — c'est-à-dire avant l'augmentation du prix de l'énergie. Il s'agit de la hausse la plus importante depuis 1958 et, pour l'année, seule l'Italie a connu une inflation plus importante. De surcroît, les hausses les plus fortes ont porté sur les produits de première nécessité.

▶ Production industrielle et emploi : le taux de croissance de la production industrielle est passé de plus de 10 % au début 1973 à moins de 6 % pour le dernier trimestre. Dans certains secteurs — comme l'automobile — le taux 1973 serait négatif ou avoisinerait les 2 %, compte tenu des stocks. Quant au chômage, sa mesure réelle est difficile. On estime qu'en moyenne 600 000 personnes n'ont pas de travail alors qu'elles en cherchent un.

▶ Commerce extérieur : si nos exportations ont augmenté de 18,4 % en 1973, nos importations ont également augmenté de 41 %.

Ce dernier point est d'autant plus inquiétant que, pour reprendre une expression chère à Giscard d'Estaing, l'exportation est devenue « le tracteur de la croissance ». Depuis 1958, la part des exportations dans le P.n.b. est passée de 13,3 % à 18,4 %. Et, durant les quatre dernières années, le volume des exportations s'est accru chaque année au rythme moyen de 13,7 %, soit deux fois plus rapidement que le P.n.b. Cette part croissante des exportations dans l'activité économique est allée de pair avec une évolution des produits exportés : l'exportation des biens de consommation ou de biens d'équipement s'est fortement accrue — pour représenter plus de 50 % — tandis que celle de demi-produits ou de matières premières ne progressait que lentement.

Ce phénomène, qui peut apparaître bénéfique en phase d'expansion, prend au contraire un aspect négatif dès lors que les marchés se resserrent et que l'activité se contracte dans la plupart des pays. Chaque pays tend, en effet, à limiter en premier l'importation chez lui de biens de consommation étrangers. Ajoutons à cela les difficultés spécifiques de l'industrie automobile, dont les exportations représentent jusqu'ici environ 12 % du total.

Le forcing à l'exportation, qui a été une des marques de la politique suivie depuis 1969, a provoqué une dépendance accrue de notre économie vis-à-vis de l'étranger. Cela la rend particulièrement vulnérable aux coups de la conjoncture internationale, d'autant que cette évolution s'est accompagnée d'une concentration géographique de nos échanges : plus de 50 % de notre commerce se fait avec les pays de la C.e.e.

En décembre 1973, le gouvernement élabore un premier plan. Pour lui, cela va être le moyen de faire supporter aux salariés le poids de la crise. Et de la leur faire payer. Refusant d'agir sur les prix, Giscard d'Estaing, en bon technicien libéral joue sur la demande : pêle-mêle, on va réduire les dépenses publiques, tenter de réduire les dépenses des ménages, contrôler le crédit. Alors que, durant les premiers mois de 1973, les entreprises ont pu en obtenir — sans aucun problème — 25 % de plus qu'en 1972 sans que le gouvernement ne se soucie de contrôler le mécanisme.

Beau palmarès

Mais le plus étonnant c'est que le gouvernement français, tout en évitant de dramatiser à outrance, comme l'ont fait certains de ses homologues européens, ait pris des mesures de freinage au moment où les autres gouvernements prenaient des mesures de relance. Compte tenu des augmentations intervenues au début janvier et de la pratique gouvernementale, on peut donc esquisser les grandes tendances de l'année 1974.

▶ L'activité : il semble que le taux de croissance de la production industrielle brute se situera entre 3,5 et 4,5 %. La diminution par rapport à 1973 est nette. Mais les carnets de commande des entreprises sont suffisamment gonflés pour que le ralentissement soit étalé. Ce sont les industries « proches » du pétrole — automobile, et tout d'abord les sous-traitants, textile, chimie — qui bien évidemment seront les premières touchées. Mais, contrairement à ce qu'annoncent certains, la stagnation réelle, avec ses conséquences prévisibles sur l'emploi, n'interviendrait pas avant l'été.

▶ L'emploi : déterminé par la production, l'emploi diminue plus vite que cette dernière. Dans un marché de l'emploi particulièrement déséquilibré — manque de main-d'œuvre qualifiée, jeunes et femmes sans qualification et sans travail — les prévisions les plus sérieuses estiment qu'il y aura en septembre prochain 600 000 demandeurs d'emplois (416 200 en novembre 1973) et 950 000 personnes à la recherche d'un travail.

▶ Les prix et revenus : il est délicat de prévoir l'impact des majorations successives du pétrole. Cela dépend avant tout de la politique gouvernementale. Pour l'instant, cette dernière a consisté à en laisser se répercuter la totalité. En 1973, le taux officiel de la hausse des prix — sous-estimé bien évidemment — a été de 8,6 %. Or, rien dans cette hausse n'est dû au pétrole. Si les prix des produits énergétiques continuent à grimper, on ne serait pas loin pour 1974 de 12 à 13 % officiellement mesurés par l'Insee. Il est évident que les revenus des salariés subiront le contrecoup des mesures gouvernementales. Par contre, ceux des capitalistes continueront de croître dans de sérieuses proportions. Au cours du premier semestre 1972, les bénéfices des grandes compagnies pétrolières se sont accrus de 25 à 50 %. De surcroît, la réévaluation des stocks et la spéculation généralisée sur les matières premières, le pétrole et l'or procurent aux grandes entreprises une rente de situation non négligeable. La crise n'est pas pour tout le monde...

▶ La balance commerciale : ce n'est pas la flottation du franc et le désir exprimé par Giscard d'Estaing de faire travailler les Français un 13e mois pour l'exportation qui règlera le problème. La situation est grave. Les réserves en devises de la France sont de l'ordre de 38 milliards de francs. En 1973, principalement grâce aux ventes d'armes et d'automobiles, l'excédent fut de 8 milliards de francs. Or, en 1974 — sans tenir compte de la fluctuation du franc par rapport au dollar et de nouvelles augmentations des matières premières — on peut estimer que le pétrole, à lui seul, nous coûtera 25 milliards de plus qu'en 1973. Il est donc difficile d'estimer le déficit commercial, d'autant que nos voisins ne manqueront pas de prendre des mesures pour limiter les exportations françaises.

Au total, la politique actuelle peut se résumer simplement : déficit commercial, inflation, stagnation, chômage. Beau palmarès.

Le triomphe des multinationales

Mais pour le patronat, le grand, tout va bien. La crise va permettre non seulement de passer les échéances, mais de résoudre quelques-uns de ses problèmes. Sans toutefois les résoudre tous. Car non seulement il n'y aura pas d'inversion de tendance quant au renchérissement de l'énergie et des autres matières premières, mais les problèmes qui se posaient avant la crise demeureront. Il est évident qu'un certain nombre de secteurs affectés seront durablement touchés : l'automobile, les transports, la pétro-chimie, par exemple. Par contre, d'autres secteurs vont se développer, donnant au capitalisme de belles occasions de bénéfices (voir encadré page 26). Car, outre les recherches entreprises pour remplacer à moyen terme le pétrole, l'économie va devoir apprendre à éviter le gaspillage de matières premières et d'énergie. Mieux, une industrie du « recyclage » va se développer. Déjà, les grandes firmes sont à pied d'œuvre.

Car le capitalisme sait fort bien s'adapter à des situations imprévues, digérer les périodes de crise. Il en a fait plusieurs fois la démonstration. En ce qui concerne les nouveaux prix, il sera simple de modifier, relativement, ces prix les uns par rapport aux autres. Aidé par la volonté de vivre autrement de millions de gens, par la publicité vantant non plus le règne de l'éphémère et du gadget mais des biens plus durables, on nous apprendra à payer plus cher certains objets et services. A moyen terme, le capitalisme est capable d'abandonner la voiture particulière pour les transports en commun. A condition que les Français paient. Plus cher à l'utilisation ou l'achat, et en étant plus exploités à la production.

Mais la modification d'une des données de base de la croissance des pays occidentaux — le prix de l'énergie et des matières premières — opère une redistribution des cartes entre l'Europe — ainsi que le Japon — et les U.s.a. Ceux-ci voient leur compétitivité renforcée, le dollar remonte au zénith. Et les multinationales triomphent. La « logique » du système n'est donc pas remise en cause.

Or, le défi posé au capitalisme pourrait être résolu — en faisant l'économie des « bavures » : chômage, inflation, etc. — en changeant la logique économique du système. C'est-à-dire remplacer le capitalisme... par le socialisme. Dans un premier temps, commencer de le faire en rompant avec les conceptions et les pratiques du capitalisme. Cela passe par la prise en main des principaux secteurs de l'économie, une planification démocratique, une « démocratisation » de l'économie. A partir d'un changement de logique, la « technique économique » peut se concevoir autrement. Il devient possible de décider « démocratiquement » quelles sont les importations à maintenir, celles à restreindre. Quelles sont les exportations à favoriser. Il devient possible de concevoir une autre organisation du travail, un développement des services collectifs. Mais cela est une autre histoire. Celle que les Français feront. Demain.

GUY PERRIMOND et DAVID SYLVAIN

Courrier

Nos lecteurs ont la parole

Le vote de Cerizay

« La nouvelle brève publiée dans « l'Unité » de la semaine dernière, concernant les résultats des élections professionnelles de Cerizay au lendemain d'un conflit exemplaire, me semble manquer d'objectivité.

Il faut tout d'abord tenir compte qu'il y a un grand nombre de travailleuses immigrées chez Cousteau (peur de la répression) ; et que cette lutte, qui a vu se dresser l'une contre l'autre deux catégories de salariés, ne pouvait que laisser des séquelles ; important aussi est le fait que le nombre de voix obtenues par la liste C.f.d.t. est supérieur au nombre des grévistes. » (Guy DAUDET, 78-Mantes).

Moteurs à l'alcool

« Enfonçant peut-être des portes ouvertes, je voudrais signaler aux camarades chargés d'étudier de près le problème des ressources énergétiques la surprise que j'éprouve pour n'avoir pas lu, jusqu'ici, dans aucun article consacré à ces ressources potentielles, une quelconque référence à l'alcool. Il y a 20 ou 30 ans, existait un supercarburant (l'Azur de Desmarais) dont l'indice d'octane était relevé par simple addition d'alcool à l'essence. Ce « super » rivalisait fort bien avec celui au plomb tétraéthyle dont l'incidence sur la pollution est connue. L'Azur a disparu. Pourquoi ? Le lobby du pétrole a-t-il été plus fort que le lobby de la betterave ? Et pourquoi ne pas revenir au « super » ternaire en alimentant partiellement nos moteurs à l'alcool ? » (Maurice RAUSCHER, 06-Antibes).

Hors du sujet...!

« Quelques belles envolées socio-humanitaires, un vote, un projet renvoyé en commission et l'on passe à autre chose.

Cent cinquante femmes sont mortes paraît-il depuis juillet dernier, combien jusqu'au prochain printemps ? Combien agoniseront seules ou à l'hôpital, ou seront à jamais mutilées ? La non-assistance à personnes en danger de mort est passible de la loi, mais où est la loi ?

Messieurs qui refusez de regarder en face votre siècle, Messmer qui vous attribue sans complexe le droit de juger du bien et du mal, ces cadavres sont les vôtres ; dormez tranquilles, si vous le pouvez.

Passé le temps de l'indignation, de la révolte, vient le temps de se demander pourquoi l'avortement et seulement l'avortement ? Comme en marge de ces copies mal construites où l'élève se perd en digressions, on a envie d'inscrire en marge du débat de l'Assemblée nationale : hors du sujet !

Ce n'est pas le problème : il faut, bien sûr, faire cesser les meurtres quotidiens, abroger la loi de 1920 et faire que l'on puisse avorter cliniquement sans risques, si cela est devenu nécessaire.

C'est au niveau de cette nécessité qu'il convient cependant de s'interroger ; dans les pays où les méthodes contraceptives sont largement répandues, le problème de l'avortement est marginal ; il relève de l'éthique de chacun, non de la morale nationale.

La France n'en est, hélas, pas là et il est permis de se demander si elle souhaite vraiment — corps médical et majorité en tête — y parvenir ». (Annick SAADA, Paris 20e).

Les exclus au pluriel

« Dans le numéro 94 de « l'Unité » (18-24 janvier 1974), j'ai remarqué l'article de Christine Cottin en page 13 : « Les exclus de Poniatowski ».

Je partage son indignation et son analyse de l'exclusion du M.f.p.f. du Conseil supérieur de l'information sexuelle.

Mais — selon une expression bien connue — le pluriel de son titre (« les exclus ») est assez singulier, puisque l'article est exclusivement (c'est le mot juste !) consacré à une seule organisation.

Aurait-il échappé à Christine Cottin qu'une autre organisation représentée (au moins une) était également exclue de la liste ? Une organisation qui regroupe plus des trois quarts des personnels de son « champ de syndicolonisation », qui depuis des années travaille et lutte pour l'information sexuelle et les possibilités de désaliénation qu'elle implique... Une organisation dont une partie des adhérents est professionnellement chargée précisément de cette information sexuelle à l'école... Une organisation qui a publiquement protesté contre son éviction par un communiqué de presse le 7 janvier 1974...

L'exclusion de la Fédération de l'Education nationale (Fen) n'a-t-elle aucune importance aux yeux de « l'Unité » ?

Mesurer les importances réciproques des deux organisations n'aurait d'ailleurs aucune signification. En la matière, leurs vocatiobs sont distinctes, mais très largement complémentaires.

Quel bel article complet et cohérent cela aurait fait, si le pluriel du titre avait été justifié par le contenu ! » (L.P. LETONTURIER, 5e section, membre de la commission Education du Parti socialiste).

L'article de Christine Cottin était axé sur le Mouvement français pour le Planning familial. Nous n'en sommes pas pour autant insensibles à l'exclusion de la Fen du Conseil supérieur de l'information sexuelle. L'« oubli » est réparé.

Restons Français!

Dans notre enquête « A qui appartient la France ? », nous dressions une liste des marques françaises où des firmes étrangères avaient investi. Parmi elles, les champagnes Laurent-Perrier. Nous avons reçu de cette maison la lettre suivante : « Seuls nos distributeurs en Allemagne, la maison Henkell, dont les dirigeants sont des amis de longue date avec la famille de notre président directeur général, M. de Nonancourt, détiennent 10% des actions Laurent-Perrier. Ou alors pensez-vous qu'une participation de 10% dans un capital entraîne ipso facto un contrôle de l'affaire ? ».

6 Février 1974 — N° 1.536

la Vie Ouvrière

l'Hebdomadaire de la C.G.T.

SPECIAL IMPOTS

Le célèbre GUIDE COMPLET DU CONTRIBUABLE SALARIÉ ou RETRAITÉ, publié dans "LA VIE OUVRIÈRE" du 6 Février, complète l'imprimé officiel que l'ordinateur a rendu aveugle et muet. Il contient des tuyaux inédits et le barème de l'impôt sans calcul.

Demandez "LA VIE OUVRIÈRE" à ses diffuseurs ou aux militants C.G.T. de votre entreprise.

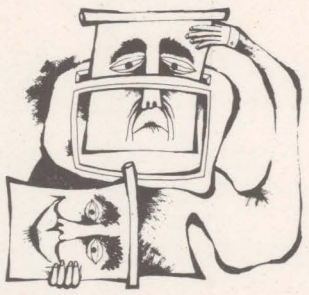
Le numéro : 3 F

VILLE DE SARCELLES

RECRUTE :

— CADRES de niveau moyen et supérieur pour différentes tâches de responsabilité, de gestion technique ou administrative. Peuvent être recrutés s/titres les candidats possédant les diplômes suivants :
— Ecoles d'Ingénieurs, licence en math ou en physique, D.U.T., B.T.S., bac dans de nombreuses spécialités (av. besoin particul. en voierie).
Peuvent être éventuellement recrutés les candidats possédant des diplômes ou ayant suivi des études dans d'autres secteurs (droit, sciences-éco., etc.).
— Semaine de 40 heures. 5 semaines de congés payés.
— Possibilité de promotion
Ecrire avec C.V. à Monsieur le Député-Maire.

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 25 JANVIER

A l'émission Questionnaire, René Lenoir, directeur de l'Action sociale : les déshérités de la société (21 h 40, ch. 3).

La médicale de Barrère - Lalou - Desgraupes : les maladies coronariennes (21 h 45, ch. 1).

SAMEDI 26

La 2e partie de « La leçon d'allemand » — voir le précédent numéro de « l'Unité » (20 h 35, ch. 1).

Jean-Pierre Miquel propose deux versions d'un même portrait : « Le chirurgien » (21 h 30, ch. 3).

Jean-Marie Drot s'entretient avec l'écrivain Joseph Delteil — 1ère partie (22 h 35, ch. 1).

DIMANCHE 27

Un film adaptant le « Huckleberry Finn » de Mark Twain : « Les aventuriers du fleuve » (14 h 30, ch. 2).

« Le théâtre de la violence à l'agressivité » au Banc d'essai du Service de la recherche (16 h 15, ch. 2).

La suite de « L'histoire du dessin animé » : voir en page 24 de ce numéro (20 h 10, ch.3).

Un couple, un meurtre... Un bon Chabrol : « La femme infidèle » (20 h 50, ch. 1).

A Ciné-club : « King Kong » — voir en page 24 de ce numéro (22 h 40, ch. 2).

LUNDI 28

« Des lauriers pour Lila » : un nouveau feuilleton policier français (chaque jour à 19 h 40, ch. 2).

Une enfance sous l'Occupation : « Pic et pic et colegram » (20 h 40, ch. 3).

Pour parler de son livre sur la police (voir en page 22 de ce numéro), Gérard Monate à l'émission Ouvrez les guillemets (21 h 30, ch. 1).

MARDI 29

L'un des meilleurs films de Pagnol, « Regain » — d'après Giono — et un débat sur le monde paysan avec Jacques Chirac et Michel Debatisse (20 h 35, ch. 2).

MERCREDI 30

Au magazine 74 : l'Angleterre à l'heure de la crise — voir aussi notre reportage en page 12 de ce numéro (20 h 35, ch. 1).

Par Costelle et de Turenne, Grandes batailles du passé : Poitiers (20 h 40, ch. 3).

JEUDI 31

Au magazine 52, un reportage de Françoise Gilles sur les producteurs de fruits (20 h 40, ch. 3).

Reprise d'un feuilleton à succès : « La demoiselle d'Avignon » (21 h 40, ch. 2).



Livres

ROMANS

*** Paul Gadenne : Siloe (Le Seuil)**

Après la révélation des « Hauts-quartiers », voici un nouveau « chef d'œuvre inconnu ».

*** Roger Bordier : L'océan (Le Seuil).**

Le règne d'une femme fascinante, Irène, dans un univers marin qui n'est qu'un des multiples reflets de notre société anesthésiée.

*** Marguerite Duras : « Nathalie Granger », suivie de « La femme du Gange » (Gallimard).**

Pour « détruire » ses livres Marguerite Duras fait des films. Puis elle transpose le film... et en fait un livre !

POLITIQUE

*** Mohamed : Journal de Mohamed (Stock)**

Un travailleur algérien raconte sa vie en France. Edifiant !

*** Michael Morozow : L'establishment soviétique (Fayard).**

Tout savoir sur la bureaucratie. Une sociologie de la classe dirigeante soviétique.

SOCIETE

*** Joffre Dumazedier : Sociologie empirique du loisir (Le Seuil).**

Le loisir comme revendication sociale. Le loisir et les nouvelles valeurs qui s'élaborent autour de lui.

*** Jean-Louis Broy : Questions au cinéma (Stock).**

Quel public ? Quel impact ? Deux questions parmi mille que pose Bory. Et auxquelles il répond.

*** Jacques Natanson : L'enseignement impossible (Editions universitaires).**

L'interrogation porte sur le métier d'enseignant : où va-t-il ? Que peut-il encore ?

*** Pierre Hanry : Pour la libération de la femme (Buchet-Chastel).**

Un livre-bulldozer qui renverse des mythes : la castration, la frigidité, la maternité, l'émancipation des femmes, etc.



Cinéma

*** Andrzej Wajda : Les noces.**

Fabuleux délire d'images bigarrées et fantastiques, cette adaptation du chef-d'œuvre de la littérature polonaise par un grand cinéaste est un régal. L'âme déchirée et romantique de tout un peuple impuissant à se libérer du joug austro-russo-prussien y est évoquée par un baroque grandiose et une succession de cauchemars bouleversants. A voir d'urgence.

*** Bertrand Tavernier : L'horloger de Saint-Paul.**

Un roman de Simenon adapté par les revenants Aurenche et Bost et par un nouveau réalisateur, Bertrand Tavernier. L'atmosphère de la ville de Lyon, la découverte progressive d'un jeune assassin par son père, une prise de conscience politique... Ce film attachant vient d'obtenir le prix Louis-Delluc.

*** Robert Lamoureux : Mais où est donc passée la 7e compagnie ?**

Une petite vadrouille qui a l'avantage (involontaire) de prouver que l'armée n'aplanit pas les différences de classes. Mais qui reconduit trop gentiment les valeurs bien établies malgré la bouille ahurie de Jean Lefebvre et le propos faussement antimilitariste de l'auteur.

*** Helvio Soto : Métamorphose du chef de la police politique.**

Une critique des contradictions de la gauche et une analyse des raisons des difficultés de l'Unité populaire au Chili (voir « l'Unité », n° 89).

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1) .....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F*	☐
normal d'un an à	*90 F*	☐
de soutien à	*100 F*	☐
de soutien à	*150 F*	☐
de soutien à	*200 F*	☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

l'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Michèle Backmann, Josette Barbier, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jacqueline Sorret, Maurice Séveno, Antoine Violet.

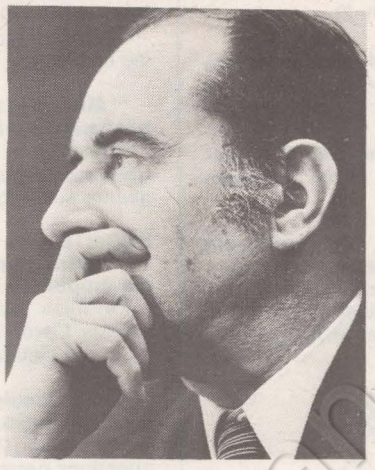
SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéi.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi) ou directement au journal, 5 rue Viollet-le-Duc, Paris 9e.
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetot.

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Mardi 22 janvier

Après mon émission d'« Actuel 2 », l'autre lundi, les commentaires, bien entendu, sont allés de l'infra-rouge à l'ultra-violet. Je les lis, je les écoute et j'essaie d'en tirer profit. Les éloges sont agréables mais ne m'apprennent rien que je sache. Les critiques me piquent mais excitent ma réflexion. J'étais naguère vite blessé, presque écorché par le sarcasme. Quand j'avais raison, je souffrais d'injustice et quand j'avais tort, d'amour-propre. Qu'on ne croie pas que ma sérénité provienne de l'usure. Je me sens plus disponible que jamais, même si j'ai plus de difficulté à dénouer les jambes au sortir de ma voiture. Je suis simplement plus tranquille parce que je prends mes précautions. Par exemple, je cite rarement un chiffre sans pousser jusqu'à la manie la recherche des sources. Je tourne et je retourne les informations dont je dispose au risque d'entreprendre, à la manière des coureurs cyclistes, un sur-place qui s'attaque aux nerfs. Mes collaborateurs ont l'habitude de supporter mes appels à toute heure et mes agacements quand ils oublient de préciser les références indispensables. Je dois beaucoup à leur compétence et à leur amitié. Ils me devront, je l'espère, d'avoir accru — s'il était possible — une certaine exigence vis-à-vis de soi-même.

De là ma surprise sous le tir des assaillants à la lecture des journaux de mardi. Celui-ci me reprochait d'avoir mal calculé le pourcentage du prix du pétrole brut avant taxes par rapport au litre de super vendu à la pompe et me reprenait sur le coût d'un aller et retour de 40 kilomètres Paris-Banlieue en auto de petite ou moyenne cylindrée. Celui-là tirait une bordée sur mon estimation du bénéfice des compagnies pétrolières. J'avais dit : « Les grandes compagnies gagnent dans cette opération (la hausse du prix de l'essence) cinq milliards et demi ». On ne me contestait pas les cinq milliards et demi, mais on me refusait le droit d'appeler « gains » ce qui n'était que « plus-values comptables ». Quant à Alexandre Sanguinetti, il avait choisi la grosse caisse et tapait aussi fort qu'il pouvait sur la vessie de veau. Rien n'était exact, selon lui. Sans doute s'inspirait-il du mot fameux de Moro-Giafferi, qui, à la question d'un président de tribunal : « Mais, cher maître, sur quel article appuyez-vous vos dires ? », et ne sachant lequel invoquer, avait répondu de façon superbe : « Sur tout le code ».

J'ai donc remis sur le chantier les données dont je m'étais servi. Les notes et dossiers se sont de nouveau entassés sur ma table. J'ai vérifié de A à Z, et j'ai constaté, à ma confusion, qu'un de mes chiffres — le seul discutable : le prix du pétrole brut — avait échappé au contrôle. Ce qui ne changeait rien à la démonstration — que personne ne conteste — selon laquelle, avant la crise, cette matière première ne coûtait rien ou pas grand-chose. Là s'arrêtait le dommage. Mais les onze autres chiffres ou pourcentages cités de mémoire étaient vrais, archi-vrais, y compris les sept francs par jour de l'automobiliste banlieusard !

Je ne reviens pas là-dessus pour le plaisir d'avoir raison aux onze douzièmes (toute erreur est de trop), mais pour m'interroger à voix haute sur la peine qu'il y a pour un homme de gauche à échapper à la vigilance suspicieuse des censeurs dès lors qu'il pénètre dans le bois sacré, je veux dire, dans la zone résidentielle où logent les économistes patentés. Il est difficile d'aller contre la loi d'airain des idées reçues qui veut que chacun se cantonne dans son domaine, le social à gauche, l'économique à droite. Comme si l'apport du socialisme et du marxisme en particulier n'avait pas précisément introduit le raisonnement scientifique dans la connaissance du fait économique.

Ceux qui exigent de moi que je me place dans une autre logique que celle du programme commun se trompent d'adresse. L'arrivée de la gauche au pouvoir résultera du besoin ressenti par la majorité des Français d'un renversement catégorique de tendance. On invoque les faits ? En voilà un. A cet égard, le débat qui oppose droite et gauche se fonde sur un malentendu : les uns parlent structure quand les autres parlent conjoncture. La gauche, dont le premier devoir sera de briser le carcan des inégalités sociales, et donc d'apporter aux masses la part que subtilise la classe dominante, intégrera, par fonction et par nécessité, sa politique économique aux objectifs qu'elle s'est fixés et qu'elle a soumis, noir sur blanc, à l'appréciation des Français. Que les facteurs de production, d'échange et de consommation refusent de se plier aux fantaisies de l'illusion, inutile de nous prêcher cette lapalissade. Mais est-ce une illusion que de travailler à l'avènement d'une société où la confiance, moteur central de toute économie prospère, procédera du peuple et non plus de ses maîtres ?

Plus encore. En écoutant Valéry Giscard d'Estaing plaider cet après-midi pour le flottement du franc, après avoir plaidé le contraire il y a moins d'un mois et depuis bientôt cinq années, je pensais que la droite était au bout de ses techniques, qu'il ne lui restait plus qu'un pas à faire pour franchir la frontière de l'ultime contradiction. En prenant la maîtrise du secteur financier et des grands moyens de production, en pariant sur l'intelligence, capable de prévoir, d'imaginer, de planifier, en comptant sur la pleine adhésion des travailleurs à l'œuvre de redressement national, la gauche sera moins démunie que l'enseignent les éternels pense-bêtes du parti conservateur.